

SIA Magazine 2018

SPÉCIAL SALON

THÈME:
**PENSER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
EN INTÉGRANT LES RÉSEAUX INTELLIGENTS**

08 - 10
NOV 2018

PANORAMA :
Le train urbain d'Abidjan

P12



SECTEURS
DYNAMIQUES :
Plusieurs échangeurs en
construction à Abidjan

P28



SPÉCIAL
SALON

P67





PFO
AFRICA
CÔTE D'IVOIRE

BÂTIR



Philippe Eponon
Président du GIBTP



**Des réseaux intelligents
dès la conception
du projet”**

Le mot du Président

C'est reparti pour une nouvelle expérience, un autre grand rendez-vous des professionnels du secteur des infrastructures et leurs partenaires exposants, institutionnels et financiers. Mais aussi pour un public qui attend d'assouvir sa curiosité et d'avoir des réponses à ses préoccupations.

Durant trois jours, du 8 au 10 novembre, le Groupement Ivoirien du Bâtiment et des Travaux Publics (GIBTP) et son partenaire, Axes Marketing, accueillent les acteurs du développement des infrastructures, tous les gestionnaires de réseaux et les pouvoirs publics, dans le cadre de cette 3^e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA).

Une nouvelle édition après celles de novembre 2014 (sous le nom de ROUTEXPO), et de novembre 2016 (SIA) où le GIBTP avait orienté ses travaux autour du thème : « Infrastructures en Côte d'Ivoire : défis et opportunités ».

En 2018, les réflexions des acteurs du secteurs auront pour thème central : « **Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents** ».

Notons également le parrainage pour cette édition du Ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier, Amedé Koffi Kouakou.

L'aménagement du territoire consiste en un ensemble d'actions conduites par l'État, les collectivités territoriales et certains établissements publics, afin de favoriser le développement des régions et donc du territoire national.

Les « réseaux intelligents » peuvent être présentés comme étant des réseaux matériels de distribution de fluides (électricité, eau, gaz, pétrole..).

Ce sont aussi un ensemble d'informations qui sont rendues intelligentes par des systèmes informatiques, des capteurs et dispositifs électromécaniques, leur donnant des capacités d'échange bidirectionnel et parfois une certaine capacité d'autonomie en matière de calcul, gestion de flux et transmission d'informations ».

Pour le GIBTP, il s'agira de faire des propositions aux pouvoirs publics en vue d'optimiser l'aménagement du territoire, la gestion des différents réseaux (eau, électricité, assainissement, routes, télécom, etc.) et de minimiser l'impact des déplacements des différents réseaux sur le coût et les délais de réalisation des projets. Tous les gestionnaires de réseaux et les pouvoirs publics sont concernés par les travaux autour de cette thématique qui s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue.

Bienvenue en Côte d'Ivoire.

Plein succès au SIA 2018

Vive le GIBTP

Rendez-vous en 2020 pour de nouveaux challenges !



- Le mot du Président du GIBTP
- Interview de Amedé Kouakou, Ministre de l'Equipeement et de l'Entretien routier : « **Nous, veillons à ce que chaque PME obtienne une part de marché.**»

P 3

PANORAMA

Les projets structurants

- Le train urbain d'Abidjan : **La première ligne livrée en 2022**
- Le 4^e Pont d'Abidjan : **L'indemnisation des populations impactées**
- Projet "pays propre" : **Kossihouen, le nouveau challenge**
- Les Infrastructures portuaires : **Des chantiers herculéens**
- Le club Abidjan Ville durable : **Naissance d'un concept**

P 7

P 10

P 12

P 14-16

P 18

P 20-21



SECTEURS DYNAMIQUES

- Infrastructures routières : **Lancer le PER en début d'année**
- Electricité : **Un vaste champ d'opportunités**
- Hydraulique : **Mobilisation générale face à la pénurie**
- Assainissement de la ville d'Abidjan : **Un véritable défi à relever**
- Opportunités d'investissement : **Les projets PPP en préparation**
- Télécoms/TIC : **En attendant la 5G !**
- Projet Port d'Intégration-Ville du Grand Abidjan : **En quête d'une plus grande compétitivité**

P 25-30

P 34-35

P 37-38

P 40-41

P 45-46

P 49-50

P 51-53



LE REGARD DES EXPERTS

- Voiries urbaines : **Le Plateau fait peau neuve**
- Gérard Kouassi, DG de NSE-CI : **«Nous avons réhabilité près de 20 Km de routes au Plateau»**
- Contraintes de la réhabilitation et du déplacement des réseaux : **Le cas de la zone industrielle de Yopougon**
- Cap sur la ville intelligente

P 57

P 58-59

P 61-62

P 64-65



SPÉCIAL SALON

- Le mot du Commissaire Général
- Retro SIA 2016
- Le programme du Salon
- Dr Paulin Kouassi, Président du comité scientifique du SIA : **«Les réseaux intelligents augmentent l'efficacité énergétique globale»**
- GIBTP Formation

P 69

P 70

P 70

P 71-72

P 74



L'ANNUAIRE DES EXPOSANTS

P 77-82



Directeur de la publication : AXES MARKETING Tel : (225) 22 41 33 94
Rédacteur en chef : Paulin N. Zobo / **Mise en page** : Guy-roger Nabo
Rédaction : Paulin N. Zobo, Narcisse Angan, Bellarmin Yao Kan, Hervé Siplia

Impression : Imprim Sud
Tirage : 2000 exemplaires



SAV



Gestion
de flotte à
distance



Vente de
matériels



Location

C'EST TOUT SIMPLEMENT NOTRE MÉTIER

Manutention Africaine Côte d'Ivoire, votre concessionnaire Caterpillar depuis plus de 85 ans, vous présente ses solutions innovantes pour gagner en efficacité. Transportez-vous dans un environnement technologique & digital, et profitez de nos dernières offres :

Next Gen Hex :

Votre nouvelle génération de pelles hydrauliques permettant un gain de productivité jusqu'à +45%

PartStore :

Votre plateforme de recherche et commande de pièces en ligne

My.cat.com :

Votre outil de gestion de flotte au quotidien

Technologies embarquées :

Vos solutions de pesage et de guidage

Retrouvez-nous aux stands 9 & 10 du SIA les 8, 9 et 10 Novembre 2018.
Contactez-nous au 23 53 55 80 / commercial@manufarci.com

SMABTP CÔTE D'IVOIRE SA

L'assureur des Entreprises et de la Construction



**BIENVENUE
DANS UN MONDE
QUI SE CONSTRUIT AUTREMENT.**

Votre environnement de travail et votre métier évoluent, vos risques aussi !
SMA s'engage durablement à vos côtés, en créant de nouvelles solutions
d'assurance, pour mieux protéger votre activité.

Notre métier : assurer le vôtre.

Contactez-nous au +225 20 20 40 40

ci.groupe-sma-afrique.com

SMABTP Côte d'Ivoire SA Abidjan-Plateau, rue Gourgas, 19^{ème} étage Immeuble Alpha 2000
01 BP 6941 Abidjan 01 Côte d'Ivoire

SMA



Amedé Koffi Kouakou, Ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier
«Nous veillons à ce que chaque PME obtienne une part marché»

Monsieur le Ministre, depuis le 10 juillet dernier, vous êtes passé du Ministère des Infrastructures Economiques à celui de l'Équipement et de l'Entretien routier. Qu'est-ce qui change dans vos prérogatives ?

Le Ministère des Infrastructures Economiques avait entre autres attributions, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'hydraulique humaine. Le Ministère de l'Équipement et de l'entretien Routier n'a pas cette attribution qui est l'affaire du ministère de l'Hydraulique.

Vous êtes le Parrain de la 3^e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA) initiée par le GIBTP. Comment appréciez-vous cette biennale qui rassemble les professionnels du Bâtiment et des Travaux publics (Btp) et leurs partenaires ?

Les Infrastructures, comme chacun le sait, constituent la nervure centrale d'une économie moderne. Le développement de nos Infrastructures constitue donc une priorité absolue pour nos Etats en quête de l'Émergence. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le Chef de l'Etat qui fait de l'Émergence de notre Pays son objectif majeur, a engagé un vaste chantier de développement des Infrastructures du Pays.

Le GIBTP, à travers le Salon des Infrastructures d'Abidjan, crée le cadre de perfectionnement des acteurs du BTP. Je ne peux que me réjouir d'une telle initiative d'autant qu'elle permet à l'Etat de disposer d'acteurs efficaces pour l'édification d'Infrastructures de qualité. Je salue donc le Salon des Infrastructures d'Abidjan et lui souhaite constance et persévérance.

En 2016, le SIA portait sur le thème : « Infrastructures en Côte d'Ivoire : Défis et d'opportunités ». Cette année, les réflexions seront axées sur : « Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents ». Que vous inspire cette thématique et

que préconisez-vous ?

L'accroissement de la population et donc l'augmentation du nombre de consommateurs et le développement des réseaux des diverses Infrastructures lié à ces phénomènes, imposent un nouveau mode de gestion de ces réseaux. Les Pays développés confrontés à cette exigence, ont adopté l'intégration des réseaux intelligents comme la solution définitive pour la gestion des réseaux du futur.

Il est donc hautement salubre que le GIBTP qui se veut avant-gardiste en Côte d'Ivoire sur les questions de développement des Infrastructures se saisisse de cette thématique pour mener la réflexion. Je souscris entièrement à ce thème qui est plus que d'à-propos et suis impatient de prendre connaissance de vos résolutions sur la question.

À quand la livraison des ouvrages du corridor Abidjan-Lagos (pont d'Aboisso et de Noé) et la réhabilitation ou la reconstruction de la côte (Abidjan-San Pedro). Et sur quel financement et pour quelle exploitation (péage ou gratuit) ?

Les deux ouvrages réalisés à Aboisso et à Noé dans le cadre du Projet de Facilitation du Commerce sur le Corridor Abidjan – Lagos seront mis en service au mois de Novembre 2018 après les réceptions provisoires prévues pour les 02 et 03 Octobre 2018.

En ce qui concerne la Côte, il faut indiquer que Les études préliminaires pour sa réhabilitation ont été réalisées et un partenaire technique et financier a manifesté un intérêt pour accompagner ce projet sous la forme d'un PPP type BOT. Le privilège est accordé à cette option. Cependant, nous avons prévu sur le Programme d'Entretien Routier 2018, la réalisation de travaux sur la section Grand-Lahou – San Pedro afin d'améliorer

significativement les conditions de circulation des usagers sur cet axe. De plus les études APD de la section autoroutière Songon – Grand-Lahou est en cours de finalisation et celle reliant Sassandra à San-Pedro est au stade de l'étude APS.

Au nombre des préoccupations du GIBTP, figurent « les conditions de mise en place de la sous-traitance, l'émergence et l'accompagnement des champions nationaux, les mécanismes de financement des PME et la révision du Code des marchés publics ». Existe-il des pistes de solutions ?

Faire vivre les entreprises du secteur du BTP, fait implicitement partie de nos prérogatives. C'est pourquoi pour les travaux de reprofilage de routes en terre du Programme d'Entretien Routier 2018, nous avons opté pour la réalisation d'un appel d'offres avec 138 lots et exiger qu'aucune PME, n'obtienne plus d'un lot. Tout ceci, dans le but permettre à chacune d'entre elles, d'obtenir une part de marché.

En outre, un dispositif d'accompagnement dans le cadre de ces travaux a été mis en place afin de permettre la bonne tenue de cette opération. Des formations ont été organisées afin de les sensibiliser sur nos attentes et sur les moyens et méthodes à mettre en œuvre. Un répertoire d'entreprises d'engins a été dressé et mis à leur disposition dans le but de faciliter les éventuelles locations d'engins.

En ce qui concerne les autres points, il appartient aux professionnels du secteur regroupés au sein du GIBTP, de faire des propositions que nous analyserons. Ils sont au fait des réalités quotidiennes et doivent faire des propositions pour les avancées dans le secteur.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo



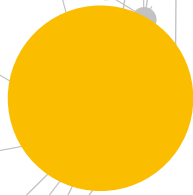
Moving mountains together

STAND INTERIEUR N°38
STAND EXTERIEUR N°18

BIA SmartFleet

Venez découvrir comment vous pouvez diminuer vos coûts et augmenter votre productivité grâce aux données de vos équipements au SIA





Panorama

LES PROJETS STRUCTURANTS



▼
Le Train
urbain
d'Abidjan



▼
Le 4^e Pont
d'Abidjan



▶ Projet "Pays propre"



▼
Infrastructures
portuaires



ROBUSTO,
construire
pour l'avenir

NOUVEAU

CIMAF
Ciments de l'Afrique

**Solidité
Rentabilité
Pérennité**



Zone industrielle Yopougon, 01 BP. 5676 Abidjan 01 · Tél. : (+225) 23 53 00 63



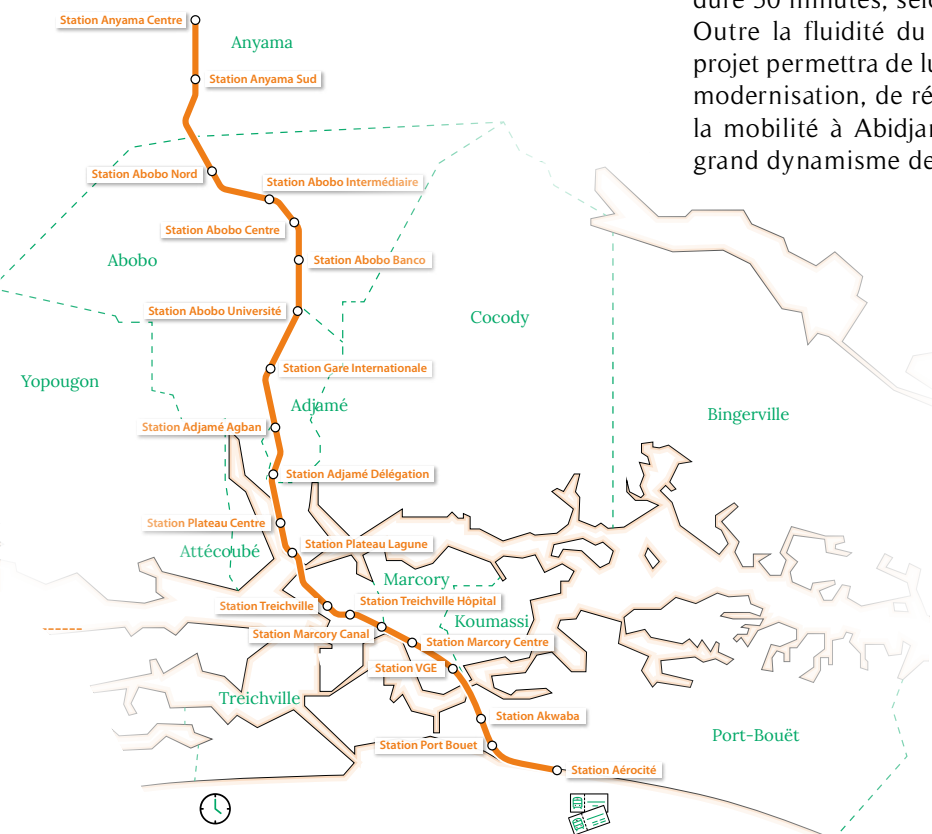
Le train urbain d'Abidjan La première ligne livrée en 2022

Le métro d'Abidjan est un projet du réseau ferroviaire de transport urbain qui va desservir la capitale économique ivoirienne, du nord au sud, par la commune d'Anyama jusqu'à celle de Port-Bouët, en passant par le quartier central des affaires, le Plateau. Le projet prévoit cinq lignes. L'ouverture de la première ligne, longue de 37,5 kilomètres, se fera en 2022.

En marge du sommet «Union africaine-Union européenne» (Ue-Ua), les Présidents Alassane Ouattara et Emmanuel Macron ont officiellement lancé, le 30 novembre 2017, les travaux de la ligne 1, à l'occasion d'un trajet symbolique en train reliant la commune du Plateau à celle de Treichville. Les travaux sont financés à 100% par la France, à hauteur de 14 milliard d'euros. 500 000 passagers seront transportés par jour pour un trajet qui dure 50 minutes, selon le ministère des Transports.

Outre la fluidité du trafic, le gain de temps et d'économie, le projet permettra de lutter contre la pollution. Ces programmes de modernisation, de réhabilitation et d'extension visent à accroître la mobilité à Abidjan et à assurer sa compétitivité par un plus grand dynamisme des activités économiques.

N. Angan



Le tracé de la ligne 1 du métro va d'Anyama à Port-Bouët. Le projet nécessitera la réalisation de plusieurs autres infrastructures à part entière (un nouveau pont sur la lagune ébrié, 20 stations-gare modernes, 21 ponts rail-route, 40 passerelles piétonnes). Le chantier mobilisera 2000 travailleurs. La réalisation se fait en pleine ville dans la capitale, traversant 8 communes. Ce qui nécessite aussi un ensemble de travaux d'emellissement tout le long des 37,5 kilomètres de trajet.

Le 4^e Pont d'Abidjan

L'indemnisation des populations impactées

Les travaux de construction du 4^e pont d'Abidjan qui ont été lancés le 30 juillet par le Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly, sont financés par l'État de Côte d'Ivoire et la Banque africaine de développement (Bad) à hauteur de 142 milliards de F Cfa. Ce montant est réparti comme suit : 103 milliards de FCfa pour les travaux, 30 milliards de fcfa pour les indemnisations. Et enfin, 9 milliards de FCfa, consacrés à la maîtrise d'ouvrage délégué, de contrôle des travaux, etc.

La construction de ce 4^e pont vise à améliorer la fluidité dans la capitale économique ivoirienne et s'inscrit dans le vaste projet

du transport urbain d'Abidjan. Le coordonnateur du projet, Issa Ouattara, a indiqué qu'il est composé des sorties Est et Ouest de la ville d'Abidjan, de la construction d'échangeurs, du prolongement du boulevard Latrille et de l'autoroute périphérique Y4. Il comprend un linéaire de 7,2 kilomètres dont 14 kilomètres sur la lagune en deux fois trois voies et devant relier la commune de Yopougon à celle du Plateau en passant par Attécoubé. Cinq échangeurs sont prévus sur les voies traversées, dont trois du côté de Yopougon, un au niveau de Boribana, puis le dernier à Adjamé Nangui Abrogoua.

Ce sont 100 000 emplois directs

et indirects que va générer ce chantier, a soutenu Marie-Laure Olugbadé, directrice générale Afrique de l'Ouest de la Banque africaine de développement (Bad). Les travaux qui seront exécutés par l'entreprise chinoise China State Construction Engineering Corporation (Cscfc) sont prévus pour une durée de trente mois. Cependant, l'entreprise a pris l'engagement de réaliser ce projet en 26 mois et le livrer en août 2020. Les ménages impactés ont commencé à toucher leurs chèques d'indemnisation depuis le 17 septembre 2018. Cette phase a débuté par la commune d'Attécoubé.

Narcisse Angan



Maquette de présentation du 4^e pont d'Abidjan (Photo : DR)

Chemin de fer Abidjan - Ouaga - Tambao : les études actualisées

Les travaux de réhabilitation et de modernisation de la ligne de chemin de fer reliant Abidjan-Ouagadougou et son prolongement jusqu'à Tambao, longue de 1260 kilomètres sont en cours depuis 2015. D'un coût global de 262 milliards de fcfa, ce projet prévoit le renouvellement complet de 853 kilomètres de voie, la réhabilitation de 31 gares et de plusieurs ateliers de maintenance. Cette modernisation du chemin de fer favorisera l'accroissement du trafic entre ces deux pays voisins et interdépendants. Au 7^e Sommet du Traité d'Amitié et de Coopération (Tac) ivoiro-burkinabè, tenu du 23 au 27 juillet 2018 à Yamoussoukro, la Conférence s'est réjoui de l'approbation, par la partie ivoirienne, de la Convention de Concession Révisée (Ccr) et de la décision de sa ratification prochaine par la partie burkinabè, note le communiqué final du 27 juillet.

N.A.

G R O U P E PREMIUM

ENSEMBLE POUR
UNE AFRIQUE FORTE,
UNE AFRIQUE PREMIUM.



SANDVIK

LIEBHERR

DYNAPAC
FAYAT GROUP

Putzmeister

MARINI-ERMONT
FAYAT GROUP

PREMIUM
CÔTE D'IVOIRE

Nouvelle Zone Industrielle Gounioubé-Akoupé -
Autoroute du Nord, PK22 - Anyama Allokoï -
Abidjan

Tel. : + 225 23 00 32 00

Site: <http://www.groupe-premium.com/>

Benin – Burkina Faso – Cameroun – Côte d'Ivoire – Guinée Conakry – Mali –
Maroc – Mauritanie – Niger – Sénégal – Tchad – Togo



PRESENTATION

Institué par le Décret N°2006-274 du 23 Août 2006, L'Office National de l'Eau Potable (ONEP) est une société d'Etat régie par la loi N°97-519 du 4 Septembre 1997, au capital de 150 millions de F CFA et soumis aux actes uniformes de l'OHADA.

L'ONEP est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Hydraulique. L'ONEP a pour mission d'apporter à l'Etat et aux collectivités Territoriales, son assistance pour assurer l'accès à l'eau potable des populations sur l'ensemble du territoire. Elle assure en outre, la gestion du patrimoine public et privé de l'Etat dans le secteur de l'eau.

NOS MISSIONS

- La planification de l'offre et de la demande en matière d'eau potable.
- La maîtrise d'ouvrage déléguée et la maîtrise d'œuvre des investissements pour la réalisation, l'extension, le renforcement et le renouvellement des infrastructures d'alimentation en eau potable.
- La conception, l'établissement, le contrôle et le suivi des différents contrats de délégation du service

public d'eau potable.

- La gestion comptable et financière des investissements dans le secteur de l'eau potable.
- La régulation des attributions et, le contrôle des concessionnaires et des opérateurs privés au niveau technique, financier et administratif.

OBJECTIFS

- Accroître la production d'eau potable par des forages et par des eaux de surface à Abidjan et les Villes de l'intérieur (réduire au minimum les déficits dans les 31 Chefs-lieux de Région et 77 Chefs-lieux de Département à l'horizon 2020).
- Assurer le suivi et le maintien des pompes en milieu rural et semi-urbain.
- Promouvoir auprès des usagers d'eau potable des changements de comportements par une utilisation rationnelle de l'eau potable.

L'accès de tous à l'eau potable

Projet “Pays propre” Kossihouen, le nouveau challenge

L'ouverture, le 2 novembre, du Cvet, un projet attendu de longue date, entraînera la fermeture et la transformation, après le 15 décembre, de la décharge d'Akouédo, maintes fois promises.



Madame le Ministre Anne Désiré Ouloto a pré-réceptionné le 29 octobre, le premier casier devant accueillir les ordures ménagères. (Photos DR)

La propreté de la Côte d'Ivoire, en particulier celle du District autonome d'Abidjan, constitue un défi majeur pour les autorités ivoiriennes. Pour rendre plus attrayante la capitale économique ivoirienne ainsi que les autres villes du pays, le ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable (aujourd'hui ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, Minass) a mis en œuvre une politique de propreté depuis la sortie du pays de la crise politique en 2011. Une politique qui a connu de nombreuses réformes au fil de ces dernières années.

Ainsi, la ministre Anne-Désiré Ouloto, lors d'une conférence bilan de ses activités, le 20 septembre dernier, à Abidjan-Cocody, a rappelé que « la réforme institutionnelle du secteur a donné lieu à la création de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (Anaged) ; un projet Pays Propre a été conçu,

et un nouveau système de propreté dans l'agglomération d'Abidjan a été adopté par le gouvernement en 2016. Notre ambition première est de faire d'Abidjan, la vitrine de notre pays, un modèle de propreté à travers trois axes majeurs : la gestion écologique des déchets par une approche inclusive et participative ; la lutte contre le désordre urbain, les nuisances sonores et enfin, la sensibilisation et l'éducation au changement de comportements ».

Le projet “Pays Propre” vise, selon le rapport de la Minass, la structuration et la modernisation de la collecte et du transport des déchets en optimisant leur traitement et en les valorisant, afin de doter le District d'Abidjan de centres de transfert et d'enfouissement technique qui sont des infrastructures modernes et appropriées de gestion des déchets solides.

En outre, elle permettra de transférer en Côte d'Ivoire des technologies propres et de bonnes pratiques en matière de propreté et de valorisation des déchets. Cette politique d'assainissement urbain est entrée en vigueur, suite à l'exécution de deux processus. Pour le premier, deux opérateurs (Ecoti Sa et Eco Eburnie) sélectionnés, en 2016, par appel d'offres international, assurent le service de propreté dans le District d'Abidjan.

L'entreprise Clean Eburnie coptée en 2017, à la suite de négociations, dans le cadre du deuxième processus, s'est chargée de la construction du Centre de valorisation et d'enfouissement technique (Cvet), après qu'elle l'ait conçu et financé. Son exploitation relèvera de sa compétence, après son ouverture.

Bellarmin Yao Kan

Le Centre de valorisation et d'enfouissement technique

Une solution moderne à 45 milliards FCfa par an

Le Cvet de Kossihouen, au poste kilométrique Pk 45, dans la sous-préfecture de Songon est quasiment achevé. Son ouverture a eu lieu le 2 novembre 2018. La mise en service de cet ouvrage moderne, construit selon les standards internationaux, va générer environ 6.000 emplois directs et indirects. D'une capacité de stockage de sept ans et d'au moins 1 250 000 tonnes par an de déchets traités, le Cvet est une solution de gestion durable et de traitement écologique des déchets solides ménagers et assimilés en terme de d'enfouissement et de valorisation, qui va traiter 90% des déchets solides du district d'Abidjan.

Pour les éliminer dans des conditions respectueuses de l'environnement, il est prévu des casiers imperméabilisés, un système de récupération des lexiviats (eaux usées provenant

des déchets), un système de récupération et de traitement de biogaz, un système de récupération et de gestion des eaux de pluie non souillée.

Ce sont 350 camions et 650 coffres flambant neuf, qui ont été réceptionnés pour le démarrage du fonctionnement du Cvet. Des équipements de contrôle, de sécurité et de lutte contre les incendies et des mesures de contrôle de la qualité des lexiviats traités et du biogaz ont été installés pour renforcer le dispositif. Ce projet, au dire de Madame le ministre Anne Désiré Ouloto est une économie circulaire consistant en la transformation et la valorisation des déchets. En effet, le tri et la valorisation seront développés et l'élimination ne sera réservée qu'aux ultimes. La valorisation permettra de produire de l'énergie à partir du biogaz, des

biofertilisants et des matériaux recyclés, a expliqué Anne-Désirée Ouloto le 20 septembre, lors d'une conférence de presse.

Par ailleurs, sept centres de transfert faciliteront le regroupement en grande masse dans les conteneurs étanches, des déchets collectés depuis les ménages par les camions tasseurs et les coffres de petite taille. Ils seront localisés sur les sites de CGD Gonzagueville (deux hectares) de la route de Bassam (deux hectares), d'Anguededou (neuf hectares), d'Anyama (deux hectares), d'Adjamé (1,5 hectare) et de CDG Bingerville.

Le coût annuel de cette gestion moderne des déchets solides ménagers et assimilés d'Abidjan est estimé à 45 milliards de F Cfa contre 22 milliards, soit une hausse de 104,55%.

Bellarmin Yao Kan

Gestion écologique des déchets industriels

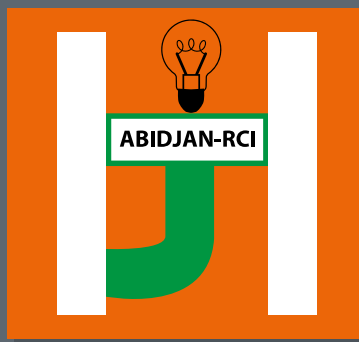
Une convention signée

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de gestion écologique des déchets industriels, l'Etat ivoirien et la Société générale de surveillance ont signé, le 20 septembre 2018, à Abidjan, une convention de service. Les documents paraphés en présence du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, par le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Joseph Séka Séka et le vice-président exécutif de ladite structure, Roger Kamdem Kamgain marquent l'entrée en vigueur de la convention fixée au 15 octobre dernier.

Le ministre Joseph Séka Séka, qui n'a pas caché sa joie, a indiqué que la signature de cet accord s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de l'économie circulaire en Côte d'Ivoire et de la lutte contre le changement climatique. Elle vise également la valorisation et le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques ainsi que les pneus usés.



BY.K



SICODEM GROUP

L'EXPERTISE D'UN GROUPE À VOTRE SERVICE



Electricité Générale
Automatisme Industriel
Mécanique Industrielle
Rembobinage Froid et Climatisation
Dépannage et Maintenance



Conception et exploitation de projets
Travaux publics
Etude et conception de routes
Immeuble de bureaux
Ecoles, universités



Conseils en informatique et en organisation
Edition, intégration de système et logiciels
Communication et infographie multimédia
Informatique industriel et technologique
Sécurité électronique

Yopougon, zone industrielle • 19 BP 346 Abidjan19 • Tél : +225 22 42 74 59
Fax : +225 22 42 74 84 • www.sicodemgroup.com • info@sicodemgroup.com

Infrastructures portuaires Des chantiers herculéens



Travaux d'élargissement-Approfondissement du canal de Vridi.

“

90% des échanges extérieurs transitent au Port Autonome d'Abidjan à plus de 500 milliards de F Cfa.”

Les deux plateformes portuaires de la Côte d'Ivoire, Abidjan et San Pédro, sont concernées par ce défi de la modernisation et de l'extension en vue de garantir leur compétitivité respective. Ainsi, des travaux d'hercule sont annoncés sous peu au Port autonome d'Abidjan, poumon économique ivoirien ; qui regroupe à lui seul le transit de 90% des échanges extérieurs, atteignant plus de 500 milliards de fca l'année.

Ces travaux prévoient la modernisation des infrastructures, l'extension du terminal à conteneur, un assainissement pour assurer une fluidité à l'intérieur et à l'extérieur du port, etc. Signalons que les premiers travaux engagés ont consisté en l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi, en vue de permettre à la plate-forme portuaire d'accueillir tout type de navire. Notamment, des navires de plus de 260 mètres de long qui

ne pouvaient accoster à Abidjan à cause de l'étroitesse de ce canal. Pour le port de San Pédro, les travaux de modernisation et d'extension estimés à 300 milliards de fca vont porter essentiellement sur les opérations de dragage du bassin et du chenal d'accès, la réhabilitation et l'extension des digues ouest et est. Puis, la construction du terminal à conteneur et la route d'accès au terminal (actuelle route de la cimenterie) et le remblaiement d'environ 150 hectares du domaine portuaire.



Manutention de conteneurs par une grue au Port Autonome d'Abidjan (Photos DR)

Narcisse Angan



**CONÇUS POUR
VOTRE BESOIN**



📍 12 Bld Antananarivo,
Z.I. Koumassi, Abidjan
✉ tranchivoire@tranchivoire.com
🌐 www.tranchivoire.com

☎ 21 36 01 60

Le Club Abidjan Ville durable

Naissance d'un concept !



David Morvant



J.P. Kaam Kouam

Tout est parti de certains événements en marge de la visite du Président François Hollande en Côte d'Ivoire en 2014. Et en 2016, est né le Club Abidjan Ville Durable, de la volonté de 40 entreprises françaises. La sortie officielle a eu lieu le 20 février 2017. Le club Abidjan ville durable est dirigé par un comité de pilotage appelé « Copil ». Sa genèse part d'un constat : En 2030, 75 % de la population mondiale vivra en ville et 90 % de l'énergie produite sera consommé en milieu urbain.

Les auteurs de la présente contribution sont de la plateforme énergie du club qui comprend des plateformes sectorielles et transversales à savoir :

Plateformes sectorielles (Aménagement urbain, Mobilité urbaine, Eau & assainissement et déchets, Energie, Bâtiment, Connectivité)

Plateformes transversales (Environnement & législation, Financement, RH et formations et concours des meilleurs projets « Ville durable » auprès des collectivités locales)

Ce concept signifie : être à l'écoute des populations, des collectivités, des communes et leur permettre de s'arrimer à ce qui se fait de mieux en matière de ville durable.

Les objectifs du club Abidjan Ville Durable sont les suivants :

- Faire l'état des lieux des savoir-faire français destinés à un développement durable des villes et des grandes agglomérations,
- Proposer une vision et une stratégie de « Ville Durable », pour Abidjan, pour la Côte d'Ivoire et la sous-région
- Mettre en œuvre dans un cas concret de

- développement urbain ces savoir-faire
- Promouvoir ces savoir-faire et être un interlocuteur de référence sur les sujets de la « Ville Durable » en Côte d'Ivoire et dans la sous-région
- Positionner le « Club Ville Durable » d'Abidjan afin d'offrir son expertise aux villes de la sous-région.

Les problèmes de la ville d'Abidjan et les propositions de solutions françaises aux villes africaines

Le monde est en marche vers une révolution sociétale dont les villes seront des acteurs-clé. La ville d'Abidjan est concernée en premier lieu, dès lors qu'on que les villes représentent de manière générale, 2 % de la surface de la planète, 50% de la population mondiale, 75% de la consommation d'énergie et 80% des émissions de Gaz à effet de serre (Ges).

Pour résoudre ces problèmes, il faudra procéder à une décarbonation du mix énergétique, une révolution technologique et digitale ainsi qu'une transformation sociétale et culturelle. Car nos attentes et celles des communautés sont multiples : la sécurité, la mobilité, les problèmes de pollution, les logements, l'utilisation efficace des ressources...

Critères d'adhésion

S'il est vrai que l'initiative vient de la France via sa mission économique, il n'en demeure pas moins vrai que l'une des cibles du CAVD est l'ensemble des entreprises ivoiriennes.

Les cibles du CAVD sont donc les bailleurs de fonds et investisseurs, les institutionnels ivoiriens, les porteurs de projets (Public-Privé), les entreprises ivoiriennes, françaises et internationales, les partenaires de représentation, facilitateur pour l'implantation et l'accès au marché, les profils académiques pour proposer du contenu et des études. En d'autres termes, les entreprises ivoiriennes et africaines peuvent intégrer le CAVD, grâce le moment venu, à des critères bien définis par le « Copil ».

Dénomination des nouveaux clubs

L'ambition est certes grande mais avec l'appui des pouvoirs publics, on y arrivera car ce sont les États qui définissent la politique générale du pays. La dénomination devra comprendre

l'expression Ville Durable qui est le socle de notre association.

Actions prioritaires pour une ville durable

Les actions ci-dessous peuvent servir de base pour la mise en place d'une ville durable :

- sensibiliser les décideurs ivoiriens à la pensée «Ville Durable» et à leurs effets positifs, rapportés aux besoins locaux, et faire connaître les technologies Smart City du club en faisant leur promotion. Cette sensibilisation se fait au travers d'afterworks, d'ateliers de travail, de conférences, de présentations de projets réalisés par nos entreprises, etc...
- identifier les besoins prioritaires (ou projets prioritaires sur lesquels il est encore possible d'avoir une influence) sur leurs secteurs sur lesquels les membres du CAVD peuvent vouloir travailler.
- identifier les interlocuteurs au sein des sphères de décideurs ivoiriennes et leur proposer de travailler ensemble sur les besoins identifiés
- sélectionner un ou des projet(s) prioritaire(s) sur le(s)quel(s) les parties veulent conjointement porter leurs efforts ; depuis la

proposition d'une solution à la recherche de financement en passant par la définition du cahier des charges.

Les énergies renouvelables comme solution à la problématique de l'énergie

Nous partageons cette vision et c'est pour cela que les plateformes ci-dessous sont habilitées à proposer ce type de solutions

- Eau & assainissement et déchets
- Energie
- Bâtiment

Participation à la 3^e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (Sia)

«Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents», thème de la présente édition est accrocheur et l'initiative de la tenue d'un tel événement fort louable. Nous sommes à ce double titre, le intéressés de faire connaître notre plateforme «Energie » car cela permettra de sensibiliser les différents membres qui la composent à son importance.

Les attentes de la plateforme à l'égard du ministère de la Ville

La plateforme se félicite de la création d'un ministère de la Ville,

preuve de l'intérêt des pouvoirs publics à impliquer leurs villes aux standards internationaux. Cela peut être perçu comme une main tendue des autorités aux organismes et acteurs de la ville durable. Aussi, la mise en place d'un plan d'action qui découlera d'un état des lieux préalablement établi s'impose pour toutes les villes ivoiriennes.

Enfin, pour conclure, nous ne doutons pas que le CAVD qui est jeune pourra aisément faire son chemin avec l'appui de tous les acteurs.

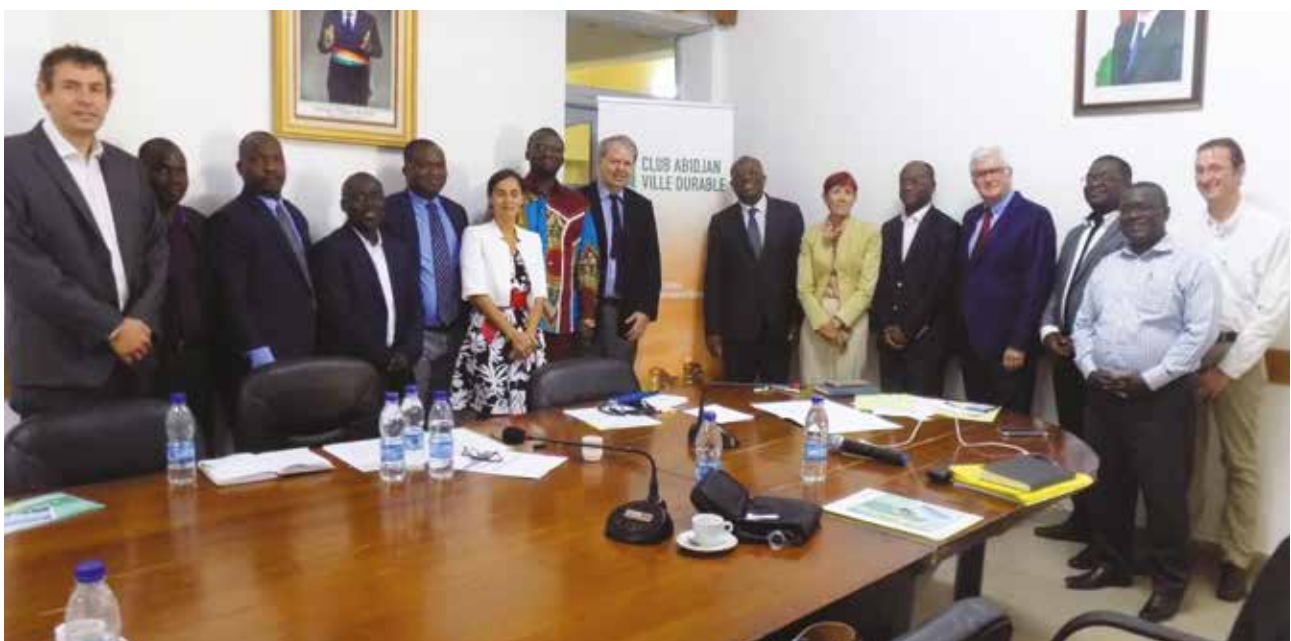
Une contribution de :

David Morvant

Pilote de la Plateforme énergies
Président de BOUYGUES E&S Côte d'Ivoire

J.P. Kaam Kouam

Co-Pilote de la Plateforme énergies
Chef de Section Industrie-Bâtiment-Fluides Bouygues E&S Côte d'Ivoire



Des membres du Club Abidjan Ville durable lors d'une réunion avec la municipalité de Grand Bassam. (Photo : DR)



DOMAINES D'INTERVENTION

- Industrie & Agro-industrie • Développement agricole et rural • Infrastructures de base & infrastructures modernes • Télécommunications
- Energie • Transport • Hôtellerie

FORMES D'INTERVENTION

- Prêts à court, moyen et long termes • Avances de fonds pour étude de faisabilité • Prises de participation • Arrangement de financement
- Conseil financier • Garantie d'emprunts obligataires • Assistance aux Etats

Nous finançons les projets publics et privés dans l'UEMOA



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

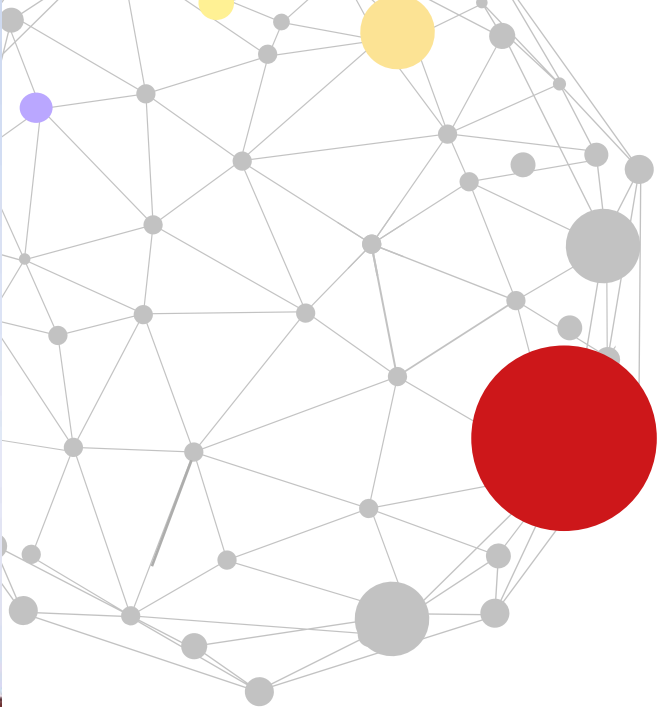
68, avenue de la libération - B.P : 1172 Lomé TOGO

Tél.: +228 22 21 59 06 / +228 22 21 42 44

E-mail : boadsiege@boad.org / infos@boad.org

Site : www.boad.org





Secteurs dynamiques



▣ Infrastructures routières



▣ Electricité



▣ Eau et Assainissement



▣ Télécoms-TIC



LA QUALITÉ DE NOTRE GRAVIER EST NOTRE LABEL



D'EXPÉRIENCES DANS
L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES
DE MATÉRIAUX DE CONCASSAGE

UNE ENTREPRISE ENTIÈREMENT DÉDIÉE À LA QUALITÉ DU GRAVIER.

La SISAG (Société Ivoirio-Suisse Abidjanaise de Granit) est présente en Côte d'Ivoire depuis 40 ans et leader dans son domaine d'activité. C'est une société de droit ivoirien au capital de 492 000 000 F CFA.

La SISAG est spécialisée dans l'exploitation et le développement des carrières de granit pour la production de matériaux concassés de qualité destinés à la construction des routes et bâtiments. Nous exploitons la carrière de granit la plus importante en Côte d'Ivoire dans la région d'Abidjan (à Attinguié au km 38 sur l'autoroute du Nord), une carrière à Gabiadji (région de San Pédro), la carrière la plus importante du Mali (Mountougoula dans la banlieue de Bamako) et une carrière en construction à Lataha dans la région de Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire.

La SISAG met aussi son expertise et son savoir-faire à la disposition des entreprises qui en font la demande pour l'exploitation de leurs carrières afin de mettre à leurs dispositions des matériaux pour la réalisation de leurs travaux.

Nous nous sommes considérablement développés depuis notre installation en Côte d'Ivoire avec l'acquisition de matériels de dernière génération pour garantir une production continue.

Les principaux produits de la SISAG sont :

- le gravier à béton
- le gravier pour les enrobés
- la grave non traitée GNT
- les blocs et enrochements pour les travaux portuaires et autres aménagements.

Plusieurs importantes entreprises dans le domaine des Bâtiments et Travaux Publics ont fait confiance à la SISAG pour des partenariats de longue durée et nous espérons en signer davantage pour continuer à accompagner les grands bâtisseurs.



20 30 41 40
WWW.SISAGCI.COM

CARRIÈRE ATTINGUIÉ

Abidjan Autoroute du Nord, Attinguié
Téléphone : (225) 07 01 82 72 / 07 01 82 73
Télécopie : 20 30 41 47
Courriel : sisagmag@sisagci.com

CARRIÈRE SAN-PEDRO

San-Pedro
Téléphone : (225) 07 57 04 85
Télécopie : 20 30 41 47
Courriel : sisagsanpedro@sisagci.com

SOCARCO MALI

Mali, Bamako, Hippodrome,
Rue 232, BP E20
Téléphone : (223) 20 21 97 58
Télécopie : 20 21 93 27
Courriel : socarco.mali@socarco.com
Site web : www.socarco.com



Routes

Lancer le PER au début de chaque année

Regard du niveau de dégradation des voiries, il faudra un plan soutenu de réhabilitation et de construction sur une décennie pour retrouver une embellie.



Le ministre Amedé Kouakou visitant un ouvrage sur la route d'Alepe (Photo DR)

Faire en sorte que le programme d'entretien routier (Per) démarre en début d'année 2019. Telle est la promesse faite par le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, lors du lancement du programme au titre de l'année en cours, le 2 août dernier, à Yamoussoukro.

Les différentes composantes du Per 2018 sont les suivantes: 18,7 milliards FCfa pour les routes revêtues, 14 milliards FCfa pour les travaux sur la voirie urbaine, 39,5 milliards FCfa pour la réhabilitation des routes en terre, 2,48 milliards FCfa pour les activités d'exploitation et les autres relatifs la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage pour 12,52 milliards FCfa.

Cette année, 40.000 Km de routes en terre sont en train d'être réhabilitées sur l'ensemble du territoire national, soit 46% de l'effectif, par 130 Petites et moyennes entreprises (Pme) nationales opérant dans le secteur des travaux publics. Pour le financement de ses activités cette année, le Fonds d'entretien routier (Fer) devra mobiliser environ 87,2 milliards de FCfa pour un taux de décaissement prévisionnel de 80% au 31 décembre 2018. Les décaissements des Per antérieurs sont inférieurs à 70%. Sa capacité

habituelle de mobilisation est de 70 milliards de FCfa.

Les objectifs du programme ont été définis par le ministre. À savoir préserver les acquis de l'ensemble du réseau réhabilité, remettre à niveau l'ensemble des axes du réseau de sorte à les rendre accessibles en toutes saisons, et d'entretenir 80% des axes du réseau en terre à l'horizon 2020.

L'implication des directeurs régionaux

Autre changement envisagé mais qui est un retour à une pratique qui avait été supprimée en 1998 à cause des difficultés financières, consistera à confier l'exécution des travaux légers aux directeurs régionaux de l'Équipement et de l'Entretien pour laisser les autres travaux lourds au privé par appels d'offres qui devront mériter la confiance de l'État par la bonne exécution des marchés. En effet, il est déplorable que pour un simple tronc d'arbre tombé sur la chaussée, la direction régionale soit dans l'incapacité d'assurer la libre circulation faute de tronçonneuse et de carburant. Pareil pour les nids de poules qui ne peuvent être fermés. Le réseau routier national est d'environ 82 000 Km constitué de 6 500 Km de routes revêtus et 75 000

Km de routes en terre. De même qu'un réseau inter urbain classé de 4 000 Km de voies urbaines dont 2 042 Km bitumés et 830 Km en terre dans la ville d'Abidjan, et plus de 200 000 Km de pistes agricoles non classées. Les études révèlent la plus grande du réseau est très dégradé et mérite une réhabilitation et un renforcement sur 5 974 Km pour 998 milliards FCfa. Soit 2 330 Km de réseau en mauvais état pour environ 700 milliards FCfa, 1 673 Km de travaux de point à temps pour 293 milliards FCfa quand il faudra 5 milliards de FCfa pour les travaux d'entretien courant et périodique sur 1971 km.

Actuellement, des travaux de renforcement sont en cours sur un linéaire de 2 330 Km pour une enveloppe de 700 milliards de FCfa grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers. Cependant, pour les routes non revêtues, il faudra traiter 8 400 Km pour un coût de 71 milliards de FCfa, et l'entretien de 43 277 Km du réseau secondaire et tertiaire relevés nécessitera 295 milliards de FCfa.

Paulin N. Zobo



Xavier Saint-Martin-Tillet, Président de l'APCCI **«Les routes en béton durent plus longtemps»**

Nommé le 30 septembre dernier Président de l'association des producteurs de ciment de Côte d'Ivoire (APCCI) pour un mandat de deux ans, le Directeur général de LafargeHolcim Côte d'Ivoire, Xavier Saint-Martin-Tillet présente les ambitions de ladite association.

Comment se porte l'Association des Producteurs de Ciment de Côte d'Ivoire créée en 2015 pour défendre les intérêts de ses membres et œuvrer au développement de l'industrie de la cimenterie ?

L'association poursuit son développement et a accueilli quatre nouveaux membres. Nous sommes maintenant huit cimentiers représentés dans l'association.

La valeur de notre instance est reconnue par l'ensemble des parties prenantes et en particulier par les représentants de l'État et leurs différents services. Nos actions ont permis de progresser sur des sujets essentiels tels que le respect des normes de qualité des ciments importés ou encore les coûts logistiques portuaires.

De 4 millions de tonnes en 2016, la capacité de production passera à 12,05 millions tonnes d'ici 2019 avec plus de 200 milliards de Francs CFA d'investissements supplémentaires depuis 2015. Quelles sont les perspectives ?

La croissance d'un secteur est liée à la croissance de la demande des produits ou des services. Le secteur du ciment a cru de manière régulière depuis 2012. Notre activité a connu quelques ralentissements ces derniers mois du fait d'une baisse de la demande. La mise en œuvre du PND 2016-2020 et le lancement de nouveaux projets devraient permettre de relancer la dynamique. La croissance soutenue ne se fera qu'au travers du développement de l'habitat sur toute l'étendue du territoire au fur et à mesure de la croissance des revenus des Ivoiriens. Aujourd'hui, la consommation est de 150 Kg/habitant, c'est déjà sensiblement plus élevé que la consommation dans les pays voisins. **Nous**

pouvons nous féliciter que l'accès au ciment soit maintenant garanti et que les utilisateurs aient pu réaliser tous leurs projets ces dernières années. L'augmentation des capacités de production était nécessaire. Elle a eu lieu de manière suffisante.

Il y a maintenant de nombreux nouveaux acteurs. Il va falloir beaucoup de temps avant que la demande ne se rapproche de l'offre maintenant disponible. Cette situation va créer de nouveaux problèmes économiques. Les cimentiers vont fonctionner entre à 40% de leur capacité installée. En 2020 pour une capacité totale de 16 millions de tonnes la demande ne sera que de 4 à 5 millions de tonnes.

Après 2016, vous revolez au Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA 2018). Quelles sont vos ambitions aujourd'hui ?

Ce salon est une opportunité de présenter l'association ainsi que ses membres. C'est surtout l'occasion de proposer à l'industrie de nouvelles techniques de construction. Nous avons proposé en 2016 de réfléchir sur l'opportunité de routes en béton. Beaucoup de choses ont été faites pendant ces deux dernières années et les résultats seront présentés.

Nous avons fait des études sur un cas particulier de route et nous avons démontré qu'une route en béton pouvait être moins chère (-30%) et avait une meilleure durabilité (*2). La prochaine étape est de convaincre l'État et les collectivités de lancer des réalisations concrètes. Des routes moins chères et plus durables : voilà une contribution concrète au développement de notre pays et à la réduction de la vie chère.

Nous avons également collaboré avec le ministère des transports,

le Port Autonome d'Abidjan, et l'opérateur du terminal minéralier pour améliorer la productivité des quais. Nous pouvons déjà observer les premiers résultats et d'autres progrès sont attendus. Cette dynamique positive va permettre de réduire les coûts logistiques et aura une incidence positive sur le prix de nos produits.

Comment gérez-vous les problématiques de la lutte contre la pollution, le développement durable, le système qualité ?

Les normes ivoiriennes relatives à l'industrie cimentière sont à la hauteur des standards internationaux. C'est essentiel car cela assure la durabilité des ouvrages. Quand une famille ou la collectivité investissent dans une maison ou un ouvrage, elles bâtissent leurs patrimoines et veulent bien en profiter pendant de nombreuses années. **L'association promet de hauts standards et travaille avec les acteurs du secteur pour les maintenir ou les enrichir.** Nous avons par exemple été saisis par Codinorm et le LBTP pour réaliser en Côte d'Ivoire un laboratoire d'envergure internationale pour contrôler les produits de la sous-région. Nous avons bien sûr répondu présents et nous avons initié une coopération dans cette perspective. Trois ans après la création de l'APCCI, nous nous positionnons comme l'un des acteurs majeurs de l'économie nationale. Nous sommes rassemblés pour relever les défis de notre industrie en fournissant aux populations du ciment de qualité, en quantité suffisante dans le respect de l'environnement.

Interview réalisée par Paulin N. Zobo

FPM MARINHO, C.I. Bâtiment et Travaux Publics

Biétry, Boulevard de Marseille, Zone 4 - 10 BP 469 ABIDJAN 10 - Tel: 00 225 21 24 57 37

NOS DOMAINES DE COMPÉTENCES

1- Voies de communication, Travaux d'urbanisation et Autres infrastructures

- Itinéraires de circulation routière et aéroports, - Itinéraires de la circulation ferroviaire, - Ponts et viaducs en béton, - Ponts et viaducs métalliques, - Œuvres d'art courant, - Installations sanitaires, - Pipelines de pétrole et de gaz, - Trottoirs, - Jardinage, - Infrastructure de sport et loisirs, - Signalisation non-électrique et dispositifs protection et sécurité.

2- Œuvres hydrauliques

- Travaux fluviaux et les centrales hydroélectriques, - Ouvrages portuaires, - Travaux de protection côtière, - Barrages et digues Dragage, - Émissaires

3- Autres Travaux

- Démolitions, - Terrassements, - Tunnels et autres ouvrages de géotechnique, - Fondations spéciales, - Réhabilitation des éléments structuraux en béton, - Parois de confinement et d'ancrages, - Drainage et traitement des talus, - Armatures pour béton armé, - Réparations et traitements de surface dans les structures métalliques, - Coffrage, - Étanchéité et l'isolation, - Échafaudages et autres structures temporaires, - Chemins agricoles et forestières.

2018, Kossihouen
Chantier en cours



2017, Brassivoire



2015, Bassawa



2018, Noé

2018

Construction de centre de KOSSIHOUEN

Construction du Pont de NOÉ

Construction de l'usine de MIPA

2017

Construction de l'usine de BRASSIVOIRE

Participation à la construction du Pont de BETTIE

2015

Construction du Pont de BASSAWA

2014

Participation à la construction du Pont de BEOUMI



NOUS AIDONS À BÂTIR UNE CÔTE D'IVOIRE ÉMERGENTE.

Plusieurs échangeurs en construction à Abidjan

L'amélioration de la fluidité du trafic dans la capitale économique nécessite des mesures d'envergure dans différentes communes.



L'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise au carrefour Solibra est à un taux de réalisation de 33% fin octobre 2018 (Photo DR)

Après l'échangeur du boulevard Valérie Giscard d'Estaing (Vge) qui est le prolongement du 3^e Pont d'Abidjan dit Pont HKB, inauguré fin 2015, d'autres projets sont en cours de réalisation à Abidjan pour faciliter la mobilité des populations et des opérateurs économiques et favoriser la compétitivité de la ville. Ainsi, à la frontière des communes de Treichville et de Marcory, les travaux de construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise vont bon train. L'ouvrage est érigé à la jonction du Vge et du boulevard Charles de Gaulle.

Initialement, il devait s'achever en octobre 2019 et la fondation du chantier en septembre 2018. L'infrastructure d'une valeur de 28 milliards de F Cfa est financée à hauteur de 25,2 milliards de F Cfa par le Japon à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) conformément à l'accord de don conclu en 2015 entre la Côte d'Ivoire et l'institution japonaise de développement. Situé à la jonction des boulevards Vge et De Gaulle, l'ouvrage sera

composé de deux plateformes dénivelés. L'une dans le sens Treichville-Aéroport et l'autre dans le sens pont De Gaulle- Aéroport avec des longueurs respectives de 312 et 210,6m.

Cependant, à la demande du gouvernement ivoirien, le Japon a accepté d'initier une seconde phase du projet en construisant une troisième voie sur l'échangeur dans le sens Marcory-Treichville. Ce qui a nécessité la signature d'un nouvel accord de don pour le financement de l'étude de concept détaillé de la phase 2 du projet, d'un montant de 940 millions FCfa. Accord signé le 28 mars 2018, au ministère de l'Economie et des Finances au Plateau. En attendant celui sur le financement des travaux de la phase 2.

D'autres ouvrages sont dans le pipeline des autorités. Il s'agit des projets de construction d'échangeurs sur le Boulevard Mitterrand, précisément aux carrefours de l'Ecole nationale de police, centre commercial Orca Féco et de la Riviera Palmeraie. Ledit projet fait

partie du cadre de la coopération ivoiro-Japonaise. Pour rappel, sur ce boulevard, l'échangeur de la Riviera 2 est fonctionnel depuis quelques années.

L'autre axe majeur au programme, est celui du carrefour Akwaba, route de l'aéroport, dans la commune de Port-Bouët et à la sortie de Koumassi sur le Vge, qui connaît actuellement des travaux d'élargissement et de réhabilitation pour faciliter l'accès au port d'Abidjan. Tous ces ouvrages ne tiennent pas compte de ceux prévus dans le cadre de la construction du 4^e pont d'Abidjan, devant relier les communes de Yopougon et du Plateau et dont les travaux ont été lancés officiellement le 30 juillet 2018 par le Chef du gouvernement. Il s'agit des trois échangeurs sur les voies principales franchies par le projet à Yopougon, trois autres échangeurs ou bretelles au niveau de la traversée du boulevard de la Paix (échangeur de Boribana, bretelle sud, bretelle nord).

Paulin N. Zobo

Vermeer®



EQUIPPED TO DO MORE.®

- INSTALLATION DE RESEAUX PUBLICS

- GESTION DES FORÊTS

- PIPELINES

- RECYCLAGE DES MATIÈRES ORGANIQUES

- EXPLOITATION MINIÈRE À CIEL OUVERT

Vermeer offre un impact réel dans un monde en progression grâce à la fabrication des équipements souterrains de haute qualité, de mines à ciel ouvert, de soins arboricoles, environnementaux et agricoles. Avec une réputation de durabilité et de fiabilité, cet équipement est soutenu par le service clientèle localisé et le soutien fourni par Vermeer West Africa.

Nous sommes le distributeur exclusif des produits Vermeer dans 17 pays d'Afrique de l'Ouest. Parce que nous savons combien le milieu de travail actuel est difficile, nous nous engageons à fournir à nos clients un service hautement professionnel, basé sur l'application, la formation et service après-vente (pièces et service-support) dont ils ont besoin.

Vermeer



26 Bp 1357 Abidjan 26
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE

TEL : +225 89 53 65 56
info@vermeerwestafrica.com

vermeer-westafrica.com

RETROUVEZ NOUS AU
STAND 22
NUMERO

Le Pont Houphouët-Boigny **bientôt réhabilité**

Mis en service en 1957, le Pont Félix Houphouët-Boigny reliant la commune de Treichville et du Plateau a pris de rides et représente un danger pour les usagers et les échanges économiques s'il n'est pas rajeuni. D'où la décision prise par le gouvernement de le réhabiliter. Ainsi, les travaux ont été lancés pour une durée d'exécution de 30 mois, le 6 avril 2018, par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Non sans rappeler qu'il a joué un rôle « hautement stratégique pour l'économie ivoirienne pendant plus d'un demi-siècle » parce qu'il « a toujours été un passage obligé du

trafic à destination ou en provenance du Port d'Abidjan où transitent plus de 85% des échanges commerciaux de notre pays ».

Sa réhabilitation a été confiée au groupement d'entreprises Eiffage Génie civil - Spie Fondations, sur financement du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) pour 42 milliards de FCfa. Amedé Kouakou, alors ministre des Infrastructures économiques, a précisé la mission dévolue aux entreprises. Notamment procéder « au renforcement des fondations par la réalisation de 56 nouveaux pieux, la réhabilitation totale des caissons qui supportent les trafics

routier et ferroviaire ainsi que le remplacement des éléments de protection des usagers (garde-corps)».

L'Ambassadeur de France, Gilles Huberson, en a profité pour rappeler que ce sont 350 milliards de FCfa que son pays accorde à la Côte d'Ivoire pour la réalisation d'infrastructures routières, depuis la signature du 1er C2D, fin 2012. Avant le Pont Felix Houphouët-Boigny, c'est le Pont Général de Gaulle qui avait été réhabilité et remise en service.

Paulin N. Zobo



Après le Pont De Gaulle, bientôt le démarrage des travaux du Pont Felix Houphouët Boigny qui relie les communes du Plateau et de Treichville

**LE LEADER DU CIMENT DE REFERENCE
EN CÔTE D'IVOIRE, DEPUIS PLUS DE 50 ANS**



CUIRASSE LA QUALITÉ

SOCIÉTÉ DES CIMENTS D'ABIDJAN

Siège : Boulevard portuaire

Tel : (+225) 21 21 73 50 / 51 / (+225) 21 21 73 74

Boite postale : 01 BP 3751 Abidjan 01 (RCI) - Email : info@cuirasse.ci

www.cuirasse.ci





Mamadou Doumbia, Directeur Général de la SMB

«La SMB est très sollicitée»

Le Directeur Général de la Société Multinationale de Bitumes, Mamadou Doumbia, est fier de son entreprise. Et pour cause !

Comment se porte le secteur du bitume en Côte d'Ivoire ?

Le secteur du bitume se porte bien. On constate une croissance soutenue du volume des ventes de bitumes record à partir de 2012 avec un volume moyen de 50 % de progression. Les perspectives sont bonnes avec le portefeuille des investissements pour les deux prochaines années.

Quelle place la SMB y occupe-t-elle ?

La SMB occupe une place prépondérante dans la commercialisation du bitume en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale. Elle ambitionne de devenir leader du bitume sur sa zone de trading qui s'étend du Sénégal à l'Angola.

Arrivez-vous à satisfaire les besoins au plan national ?

La production annuelle en bitume de la SMB est d'environ 300 000 à 400 000 Tm. Le marché local de la Côte d'Ivoire représente en moyenne 20 à 25% de sa production. Les besoins du marché local sont largement couverts pour tous grades de bitumes.

Des sollicitations à l'international ?

La SMB est très sollicitée grâce à sa position géographique privilégiée sur la façade atlantique du continent.

La dégradation trop rapide de certaines infrastructures routières amène à s'interroger sur la qualité du bitume utilisé. Qu'en est-il exactement ?

Pour la réalisation des infrastructures routières, le bitume utilisé n'est qu'une composante dans la structure totale. La qualité seule du bitume ne peut donc être remise en cause sans analyser les autres composantes et sans analyser les différentes étapes de construction de ces infrastructures.

Quelque chose a-t-il changé dans la fabrication du bitume ? De nouveaux matériaux y ont-ils été intégrés pour mieux répondre aux attentes des constructeurs de route et des usagers ?

La fabrication du bitume répond à des standards (normes) internationaux et sont conformes aux spécifications du pays dans lequel il est utilisé (si toutefois le marché du bitume de ce pays est structuré). Aussi, des études/recherches sont effectuées afin d'adapter les spécifications du bitume aux climats. Pour l'instant, la fabrication du bitume répond aux normes ASTM (normes Américaines) et EN (normes Européennes) avec quelques adaptations selon des pays de la zone de trading de la SMB. Ce qui amène à constater

la mise en place des spécifications dans chaque pays avec l'utilisation du bitume de viscosité et de pénétrabilité (Ghana, Burkina Faso).

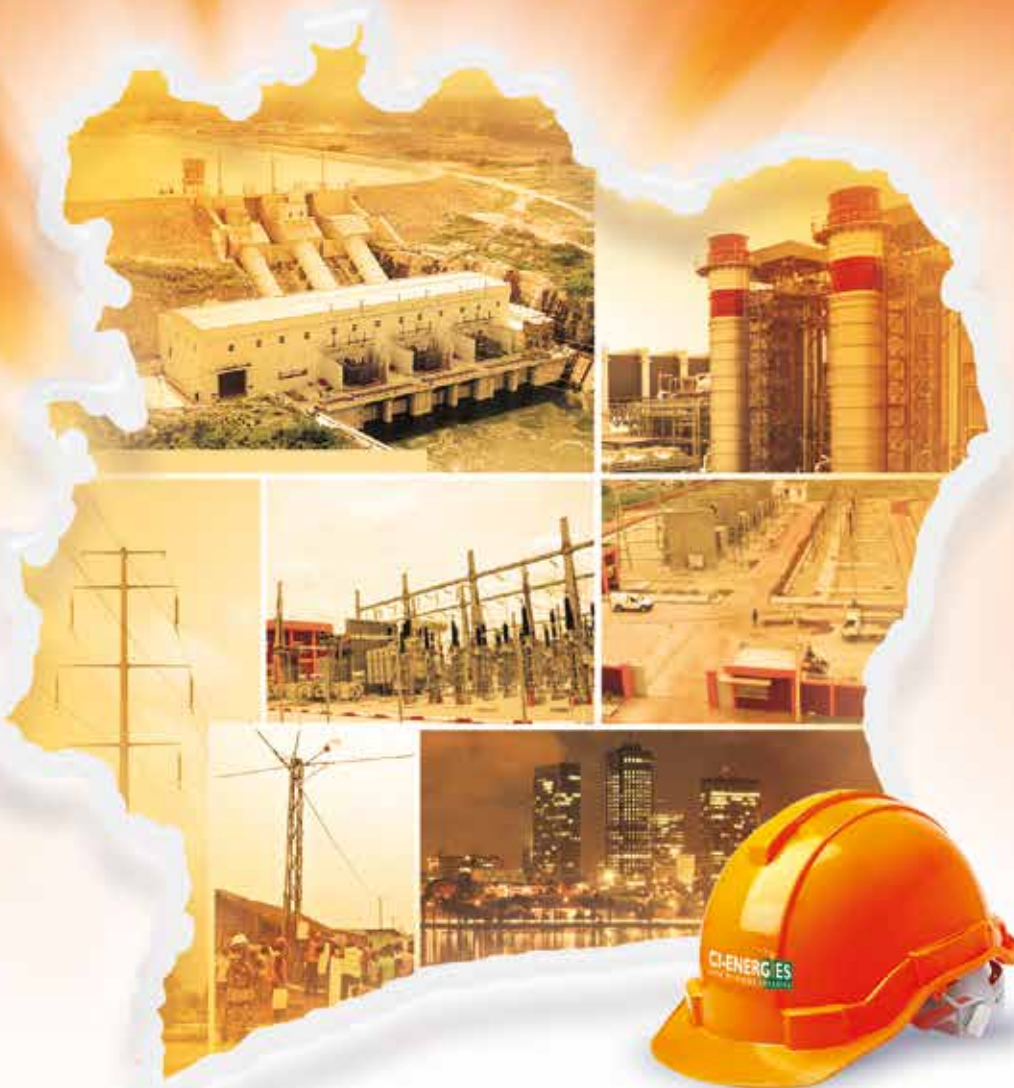
Un célèbre fabricant de bitume, leader mondial, a annoncé vouloir intégrer l'hévéa dans la fabrication d'un goudron plus résistant. Une telle technologie révolutionnaire qui offre des débouchés aux matières premières agricoles locales est-elle envisagée à la SMB ?

Dans le cadre de la recherche et du développement, des études sont menées sur des additifs à intégrer dans le bitume. Il s'agit de l'ajout de polymère, un produit chimique, afin de modifier les caractéristiques de base de bitumes en fonction des conditions du trafic sur un tronçon donné et également des conditions climatiques d'un environnement.

En accord avec le gouvernement ivoirien, un test est en cours d'étude et de réalisation en Côte d'Ivoire. Il convient de préciser aussi que la SMB a contribué à la mise en place en partenariat avec le Ghana Highway Authority, à l'expérimentation et l'exécution du PMB sur certains axes bien déterminés.

Interview réalisée par
Hervé Siplia

CONSTRUIRE LA CÔTE D'IVOIRE ÉLECTRIQUE



MISSIONS

- Planifier l'offre et la demande en énergie électrique
- Accroître les capacités de production y compris dans le domaine des énergies renouvelables
- Améliorer la qualité de la fourniture de l'électricité par le développement des réseaux de transport et de distribution
- Améliorer l'accès à l'électricité à travers l'électrification rurale
- Gérer les flux financiers du secteur de l'électricité

OBJECTIFS À L'HORIZON 2020

- Porter la capacité de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire à 4 000 MW
- Construire plus de 3 500 km de lignes haute tension
- Doubler la capacité de transit dans le Grand Abidjan avec 10 nouveaux postes sources
- Renforcer les interconnexions avec les pays voisins en construisant les réseaux électriques avec le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone
- Installer 750 postes de distribution d'électricité
- Achever l'électrification des 8 198 localités que compte la Côte d'Ivoire

Electricité

Un vaste champ d'opportunités

Produire une énergie de qualité et moins chère pour soutenir les industries et alimenter les foyers est le défi du gouvernement. Cela passe par l'équilibre du secteur et par des investissements colossaux.



Le barrage de Soubré fonctionnel depuis le 2 novembre 2017. (Photo DR)

Leaders dans la sous-région ouest-africaine en matière de production, de transport et de distribution d'électricité de qualité et à moindre coût, la Côte d'Ivoire est un champ considérable d'opportunités ; un champ en pleine expansion qui soutient le développement économique, avec une industrie très dynamique.

Son renforcement et son développement sont les principales préoccupations et priorités du gouvernement. Ainsi, assiste-t-on depuis sept ans à la mise à niveau des infrastructures laissées à l'abandon depuis de longues années ainsi qu'à la construction d'ouvrages nouveaux. Le barrage de Soubré officiellement mis en service par le Président de la République, Alassane Ouattara, le 2 novembre 2017, illustre éloquemment cette tendance.

Ce barrage d'un coût de 331 milliards fcfa, un financement majoritairement orchestré par le gouvernement chinois, a apporté 275 Mégawatts (Mw) de plus au réseau électrique ivoirien, qui est passé ainsi de 1924 Mw à 2 200 Mw cette année.

Cinq autres barrages hydroélectriques sont prévus sur le fleuve Sassandra, siège de

cet ouvrage. Avec ces projets, la production d'électricité pourra être portée à 3 000 Mw cette année, 4 000 en 2020 et 6000 en 2030.

On peut l'affirmer : le secteur privé va jouer un rôle majeur dans le programme de transition énergétique qu'opère le pays, qui entend réduire très rapidement la part des énergies fossiles dans sa production d'électricité et augmenter par la même occasion la part des énergies renouvelables. À la fin de l'année 2016, les énergies renouvelables représentaient à peine 1%. Il s'agit de les faire passer à court terme à 34%.

Des projets importants

Dans cette perspective, de nombreux projets, répartis sur toute l'étendue du territoire ivoirien ont été engagés. C'est ainsi qu'en matière d'hydroélectricité, après le barrage de Soubré, seront construits trois autres barrages, successivement ceux de Boutoubéré, Louga et Gribo-Propoli, apportant plus de 500 Mw supplémentaires.

Par ailleurs, une centrale à biomasse, d'une capacité installée de 66 Mw, est en construction à Aboisso, dans le sud-est du pays, ainsi qu'une centrale à biogaz d'une

capacité prévisionnelle de 8,5 Mw. La mise en service de ces deux ouvrages est prévue pour 2019.

Deux centrales solaires, de 20 et de 50 Mw, sont également prévues à Korhogo, au nord du pays. La région accueillera en plus une centrale de production d'électricité à partir de résidus de coton, d'une capacité de 25 Mw ; quand un autre ouvrage, de biomasse de cacao, verra le jour dans le centre-ouest du pays.

Non loin de la capitale politique Yamoussoukro, plus au centre du pays, à Singrobo-Ahouaty précisément, un barrage d'une puissance de 44 Mw est en projet. Il dispose de deux groupes de 22 Mw chacun avec une capacité de production d'énergie de 217 Mwh par an. Le projet d'aménagement hydro-électrique de Singrobo-Ahouaty est situé à 23 kms, en aval du barrage de Taabo, dans ledit département. Ivoire Hydro Energie (IHE), dirigé par Alain Etty sera le deuxième barrage de Taabo. Son coût est estimé à 77 milliards FCfa. Le projet lancé en 2016 bénéficie du soutien de sept institutions financières européennes et africaines. Les études d'impact environnemental sont achevées. Près d'Abidjan, dans la région des Lagunes, deux centrales thermiques

seront construites, l'une à Songon Dagbé, l'autre à Grand-Bassam.

Dans le sud-ouest du pays, à San Pedro, un barrage est annoncé. Il sera le fruit de la coopération Côte d'Ivoire-Chine. C'est l'un des acquis de la mission effectuée par le Président Ouattara dans l'empire du Milieu en août dernier.

La société Serres Synergie Holding Sa, initiatrice du projet de Daoukro Énergie, une centrale hybride solaire et thermique à biomasse, a également signé officiellement une convention avec l'État de Côte d'Ivoire via la direction générale de l'énergie.

En six ans, la Côte d'Ivoire a investi plus de 7 000 milliards FCfa dans le secteur de l'électricité. Un niveau d'investissement qui traduit les ambitions du gouvernement en la matière.

La Côte d'Ivoire entend, en effet, être un hub énergétique dans la sous-région ouest-africaine, une ambition qui s'inscrit dans la vision globale de l'émergence envisagée par le Président de la République, Alassane Ouattara.

Une vision sous régionale

Différents programmes ont été mis en œuvre dans la foulée, visant à

faciliter l'accès des populations à l'électricité. Le Programme national d'électrification rurale (Proner) et le Programme d'électricité pour tous (Pept), entre autres, ont permis de faire passer le taux d'accès à l'électricité de 74% en 2011 à plus de 80% aujourd'hui.

Dans le cadre de cette politique énergétique, les producteurs indépendants que sont Ciprel, Azito et Aggreko ont bénéficié de la part du gouvernement d'un environnement favorable au développement de leurs activités.

Au-delà de la demande nationale pour sa population estimée à 25 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire répond aussi aux besoins des pays voisins. Elle dessert déjà cinq pays : le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. Le Libéria, la Guinée et la Sierra Léone devraient être également approvisionnés à moyen terme.

Les investissements dans le secteur de l'énergie sont estimés à dix mille (10 000) milliards FCfa, selon les études faites en et présentées en juillet 2016 lors du séminaire bilan sur le thème : « Quelle énergie pour une Côte d'Ivoire nouvelle ? Bilan et Perspectives ». Et le Premier ministre d'alors, Daniel Kablan Duncan, de

prévenir les participants, experts, partenaires techniques et financiers en ces termes :

« À l'horizon 2030, notre pays compte disposer d'un mix énergétique composé de 34% d'énergie renouvelable, 57% de thermique et 9% de charbon. Les investissements pour y parvenir se chiffrent à 20 milliards de dollars (environ 10.000 milliards de FCfa) d'investissements au cours des quinze prochaines années ». Dont des investissements de l'ordre de 6.152 milliards de FCfa dans ce secteur, au titre du Programme national de Développement (Pnd) 2016-2020, soit 20,99 % du budget global, a-t-il ajouté. De quoi renforcer considérablement les capacités dans ce domaine !

Hervé Siplia

- Le Conseil a adopté, le 24 octobre 2018, une ordonnance portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds pour le Programme Electricité Pour Tous, en abrégé « Fonds PEPT », ainsi que le projet de loi de ratification y afférent ; Ce fonds est créé dans le cadre du Programme Electricité pour Tous, initié par le Gouvernement en mai 2014. Il vise à faciliter l'accès à l'électricité pour une frange plus importante de la population à travers des modalités souples d'acquisition de leurs branchements-abonnements. Il permettra aux usagers éligibles au PEPT de bénéficier notamment de préfinancement des frais de branchement, d'abonnement...

- Au 31 décembre 2017, les revenus des ventes de l'électricité sont en hausse de 5,19%.

La production d'électricité s'élève au 31 mars 2018 à 2 543 Gwh en baisse de 2,91% par rapport à la même période de 2017. Les recettes des ventes domestiques sont en hausse de 3,24% par rapport à la même période en 2017.



Des techniciens de la CIE procèdent à un branchement dans un village (Photo DR)

Nos métiers

Ingénierie



Conception



Réalisation



Mise en services

Services



Distribution
(produits chimiques,
lubrifiants, CIP)

+

Exploitation et
maintenance

+

Assistance
technique / formation

+

Expertise des procédés

+

Métriologie Urbaine

Notre expertise

Eaux industrielles

Eaux potables et process

Eaux de baignade

Stockages

Eaux usées et recyclage

Boues



epureau s'appuie
sur la diversité et la
complémentarité de ses
activités pour répondre
aux contraintes techniques,
économiques.



epureau est à l'écoute
du besoin de ses clients et
leur propose la solution la plus
complète pour le management
de l'eau et des utilités afin
d'améliorer la performance
environnementale et préserver
la ressource.

Hydraulique

Mobilisation générale face à la pénurie

Le gouvernement a créé un ministère spécifique pour mieux adresser la problématique de l'alimentation en eau potable devenue un défi majeur dans un contexte de changements climatiques.



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly inaugure un ouvrage d'alimentation en eau. (Photo DR)

Les objectifs du gouvernement ivoirien en matière d'accès des populations en eau potable sont estimés à un taux de 95% en 2020 contre 81% en 2018, et 50% en 2011. Cette volonté politique a été réaffirmée et même renforcée avec la création d'un ministère spécifique dédiée à l'Hydraulique, dans le gouvernement mis en place le 10 juillet 2018. Ce, dans un contexte de crise de l'eau dans la ville de Bouaké, deuxième plus grande ville du pays après Abidjan. Sans oublier des cas de pénurie d'eau dans certaines localités sous l'effet conjugué de la croissance démographique, du changement climatique et des pratiques humaines dégradant la nature. Cela en dépit des efforts de fourniture d'eau à travers le renforcement des capacités existantes y compris de la réalisation de nouvelles infrastructures.

Ainsi, un technicien qui a exercé durant 20 ans dans le secteur de l'Hydraulique dans l'administration publique, a été nommé pour la définition d'une politique selon la vision des autorités et son exécution en vue de solution. « L'objectif pour le Chef de l'État à

travers la création du ministère de l'hydraulique est de répondre de manière efficace au problème d'eau qui se pose avec acuité dans nos villes. Il sera question de mettre en place une véritable politique afin de résoudre une bonne fois pour toute la question liée au manque d'eau en Côte d'Ivoire et ce de manière pérenne », a expliqué, le 11 juillet, le Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly pour justifier la création de ce département qui relevait initialement du ministère des Infrastructures économiques. Le renforcement de l'alimentation en eau potable est nécessaire en dépit des investissements de l'ordre de 400 milliards de FCfa pour résoudre les problèmes urgents et rétablir l'équilibre de production. En effet, plusieurs localités du pays et des communes de la ville d'Abidjan ont bénéficié d'ouvrages.

De 2010 à 2017, un total de 2 250 localités ont été desservies et environ quatre (4) millions de personnes ont été impactées par les grands projets comme Bonoua, Yopougon, Cocody et Riviera, avec une capacité de 167 millions de

litres par jour.

Le gouvernement s'est engagé à combler le déficit en eau potable, estimé à 350 000 m³/jour, à travers le programme « Eau Pour Tous », dans l'optique d'assurer la couverture en eau potable au moins 95% de la population d'ici à 2020.

« L'eau est source de vie et on doit pouvoir nous unir pour le secteur. Je m'y mettrai rapidement pour rassembler tous les professionnels et les ingénieurs pour une bonne vitalité dans le secteur ». C'est l'engagement pris par Laurent Tchagba lors de sa prise de fonction. Il venait de recevoir, le 13 juillet, le dossier de son prédécesseur, Amedé Koffi Kouakou. Qui ne lui a pas caché que « c'est un secteur qui n'est pas facile ». Allusion faite aux défis à relever consécutifs à la crise de l'eau apparue à Bouaké en début d'année et du manque d'eau dans d'autres localités.

Diagnostic structurel global

Au titre des dossiers transférés au détenteur du nouveau portefeuille, celui des 200 sous-préfectures sur les 500 où il n'y a pas un seul château d'eau ni une seule canalisation.

Et pour lesquels instruction a été donnée de les doter en château d'eau et en canalisation avant fin 2018. Par ailleurs, 21.000 pompes villageoises ont besoin d'être réhabilitées.

Toujours dans le cadre du programme de renforcement de l'alimentation en eau potable, figure le volet des branchements sociaux, d'un coût d'environ 15 milliards de FCfa. Il permettra aux populations de ne déboursier que 1 000 francs CFA pour avoir le compteur contre 150 mille Francs. Fort de toutes ces informations sur la situation de l'hydraulique en Côte d'Ivoire et des visites de terrain, le ministre de tutelle a organisé un séminaire du 27 au 29 septembre dernier à Yamoussoukro.

L'objectif étant de faire l'état des lieux des ressources en eau mobilisées et alternatives, des infrastructures d'eau potable en milieu urbain, des déficits de production, du taux de couverture et de l'état des lieux des ressources humaines et matériels. Le diagnostic profond du secteur aboutira par l'élaboration d'un schéma directeur pour chacune des régions, après avoir identifié les difficultés majeures et défini les priorités qu'exécuteront les 36 directeurs territoriaux de l'hydraulique (Dth).

Un point de situation en matière d'approvisionnement en eau potable laisse entrevoir une absence de programmation et de planification, la chute drastique de débits des forages en exploitation en hydraulique urbaine, l'assèchement des barrages, en particulier à Korhogo et à Bouaké.

S'agissant de l'hydraulique villageoise, près de 40% des pompes sont en panne. Pour le volet des

ressources humaines, le secteur n'arrive pas à maintenir les techniciens à cause des conditions peu intéressantes.

Des mesures d'urgence qui portent, mais...

Les allées et venues des femmes et des jeunes dans les rues de Bouaké à la recherche d'eau, source de vie, relève du passé. En attendant des travaux plus importants. Avant cela, il a fallu que l'Office national de l'eau potable (Onep), organise une distribution d'eau avec des camions citerne. Même les délestages organisés par la Sodeci de quartier en quartier pour desservir tout le monde ont diminué parce que les mesures d'urgence ont permis d'accroître les capacités d'eau produite.

Les résultats ont été appréciés lors de la visite de terrain du ministre Laurent Tchagba, courant juillet, en compagnie des directeurs généraux de l'Onep, Ibrahim Berté et de la Sodeci, Basile Ebah. Les deux nouvelles stations produiront quotidiennement 8 000 mètres cube d'eau potable supplémentaire qui s'ajouteront à la production habituelle de la station du barrage Kan et des forages d'une capacité de près 2000 mètres cube. Soit un total de 17.000 mètres cube d'eau potable à fournir à la population et pouvant couvrir 60% des besoins des populations de la commune de Bouaké. Les pluies qui sont tombées depuis juin dernier ont d'ailleurs permis d'alimenter les barrages. « *Nous enregistrons de très bons résultats, c'est-à-dire que la matrice d'urgence qui avait été définie par le ministre Amedé Kouakou a bien été suivie par la direction générale de la Sodeci et la direction générale de l'Onep* », s'était félicité

Laurent Tchagba, le 20 juillet.

Cependant, ce n'est qu'une solution d'urgence qui peut être menacée par la sécheresse. La solution pérenne réside, selon les experts, dans la réalisation d'une canalisation pour l'approvisionnement de la station de la Loka en ressource d'eau à partir du fleuve Bandama situé à plus de 70 Kilomètres. Parallèlement, il y a lieu de réhabiliter les versants de ce barrage en fermant les alvéoles créées par l'extraction de sable qui empêchent l'eau de ruisseler et de le remplir. En réalité, les soucis de Bouaké et même du nord remontent à une dizaine d'années. Même si la crise d'eau de cette année est la plus grave au point de mobiliser même la Banque mondiale qui a apporté son appui à l'État à raison de 5 milliards de FCfa! Le barrage de la Loka qui a une capacité de stockage habituelle de 25 millions de m³ s'est retrouvé à 3 millions de m³ alors que la consommation quotidienne est de 1 million de m³ par jour, confiait un agent de la Sodeci, en février dernier.

Phase 2 du projet KOICA

Après la première phase de 8 810 branchements sociaux de distribution d'eau potable qui s'est déroulée de 2014 à 2016 au profit des populations de Yopougon, Abofo et Koumassi (ville d'Abidjan), pour un montant de 1,5 milliard de FCfa, l'agence coréenne de coopération internationale (KOICA) à travers son représentant résident Park Wan Kyu et le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba, ont signé le 30 octobre dernier, à Abidjan, un accord pour la deuxième phase. D'un coût de 3,5 milliards de FCfa, elle bénéficiera à 10 mille ménages soit 70 mille personnes de Koumassi Grand Campement, dans la commune de Koumassi. Ainsi, les populations vulnérables ne déboursieront que 10 000 FCfa au lieu de 167 mille FCfa normalement. 35 Km de canalisations seront réalisés en plus de la formation.

Paulin N. Zobo



La mission de la Banque mondiale conduite par Pierre Laporte sur le barrage de KAN asséché.



Ibrahim Berté, Directeur Général de l'ONEP

«L'accès de tous à l'eau potable»

Le rôle de l'ONEP consistera en la planification des investissements et en leur mise en oeuvre pour combler la demande future à Abidjan, dans les villes de l'intérieur et en milieu rural.

Le dernier gouvernement, formé le 10 juillet, a créé un ministère spécifique à l'Hydraulique. Quelle est votre impression sur cette décision politique ?

La création de ce ministère intervient dans un contexte de difficultés d'approvisionnement et de pénurie d'eau vécue dans certaines villes du nord et du centre du pays, notamment à Bouaké.

C'est une politique salubre car nous avons désormais un interlocuteur dédié au secteur de l'eau potable. Il faut également dire que le gouvernement à travers cette décision entend également renforcer le secteur pour anticiper les effets néfastes du changement climatique.

Le ministre a annoncé la fin des pénuries à Bouaké dès la fin du mois d'août et à Abidjan les trois mois suivants. Pensez-vous que ces délais sont réalistes alors que le déficit en eau potable est estimé à 350 000 m³/jour ?

La situation de Bouaké est revenue à la normale, les populations ont effectivement de l'eau dans les robinets.

Le déficit de production d'eau potable à la sortie de crise en 2011 était de 30% (production de 350 000 m³/jour pour des besoins estimés à 500 000 m³/jour soit un déficit de 150 000 m³/jour).

Afin de rétablir la situation, la priorité du Gouvernement a d'abord été d'augmenter les capacités de production avec le lancement de plusieurs grands projets d'un montant global de plus de 200 milliards FCfa qui ont permis à ce jour de passer le cumul de production disponible de 350 000 à 664 000 m³/jour et de résorber le déficit de production d'eau.

Des investissements de renforcement et d'extension du réseau ont été également en partie initiés et se poursuivent pour acheminer l'eau jusqu'aux usagers et augmenter le taux de couverture.

Dans ce cadre, l'ONEP travaille également sur l'amélioration des rendements de réseau par la réduction des fuites, la limitation des gaspillages et des baisses de pression et la réparation de réseaux vétustes.

Parallèlement, nous avons lancé la construction de la station de la Mé (240 000 m³/jour) qui interviendra fin 2020 pour faire face à l'accroissement de la demande en eau potable.

L'un des grands projets lancés par le ministre précédent (Infrastructures économiques) est « Eau pour tous », d'un montant de 200 milliards FCfa et qui vise à satisfaire 95% de la population. Quel est l'état des lieux ?

Les discussions avec les partenaires financiers sont toujours en cours. Ces discussions prennent plus de temps que prévu, mais l'ONEP est toujours engagé à faire aboutir ce dossier. Les discussions avec les partenaires financiers dépendent aussi de l'État.

Le Groupement ivoirien du Bâtiment et des Travaux Publics (GIB-TP) organise la 3^e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA) du 8 au 10 novembre. Avec pour thème : « Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents ». Comment pouvez-vous mettre en œuvre ce vœu ?

Connecter les réseaux d'eaux pour en tirer des données d'aide au diagnostic et à la décision, tant pour les gestionnaires que pour les consommateurs, se révèle de plus en plus indispensable. C'est une approche urgente et nécessaire, quand on sait que pas moins d'un litre d'eau potable sur cinq est perdu dans des fuites de canalisations.

Depuis un an, des débitmètres, des comptages sont déjà installés et sont suivis conjointement par l'exploitant SODECI et par l'ONEP. L'ONEP va continuer à s'équiper en réseaux intelligents. Justement, il y a un programme avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) qui va se charger encore de renforcer l'aspect monitoring du réseau. L'exploitant SODECI essaie de mettre en place des compteurs prépayés intelligents. Pour l'instant, des tests sont faits. Quelques modèles sont expérimentés actuellement.

Je souhaite bon vent au Salon des Infrastructures d'Abidjan.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo

Assainissement de la ville d'Abidjan Un véritable défi à relever



Juin 2018 : le carrefour de l'Indénié inondé par les pluies diluviennes.



Octobre 2018 : Les caniveaux de Cocody Riviera Palmeraie curés dans le cadre des mesures d'urgence d'assainissement. (Photos DR)

On se souvient de la pluie diluvienne survenue dans la nuit du 18 au 19 juin 2018, qui a causé de graves inondations dans plusieurs villes du pays, dont les plus dramatiques ont été enregistrées dans le district d'Abidjan, au quartier de la Riviera dans la commune chic de Cocody, ainsi qu'à Tiassalé et Guibéroua. Puis en août dans les localités de Zuénoula et de Bouaflé caractérisée par des dégâts matériels. Le bilan officiel était de 20 morts : 18 dans la capitale économique ivoirienne et les 2 autres, dans chacune des localités suscitées. Sans oublier les nombreux dégâts, notamment la destruction d'habitations, des commerces, des voitures emportées, etc.

Le carrefour de l'Indénié, à la limite des communes de Cocody et d'Adjamé, ainsi que la commune d'Attécoubé n'échappent pas à ces inondations qui sont devenues régulières à la même saison depuis plus de deux décennies, en particulier pendant la saison des pluies. L'assainissement se présente aujourd'hui comme un défi majeur à relever en Côte d'Ivoire. Notamment pour ceux qui construisent sur les passages d'eaux et de drainage et font des raccordements di-

rects sur les ouvrages d'assainissement y compris les conduites d'eau potable de la Sodéci.

Un autre exemple palpable concerne la commune de Koumassi, construite sur un remblai. Il n'est pas rare de voir des eaux stagnantes par endroits dégageant de fortes odeurs nauséabondes, des voies inaccessibles avec la destruction du bitume. Le maire d'alors, N'Dohi Yapi Raymond, réclamait un plan Marshall, évaluant les investissements nécessaires à 20 milliards de F Cfa ; un budget qui dépasse les capacités de la municipalité.

La mission d'évaluation des pertes, des dommages et des besoins consécutifs aux inondations catastrophiques de juin dernier, a présenté les résultats de ses travaux le 17 septembre. Elle estime à environ 18 milliards de F Cfa le montant nécessaire pour réparer les pertes, dommages et préjudices causés par les inondations consécutives aux pluies diluviennes. Quant aux besoins, ils s'élèvent à près de 200 milliards de francs CFA, à raison de 78 milliards de francs CFA à court terme, 75 milliards CFA à moyen terme et plus de 46 milliards à long terme. Le

rapport relève de nombreuses insuffisances qui ont pour nom : « constructions anarchiques, infrastructures obsolètes, manque de planification, gestion inefficace des déchets solides et ménagers », selon le Pr Delvain Ochou, en présence des représentants de la Banque mondiale et de l'Ue et de la directrice de cabinet adjointe du ministre de l'Environnement et du Développement durable. Au nom du ministre, Mme Kaba Nasseré a salué ce rapport qui permettra au gouvernement « d'identifier les besoins de reconstruction et de relèvement à court, moyen et long terme ; de les prioriser ; d'intégrer les mesures de réduction du risque de catastrophe dans nos programmes et projets de développement, et de formuler une stratégie durable d'aménagement et d'administration du territoire ». Sans oublier la protection sociale.

Ainsi, depuis les graves inondations du mois de juin dernier, les autorités ont entrepris des actions de déguerpissement et de démolition des obstacles à l'écoulement des eaux de pluies. Cette opération de libération totale des ouvrages d'assainissement a vu la destruction de plusieurs habitations dans

la commune de Cocody, en particulier à la Riviera-Palmeraie et au carrefour dit « 9 kilos ».

Dans ce quartier, des commerces et certaines habitations ont été rasés en partie pour certains et totalement pour d'autres. Déjà, d'autres actions d'envergure sont entreprises comme les travaux d'aménagement du bassin versant du Gourou, afin de venir à bout et de façon durable de ce qu'il est convenu d'appeler « *le problème du carrefour de l'Indénié* ». En attendant les travaux du bassin d'orage d'Attoban.

Le gouvernement a adopté le 16 mai 2018, en Conseil des ministres, la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement et de drainage du district d'Abidjan. D'un coût global de 530 milliards de F Cfa, cette nouvelle stratégie élaborée pour la période 2018-2033 comprend un schéma directeur des eaux usées et des eaux pluviales. Ce, pour le raccordement des quartiers à un système cohérent, un plan de protection contre les inondations et un système d'information géographique de l'assainissement pour le suivi et l'entretien des ouvrages. Selon le ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme d'alors, Claude Issac Dé, qui s'exprimait le 29



septembre 2017, à l'occasion de la remise de médailles aux agents de l'Onad, le gouvernement ivoirien envisage de faire passer le taux d'accès national à l'assainissement de 22 à 60% d'ici à 2030.

Le plan comprend également un plan de sauvegarde du milieu environnant et des sources d'alimentation en eau potable par la limitation des rejets polluants. De sorte à améliorer le cadre de vie des populations en réduisant significativement la charge polluante des eaux usées et des eaux pluviales pour les milieux récepteurs de surface et souterrains. La mise en œuvre de ce schéma directeur va « *permettre d'améliorer le fonctionnement global des réseaux et de limiter significativement les*

dysfonctionnements en période de pluies intenses », ajoute le communiqué.

Selon des statistiques, de 1996 à 2013, plus de 211 personnes ont succombé à cause des inondations et glissements de terrains. En 2011, 160 sites à risque d'inondation et glissement de terrain ainsi que 6 000 ménages très vulnérables ont été identifiés dans le District d'Abidjan. La création par décret du 28 décembre 2011 de l'Office national de l'assainissement et du drainage (Onad) répond d'ailleurs à l'ambition d'apporter une solution à cette problématique.

Narcisse Angan



A Cocody Riviera 3, la rue Ministre, toujours sans bitume et impraticable sous l'effet des pluies (photo 1). En revanche, la voie qui passe devant le centre commercial Abidjan Mall a été élargie et bitumée (Photos 2). (Photos N. A)

**SOGEA
SATOM**

ensemble @ VINCI 

LES VRAIES REUSSITES SONT CELLES QUE L'ON PARTAGE



**ROUTE ET
TERRASSEMENT**

HYDRAULIQUE

GENIE CIVIL

BÂTIMENT

TREICHVILLE ZONE 3 CITÉE DU PORT, VILLA N° 1
TÉL.: (+225) 21 24 59 12 - 01 bp 656 Abidjan 01
sogea.satom-cote.ivoire@vinci-construction.com



ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification





Clyde Fakhoury, Administrateur Général adjoint de PFO AFRICA-CI

«Bâtir, c'est anticiper, jeter un regard vers l'avenir»

« Bâtir est notre métier, notre mission ». Est-ce la devise de PFO ?

Oui, car en tant que constructeur, nous avons la responsabilité d'imaginer et de réaliser la Côte d'Ivoire de demain, la responsabilité de faire en sorte que l'ensemble de nos projets forme une ligne directrice commune, ne pas imaginer chaque projet indépendamment, mais au contraire de manière complémentaire et pensée, c'est en cela qu'on devient bâtisseur. Bâtir, c'est anticiper, jeter un regard vers l'avenir. C'est aussi participer à l'aménagement d'un territoire, porter un projet en commun. C'est un métier, mais c'est également un service rendu à la collectivité.

Quel rapport établissez-vous entre votre vision et le thème du SIA 2018 « Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents » ?

Justement, comme bâtir c'est anticiper, il faut donc apporter les solutions technologiques les plus idoines pour nos projets. Nous savons que nous construisons aujourd'hui les édifices de demain. C'est cette vision d'avenir qui nous amène à projeter des immeubles intelligents comme par exemple la Tour Postel au Plateau que nous venons de réhabiliter et qui bénéficie de tout un système de gestion intelligent du bâtiment. Ce que nous réalisons à l'échelle d'un bâtiment, doit s'intégrer aux réseaux intelligents urbains et à la ville numérique, et nous voulons y contribuer.

Vous participez pour la première fois au SIA. Est-ce pour affirmer votre empreinte dans le domaine des infrastructures, alors que vous êtes connu dans celui du bâtiment ?

Il est vrai que nous avons

commencé notre activité dans le secteur du bâtiment, mais à cette occasion, nous avons souvent été amenés à réaliser des travaux d'accompagnement concernant les VRD, les infrastructures et l'aménagement urbain. Ceci nous a permis d'acquérir un savoir-faire que nous avons développé ensuite dans le secteur des travaux routiers et des infrastructures publiques. Ce domaine d'activité devient de plus en plus important pour PFO et nous comptons le développer encore en y intégrant des projets de gestion environnementale.

PFO intervient de la conception du projet jusqu'à sa maintenance et assure des montages financiers adaptés. Quelle clientèle visez-vous ?

Historiquement notre plus importante clientèle est publique. Il s'agit de l'Etat et des collectivités territoriales. Je pense que nous avons acquis une expertise valorisable pour accompagner le secteur public, et c'est fort de cela que nous souhaitons également accompagner une plus large part des investisseurs et des donneurs d'ordres, des promoteurs immobiliers, des industriels, des opérateurs commerciaux, etc.

PFO s'est récemment engagée avec des partenaires tels que Veolia CI et l'INPHB, pouvez-vous nous en dire plus

En effet, il y a eu différentes actualités récentes avec certains de nos partenariats. Nous venons de conclure un partenariat avec l'INPHB de Yamoussoukro pour la création d'un master en management des grands projets de construction, afin de former les futurs directeurs de travaux au leadership et à la gestion de projet. Dans le développement de nos activités, nous avons officialisé un partenariat qui date de près de trois

ans avec le leader français Veolia, pour apporter des solutions dans le secteur de l'eau et des déchets. Nous sommes actuellement en chantier d'une des plus grandes usines d'eau potable d'Afrique de l'Ouest qui alimentera la ville d'Abidjan à partir de la rivière de La Mé. Nous préparons également l'avenir vert de la décharge d'Akouédo. De même, nous sommes fiers d'être partenaire avec l'entreprise belge Besix pour son expertise dans le génie civil, notamment celle des immeubles de très grande hauteur. Ce sont ces partenariats qui nous permettent d'acquérir une expertise, et d'offrir à nos clients des solutions techniques complètes.

De nombreux opérateurs économiques se plaignent du manque de financement de leurs projets. Etes-vous à l'abri de ces soucis ?

Bien sûr qu'en tant qu'entrepreneur, nous espérons toujours trouver davantage de fonds pour nos projets. Mais globalement, les dernières années ont permis un accroissement de l'intérêt du secteur financier pour les travaux d'infrastructures. Les différentes opérations que nous avons eu à réaliser « clé en main » sont basées sur des montages qui mobilisent des fonds provenant d'établissements financiers de différentes origines et que les garanties techniques et financières que nous apportons rassurent. Cependant, les projets qui pourraient en bénéficier doivent avoir une taille suffisante pour intéresser les prêteurs. Ces opérations étant très importantes, elles ont un fort effet d'entraînement sur l'économie, et nous permettent d'associer de nombreuses PME qui nous accompagnent.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo



La vitrine de la modernisation de l'Afrique

Infrastructures Magazine

Nous participons
à la construction
de l'Afrique



La vitrine de la modernisation de l'Afrique

Tél. : 00 33 07 51 04 90 61 / 00 237 677 73 14 65/699 50 4650
Email : oliviertamkam@gmail.com/dginfrastructures@gmail.com

www.afriqinfrastructures.com

Opportunités d'investissement

Les projets PPP en préparation

Cinquante projets ont été identifiés par le Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CN-PPP) concernant 17 ministères techniques pour lesquels le Cepici recherche des investisseurs privés nationaux et étrangers. Ci-dessous les projets en rapport avec la problématique du SIA 2018.



Le gouvernement améliore l'environnement des affaires pour attirer davantage d'investissements directs nationaux et étrangers. (Photo : DR)

Le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (Cepici) est le guichet unique de l'investissement direct national et étranger dans le pays. C'est une structure administrative publique rattachée à la Présidence de la République qui a pour mission de faire la promotion du partenariat public-privé auprès des investisseurs.

Dans le cadre de ce partenariat, cinquante projets repartis en fonction des différents ministères techniques ont été élaborés par le Comité National de Pilotage des Partenariats Publics-Privés (CN-PPP) depuis mars 2018.

En matière d'hydraulique, il est prévu la réalisation d'un projet d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Abidjan pour sécuriser la fourniture d'eau pour au moins 20 ans. D'un coût de 280 000 millions de fcfa, il prévoit une capacité de production de 300 000 m³ par jour et la réalisation d'infrastructures telles qu'une station de pompage d'eau traitée.

Concernant l'équipement et le réseau routier, on dénombre deux

projets d'aménagement et de construction d'autoroutes pour faciliter la fluidité routière à l'est d'Abidjan et sur la côte. Il s'agit de l'autoroute Bassam-Samo, longue de 40 kms et l'autoroute Abidjan-Dabou-San Pédro estimée à 690 000 millions de fcfa. En outre une gare routière d'une valeur de 15 000 millions de fcfa sera construite et équipée à Bouaké pour améliorer la chaîne logistique du transport.

Dans le secteur portuaire, 150 hectares du domaine portuaire de San-Pedro seront aménagés et exploités pour l'implantation d'unités industrielles et logistiques, et le développement d'activités du port, afin d'accroître le trafic et la valeur ajoutée portuaire en installant au moins cinquante opérateurs économiques supplémentaires. Le coût de réalisation est d'environ 85 000 millions de fcfa. En plus, un terminal polyvalent de type commercial de cinq hectares et deux magasins y seront installés pour le traitement des marchandises conventionnelles, du trafic routier, d'exportation d'huile de palme et

d'importation de céréales. La réalisation de ce projet d'un coût de 5 000 millions de fcfa, a pour but d'améliorer sa compétitivité et ses recettes ainsi qu'optimiser l'exploitation du port de commerce actuel.

Au Port autonome d'Abidjan (PAA), il est prévu la construction d'une station moderne de déballastage pour le traitement des déchets et résidus liquides (slops) des navires et des effluents des industries. D'un coût global de 20 000 millions de fcfa, cette installation permettra au PAA de se doter d'une infrastructure moderne pour recueillir et traiter ses déchets industriels et ses slops, d'offrir aux navires et industries la possibilité de se délester de leurs résidus liquides.

Dans l'optique de décongestionner cette infrastructure portuaire, réguler le stationnement des poids lourds et réduire les coûts de passage portuaire, il est prévu la réalisation d'une plate-forme service d'une superficie de 25 hectares au PK 26 de l'autoroute du nord. Elle sera financée à hauteur de 25 000 millions de fcfa.

Le remblaiement et la viabilisation de la baie de Vridi-Biétry et la construction du pont attenant est un autre défi à réaliser en vue de décongestionner la zone portuaire et péri-portuaire d'Abidjan et améliorer sa compétitivité. Ce projet mobilisera 120 000 millions de fcfa.

Dans le secteur ferroviaire, la construction de la ligne 2 du métro sur l'axe Ouest-Est de la commune de Yopougon reliée à celle de Cocody figure à l'agenda. Les études et le démarrage des travaux mobiliseront 200 000 millions de fcfa. Son implantation complétera le système de transport ferroviaire urbain et sururbain dans l'optique de désengorger les grands axes d'échanges aux heures de pointe et offrir un moyen de transport économique aux Abidjanais.

Dans le cadre de l'intégration sous régionale et en vue de décongestionner des axes routiers à travers la diminution du nombre de poids lourds, il est prévu la construction de la ligne de chemin de fer Ouagadougou-Niellé-Sikasso. C'est un vaste projet de liaison ferroviaire entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali. Son investissement est évalué à 80 000 millions de fcfa.

La construction du nouvel aéroport international de San Pédro pouvant accueillir tout type d'avions moyens et longs courriers et deux aéroports de passagers et de fret, ainsi que son aérocity, seront financés à hauteur de 45 000 millions de fcfa. Ces projets visent la transformation de cette cité en un véritable pôle de développement économique et touristique de la région du Sud-Ouest du pays.

Le secteur de l'énergie prévoit la construction de trois centrales à biomasse d'une puissance de 40 Mw chacune pour satisfaire la demande en énergie électrique et augmenter le niveau des énergies renouvelables. Le coût de chacune est estimé à 40 672 millions de fcfa. Par ailleurs, un pipeline de produits blancs sera établi entre

Abidjan et Ferkessédougou avec le dépôt à Ferkessédougou, en vue de réduire notamment le coût des produits pétroliers dans la partie nord du pays et son hinterland, les émissions de CO₂ provenant des camions et le transport de produits pétroliers par camion-citerne au sud ainsi que la baisse des dépenses d'entretien routier. Le coût global du projet est de 280 000 millions de cfa. La première phase, Abidjan-Yamoussoukro-Bouaké, 385 kms, a été financée à hauteur de 143 milliards de fcfa par Pétroci sur fonds propres. Le pipeline est en exploitation depuis le mois d'août 2013 sur le tronçon Abidjan-Yamoussoukro avec 258 kms de long. Il reste à réaliser la phase 2, en prolongeant le pipeline de Bouaké à Ferkessédougou, avec un investissement de 110 milliards de fcfa. Et la phase 3 plantera un dépôt à Ferkessédougou pour un montant de 27 milliards de fcfa.

En termes d'aménagement urbain et de construction, 1280 hectares de terrain dont 500 pour le District d'Abidjan seront aménagés et viabilisés afin d'éviter les lotissements anarchiques et mettre sur le marché des terrains urbains viabilisés. Ils seront à la disposition des secteurs privés pour bâtir des habitats et des équipements de proximité en vue de faciliter aux populations l'accès aux logements. Le coût du projet est estimé à 109 000 millions de fcfa.

Au niveau du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme, sont inscrits en bonne place, la construction des marchés de gros et de détail dans dix chefs-lieux de régions. Le coût est estimé à 100 548 millions de fcfa.

Concernant le programme de création et d'aménagement de nouvelles zones industrielles à l'intérieur du pays, le projet vise à aménager des zones industrielles modernes et de qualité dans les villes de Korhogo, Bonoua, San Pédro, Bouaké, Yamoussoukro, Adzopé et Aboisso pour consolider

et désengorger l'infrastructure industrielle d'Abidjan. Il est prévu des tranches successives de 50 hectares pour chacune des localités. L'étude de faisabilité de la zone de Korhogo a déjà été effectuée dans le cadre du projet de port sec de Ferkessédougou. Concernant Abidjan, la phase pilote de 100 hectares en zone PK 24 est en cours d'exécution, ainsi que la purge des droits coutumiers. Le coût estimatif par tranche de 50 hectares est de 15 000 millions de fcfa.

Le ministère de l'Économie numérique et de la Poste dispose de deux grands projets dans son pipeline : l'adressage des rues du District d'Abidjan et la création de 5 000 cyber-centres communautaires multiservices.

L'adressage des rues a pour objectif d'offrir à chaque citoyen de posséder une adresse géographique, ainsi qu'une localisation rapide et de sécuriser les interventions d'urgences. Le coût du projet qui est au stade des études est estimé à 8 000 millions de fcfa.

Quant au projet des cyber-centres, douze sites pilotes ont été réalisés. Selon les ambitions du gouvernement, 1000 cyber-centres doivent être créés la première année, 2000 la deuxième année, et 2000 la troisième. Le projet consiste à créer et à exploiter dans chaque commune et chaque localité de plus de 500 habitants, des cyber-centres communautaires pour offrir des services de proximité aux populations.

L'intérêt du projet réside dans sa contribution à la mise en œuvre de la politique de décentralisation et d'aménagement du territoire ; créer des emplois, accroître les revenus des populations rurales...Le coût estimatif est de 53 000 millions de Fcfa.

**Paulin N. Zobo
et Bellarmin Yao Kan**



Ahmed Muheddine, Directeur Général de la SOTACI

«Être compétitif et à l'écoute de nos partenaires»

Monsieur le Directeur Général, comme en 2014 (Routexpo), et en 2016 (Sia), la Société de Tubes d'Acier et d'Aluminium en Côte d'Ivoire (Sotaci) a encore pris cette année le leadership des sponsors du Salon des Infrastructures d'Abidjan (Sia 2018) qui se déroule du 08 au 10 novembre. Qu'est-ce qui explique une telle constance dans votre engagement ?

La Société de Tubes d'Acier et d'Aluminium en Côte d'Ivoire (Sotaci) est depuis près de 40 années le leader de la transformation de l'Acier en Côte d'Ivoire et dans la sous région. A ce titre, elle a à cœur d'être régulièrement présente en tant que sponsor Leader dans chaque manifestation d'envergure qui a trait à son activité.

Quel bilan faites-vous de vos précédentes participations notamment en termes de partenariats d'affaires et vos attentes pour la présente édition ?

Les entreprises et les métiers entourant le monde de la sidérurgie sont souvent inconnus du grand public. Ces salons sont souvent une opportunité pour nous de se faire mieux connaître. Par ailleurs, c'est l'occasion de rencontrer sur une plateforme unique nos clients traditionnels ainsi que des prospects qui découvrent la gamme élargie de nos activités.

Après une année difficile en 2016 marquée par une baisse de la croissance économique du pays, comment se porte aujourd'hui la SOTACI, entreprise créée depuis 1978 ? Vos résultats en 2017 et au premier semestre 2018 ?

SOTACI se porte bien. Elle a évidemment pâti du ralentissement de la croissance économique mais poursuit année après année le développement de ses activités ce qui lui assure des relais de

croissance nécessaire à la pérennité de toute entreprise.

Vous vous êtes lancé dans un programme de diversification de la production. Comment se comportent les différentes branches et quelles sont les perspectives d'accroissement de vos parts de marché dans le commerce international ?

SOTACI a comme cœur d'activité la transformation de l'acier en produits manufacturés à destination des acteurs du BTP (fer à béton en barre droite ou en coupé-façonné-assemblé, Tôles Bac), du monde rural (machettes, brouettes, tôles ondulées), et de l'industrie (Poutrelles, tôles fortes, futs métalliques, aciers spéciaux, etc...). Dans sa perpétuelle recherche de solutions innovantes pour ses clients (Promoteurs immobiliers, sociétés civiles immobilières, entrepreneurs du BTP, architectes, particuliers...), depuis deux ans, SOTACI en partenariat avec les leaders mondiaux dans leur domaine : MAPEI, Schüco, Saint Gobain et Knauf a investi dans de nombreux produits et services, afin de compléter ainsi sa gamme de produits et satisfaire sa clientèle notamment celle du BTP.

- La commercialisation et la pose sur chantier de plaque de plâtres
- La commercialisation des membranes d'étanchéités
- Un atelier de menuiserie aluminium allant de la fabrication à la pose sur chantier

Nous avons également à la demande de nos clients, développé une unité de production de planchers collaborant et de tôles de couverture (ondulés et Bac en Aluminium, Aluzinc et pre-peint) à destination notamment de l'habitat. Par son développement, SOTACI vise à répondre favorablement aux exigences de ses clients de plus en plus multiples et à garantir ainsi les

investissements.

Le gouvernement a lancé de gros projets notamment le Train urbain, le 4^e Pont d'Abidjan qui doit relier les communes du Plateau et de Yopougon en passant par Adjamé et Attécoubé. N'est-ce pas une aubaine pour vous ?

Il est évident que ces grands projets d'infrastructures sont une opportunité pour notre société d'autant que nous avons fait la preuve de la qualité de nos produits et services en fournissant en exclusivité tous les ronds à béton lors de la construction du 3^e pont d'Abidjan ainsi que du barrage hydroélectrique de Soubré.

La compétition étant de plus en plus internationale, nous nous devons sans cesse d'être plus compétitifs et à l'écoute des besoins de nos partenaires.

Outre le produit de qualité, le service qui accompagne le produit permet de nous distinguer des concurrents. Nous travaillons en étroite collaboration avec les ténors locaux du BTP ainsi qu'avec les grands groupes internationaux présents à Abidjan.

Quelle place accordez-vous au consommateur dans votre processus de production et de qualité, à la protection de l'environnement et à la responsabilité sociale de l'entreprise ?

Ces points sont au centre de notre démarche entrepreneurial. SOTACI est depuis 2010 certifié ISO 9001, et depuis 2017 nous avons la V2015. Nos process de production tiennent compte des contraintes environnementales pour satisfaire les critères les plus exigeants.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo



Importateur - Assembleur - Distributeur d'équipements



ARMOIRES



BATTERIES



BORNE DE RECHARGE



SOLAIRE



ENERGIES RENEUVABLES



VILLE INTELLIGENTE



ECLAIRAGE INTELLIGENT



TRANSMISSION



DATA PROCESSING

Grolleau Europhane Afrique SA est une joint-venture entre le Groupe Active'Invest et le Groupe Kaydan



ENERGIE VERTE



SMART CITY



TELECOM



Luminaire Solaires
Batteries solaires pour Volets roulants
Panneaux publicitaires
Bouées marines
Abri-bus



Armoires connectées
Luminaire connectés
Batterie Endurance
Capteurs pollution, bruit, image...
Feux tricolores
Surveillance de réseaux



Armoires télécom
Armoires FTTH
Baies énergie
Batteries télécom
Batteries radiocommunication

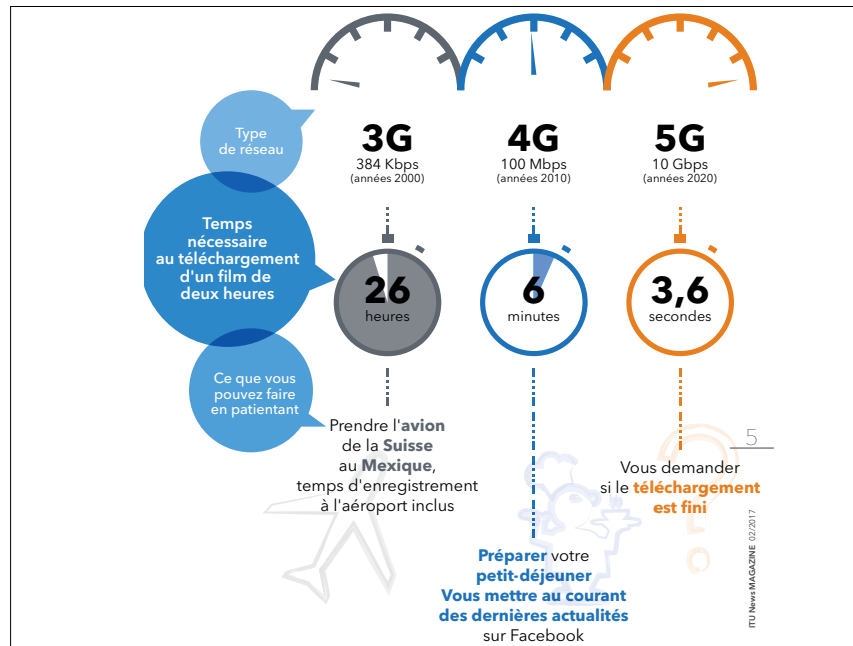


VITIB, Grand BASSAM, 01 BP 35 Abidjan 01
(+225) 22 51 11 90 - www.grolleau-europhane.com

Télécoms/TIC

En attendant la 5G !

La Côte d'Ivoire ambitionne d'ici 2020, d'assurer une couverture de près de 100% de la population ivoirienne en services de téléphonie ; de porter le taux de couverture data/internet à plus de 90% de la population ; le taux de pénétration de l'accès haut débit à près de 50 % ; de fournir en ligne aux citoyens ivoiriens, à travers le programme eGouv, 300 services informationnels et plus d'une centaine de services transactionnels.



Les performances de la 5G présentées par une infographie de l'UIT (Photo : DR)

Le Plan National de Développement (2016-2020) de la Côte d'Ivoire fixe le cap de l'émergence à l'horizon 2020. Parmi les secteurs d'activité susceptible de l'aider à l'atteinte de cet objectif, figure le secteur des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication (Télécom/Tic). Cependant, pris sous cette dénomination, ces deux entités laissent penser aux infrastructures et services et non à leur impact sur l'ensemble des composantes de la vie économique.

Et c'est pour corriger ce fait qu'est né le concept de l'Économie numérique. En ce sens que les Télécom/Tic ont une influence réelle sur le développement économique, social et culturel des États et contribuent à une vitesse vertigineuse à la croissance économique, la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté et l'inclusion financière des deux milliards de personnes qui n'ont pas accès à un compte bancaire dans le monde. Ainsi que la lutte contre les inégalités sociales grâce à l'Internet.

Fixer le cap à 2022

Alors même que plusieurs pays

émergents et développés sont en plein dans la 4G (4^e Génération) du numérique et que ceux en développement sont à cheval entre la 3G et la 4G, les études menées par les experts des TIC préparent l'arrivée de la 5G à partir de 2020 dans ce qu'ils appellent les villes intelligentes et sociétés intelligentes. Et cette problématique figure au nombre des sujets à l'agenda de la **Conférence des plénipotentiaires de l'UIT**, qui se déroule à Dubaï (Emirats arabes unis), depuis le 29 octobre au 16 novembre. Occasion pour les représentants des 193 pays membres de fixer le cap que suivra l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication pour les quatre années à venir (2018-2022).

La Conférence définit également le Plan financier de l'Union et élit les cinq fonctionnaires de haut rang qui vont présider à l'avenir de l'Union ces quatre prochaines années, à savoir le Secrétaire général et ses collaborateurs.

« La construction d'une infrastructure TIC de prochaine génération permettra le développement de villes

et de communautés intelligentes et durables dans le monde. Et la généralisation de l'accès aux TIC aura pour effet de favoriser l'innovation locale pour donner un coup de fouet à la croissance de l'économie nationale, de fournir un travail décent et de réduire les inégalités. Bien que le chemin à parcourir soit encore long – 3,9 milliards de personnes ne sont toujours pas connectées à l'Internet – nous avons déjà accompli d'importants progrès », déclarait dans un éditorial dans *ITUNews Magazine*_N°03-2017, Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT. Où il évoquait « Le rôle fondamental des TIC dans la réalisation des ODD (Objectifs de développement durable) ». C'est encore Houlin Zhao qui, dans son Editorial dans *ITUNews Magazine*_N°02-2017, définit la 5G (ou "révolution intelligente" selon Dongmyun Lee, directeur technique de KT, République de Corée) et en donne les avantages par rapport aux systèmes existants, 3G et 4G/LTE. « De meilleurs soins de santé, des villes plus intelligentes, une industrie bien plus efficace; tout cela devient possible à l'heure où l'Internet

des objets prend de l'ampleur et s'accompagne d'une large gamme de solutions innovantes, qui font tourner notre économie moderne. Toutefois, sans les réseaux 5G, aucun de ces éléments ne peut exprimer tout son potentiel. Bientôt, en effet, les systèmes 5G intelligents deviendront indispensables pour satisfaire la forte demande de données des milliards de personnes qui utilisent des quantités de vidéos chaque jour plus importantes.

La 5G permettra des débits de données nettement plus rapides, une connectivité fiable ainsi qu'une faible latence pour les télécommunications mobiles internationales (IMT) — autant de points nécessaires à notre nouvel écosystème de communications mondial, constitué de dispositifs connectés envoyant de grandes quantités de données via la large bande à ultra-haut débit ».

Le futur hub numérique sous régional

La Côte d'Ivoire est dans la course pour ne pas rater la révolution numérique. Puisque son ambition est d'être « *le futur hub numérique sous régional* » dans la droite ligne de l'émergence prôné par les plus hautes autorités du pays. En la matière et comme dans d'autres domaines, la construction d'infrastructures est essentielle.

C'est le sens du Réseau national haut débit (RNHD) qui est en construction et qui est en voie d'atteindre 5 000 Km sur un objectif de 7000 Km sur l'ensemble du territoire. C'est un réseau de transmission à base de fibres optiques appelé Backbone national.

La politique mise en place depuis 2012 a donné des résultats satisfaisants, même si des efforts demeurent sur la voie de la recherche de la maturité numérique. En témoignent « *les chiffres clés* » présentés par le ministère de l'Économie numérique et de la Poste sur son site Internet. Sur une population totale d'environ 25 millions d'habitants, ce sont : 32 000 000 d'abonnements aux services de Télécommunications mobiles, 13 000 000 d'abonnements Internet mobile, 17 000 000 000 de transactions monétaires/ jour, 10 000 000 d'ivoiriens utilisateurs de mobile money, 200 000 créations d'emplois directs et indirects.

Par ailleurs, le gouvernement a préféré consolider la position, par le renouvellement de la licence, de quatre opérateurs de téléphonie mobile qui se sont démarqués depuis leur création notamment Orange, MTN, Moov (après le retrait de la licence à quatre opérateurs depuis le 31 mars 2016 : GreenN, Café Mobile, Warid et Comium).

Des progrès en Côte d'Ivoire

Les efforts du gouvernement ont été reconnus au plan international par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) concernant la maturité numérique et l'appropriation des TIC par les populations. Des données qui se sont améliorées en 2018, laissant dire au directeur général de l'Autorité de régulation des Télécommunications/Tic, Bilé Diémélou (Cf. Magazine du dimanche de la RTI 1^{ère} Chaîne), en janvier 2018, que la Côte d'Ivoire fait d'énormes « progrès » sur le chemin de « *la maturité numérique* ». A titre d'exemples, il a indiqué que « *sur une population d'environ 25 millions d'habitants, le pays compte plus de 32 millions d'abonnés à la téléphonie mobile vu que chaque citoyen a entre deux et trois puces ; 288 000 abonnés au téléphone fixe ; 800 milliards de FCfa de chiffre d'affaires. Le secteur représente 8% du Produit intérieur brut (Pib) du pays. Conséquence, la maturité numérique s'est renforcée avec un gain de 6 rangs au niveau africain, passant ainsi du 14^e au 9^e rang* », s'est-il félicité.

Paulin N. Zobo



L'accès au cellulaire favorise l'inclusion sociale. (Photo : DR)

Projet Port d'Intégration-Ville du Grand Abidjan

En quête d'une plus grande compétitivité



Les travaux d'élargissement du boulevard de Marseille pour décongestionner le port où un 2^e terminal à conteneurs est en construction (Photo DR)

Transformer la physionomie de la ville d'Abidjan pour mériter son surnom de « *la Perle des Lagunes* » de sorte qu'aussi bien les Ivoiriens que les touristes en soient à nouveau fiers comme par le passé. Tel est le rêve du gouvernement. Fort heureusement, l'un de ses principaux partenaires au développement, le groupe de la Banque mondiale, a décidé de l'accompagner. En mettant à sa disposition un montant de 315 millions de dollars US dans le projet Port d'Intégration-Ville du Grand Abidjan (PIDU), une agglomération qui rassemble 5,4 millions d'habitants, soit 42% de la population urbaine de la Côte d'Ivoire.

C'est un financement conjoint de l'État de Côte d'Ivoire, de la Banque mondiale et du secteur privé d'un montant total de 217 milliards de FCfa répartis entre différentes parties à savoir la Banque mondiale (crédit IDA), 170 milliards de FCfa, l'État de Côte d'Ivoire, 9 milliards de FCfa et le secteur privé sous forme de partenariat public privé (PPP), soit environ 38 milliards de FCfa. Le crédit a une maturité de

28 ans dont 12 ans de différé.

C'est le sens de l'accord de financement signé le 10 septembre entre le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Koné et le directeur pays de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Pierre F. Laporte. En présence du ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou. Pour le ministre Adama Koné, c'est un projet « *novateur qui va changer le visage de la ville d'Abidjan, (qui) il va révolutionner la mobilité dans le Grand Abidjan (...)* La Banque mondiale contribue à l'amélioration des conditions de vie de nos populations par le biais des Programmes et Projets à impact direct sur les populations », s'est-il réjoui.

En effet, vu que « *le district d'Abidjan souffre de l'inefficacité du transport de marchandises et de la logistique qui entrave fortement sa croissance. L'État de Côte d'Ivoire a décidé d'agir avec ce projet* », a expliqué le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Kouakou.

« *Les investissements proposés dans le cadre de ce projet auront*

un impact transformationnel sur l'agglomération du Grand Abidjan en permettant d'améliorer la gestion urbaine, l'efficacité logistique, l'accessibilité portuaire et la mobilité urbaine. La population de l'agglomération du Grand Abidjan bénéficiera de l'amélioration des infrastructures, de la mobilité urbaine et des services municipaux », a indiqué le directeur pays de la Banque mondiale, Pierre Laporte.

Le Grand Abidjan contribue à hauteur de 80% à l'emploi formel et à 90% à l'emploi informel, selon les études officielles. Cependant, ce statut de poumon économique que constitue le port autonome pour la ville et partant la ville d'Abidjan pour le pays ne produit pas l'impact escompté. Le ralentissement du trafic à Abidjan entrave la croissance et la compétitivité de l'économie, en particulier pour le transbordement et le transit au niveau du port, engendrant des coûts substantiellement élevés pour les services. Ces investissements devraient permettre la mobilité urbaine.

Paulin N. Zobo

Des projets pour booster le trafic des ports

Les performances des ports ivoiriens sont certes satisfaisantes mais pas suffisantes. Les résultats de 2017 communiqués fin février 2018 indiquent une progression de 3.8% du trafic global du PAA construit le 5 février 1951. Celui-ci est passé de 21.734.640 t en 2016 à 22.556.809 t l'année dernière. Le trafic national est passé de 18.319.169 t en 2016 à 19.332.608 t en 2017, soit une hausse de 5.5%. Le trafic en transit qui était en 2016 à 1.967.115 t est monté à 2.026.220 t en 2017, soit une hausse de 3%. Enfin, le trafic de conteneurs progresse de 635.647 Evp à 633.601 Evp.

Si le Directeur Général de la société d'Etat, Hien Sié Yacouba, en est fier, il continue de mobiliser son équipe et l'ensemble de la communauté portuaire pour de meilleurs rendements.

Parmi les projets prévus, figurent la construction d'un échangeur au Carrefour Akwaba, à l'entrée de la route menant à l'Aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët. En outre, il financera la réalisation de la section 2 et section 3 de « *L'autoroute de contournement d'Abidjan YA* », la construction d'une plateforme

ou zone logistique y compris des parcs de stationnement, court et long séjour pour les camions poids lourds, notamment à la zone industrielle de Pk24 sur l'autoroute du nord.

Pour rappel, la quête de la performance des ports ivoiriens avait été au cœur d'un séminaire du 14 au 16 décembre 2017, à Grand-Bassam sur le thème : « *Les ports ivoiriens face aux défis de la compétitivité* ». Occasion d'identifier toutes les entraves avec l'engagement de les lever, avait promis le chef du gouvernement. Les travaux s'étaient terminés par la formulation de 256 recommandations dont 36 majeures.

Au nombre des points retenus, la définition et la mise en œuvre d'une politique fiscale préférentielle et d'une stratégie globale de financement des ports ivoiriens à court, moyen et long terme, la réalisation des travaux de réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouaga-Kaya et les deux (02) projets de construction du chemin de fer San Pedro-Man-Bamako et la bretelle Ouangolodougou – Niéllé – Sikasso. De même que la mise

en place d'un guichet unique de perception de l'ensemble des prélèvements des administrations publiques, la suppression de l'une des perceptions (Redevance Sydam & Redevance payée au GUCE) sur les déclarations en Douanes, la création des espaces sous douane (plateformes logistiques, ports secs ou avancés, entrepôts...), en dehors de la zone portuaire et optimiser l'exploitation des espaces existants, etc., Sans oublier le statut des dockers. Lit-on sur le site du Port autonome d'Abidjan.

La viabilisation de 150 ha du domaine portuaire et la réalisation d'un port avancé à Odienné font partie des priorités du schéma directeur du Port autonome de San Pedro depuis 2014. Cette infrastructure créée en 1972 est le principal port d'exportation du cacao du pays vers le marché international. Une position qui sera confortée avec la reprise de la coopération avec les chocolatiers brésiliens qui étaient en visite au port. Car producteurs de 180.000 t cacao annuellement, son alors que sa capacité de broyage est de 240.000 tonnes, ce pays d'Amérique latine a besoin de combler son gap



Manutention au quai roulier du Port Autonome d'Abidjan (Photos DR)

de 60 000 tonnes à partir du leader mondial qu'est la Côte d'Ivoire qui a produit 1,9 million de tonne en 2017.

Sans oublier son apport aux pays de l'hinterland en particulier le Mali pour l'exportation de son coton. D'où l'intérêt du chemin de fer sur l'axe Sud-ouest/Ouest. Situé à 350 Km d'Abidjan, cette autre infrastructure publique d'Etat créée en 1968 demeure le premier port sur la côte ouest certifié ISO 9001 V 2015 et ISO 14001 V 2015 pour son Système de Management Qualité Sécurité Environnement (QSE) en matière de santé et sécurité au travail. Des certificats reçus en mars 2018.

La vision du Directeur Général, Marcel Hilaire Lamizana, calquée sur celle des dirigeants du pays est de « *faire du Port de San Pedro, un pôle de développement géostratégique de la Côte d'Ivoire et moteur de l'intégration régionale* », d'ici à l'horizon 2020.

Au niveau de ses performances récentes, les résultats enregistrent aussi une progression. Le trafic importation-exportation et transit en 2017 a connu une hausse de 13% par rapport à 2016 et s'établit à 2 897 478 tonnes. Toujours pour la même année, le Pasp a maintenu

son rang de premier port mondial d'exportation de cacao, pour un volume de 1 030 000 tonnes (un million trente mille tonnes) de cacao et dérivés exportés soit près de 53% du cacao de la Côte d'Ivoire.

Avant même ce séminaire, certains projets avaient été réalisés comme le port de pêche, le nouveau quai roulier (ou Roro) mis en service le 15 mars 2018 au PAA. L'ouvrage a été présenté comme un « *quai moderne de 300 m avec un tirant d'eau de 14 m ; le premier dans le port d'Abidjan avec une telle profondeur* », s'est félicité le Dg. Par ailleurs, il avait annoncé un deuxième quai les mois suivants et l'aménagement de six ha de terre-pleins pour recevoir les véhicules et engins qui débarqueront à Abidjan. Des travaux qui préparent l'inauguration du nouveau terminal roulier dont le coût est estimé à 115 milliards de FCfa. L'intérêt de quai Roro, est qu'il permet aussi de décongestion les anciens quais 16 et 19 pour construire les quais du 2e terminal à conteneurs.

Quand d'autres projets sont en cours comme l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi. Tels que la construction d'un deuxième Terminal à conteneur avec pour objectif d'améliorer la

compétitivité du port d'Abidjan par la réduction du coût de passage portuaire, l'accroissement significative du trafic de conteneurs et particulièrement celui des conteneurs en transbordement. Alors que dans la situation actuelle, il est impossibilité d'accueillir des navires avec plus de 11,5 m de tirant d'eau. En plus, le terminal est confronté à une saturation de sa capacité à l'horizon 2020 (trafic potentiel de 3 millions EVP contre une capacité existante de 1.2 millions EVP).

Autre projet, un nouveau terminal céréalier devrait voir le jour au PAA sur financement de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) comme cela a été annoncé fin juin 2018 aux autorités portuaires par l'agence. « *Le montant global des investissements dans le secteur portuaire, sur la période de 2012 à 2020, s'élève à environ 1.100 milliards de FCfa* », avait indiqué le ministre des Transports, Amadou Koné, lors de la visite du quai roulier.

L'apport des Technologies de l'information et de la communication est utile pour davantage de valeur ajoutée à la compétitivité des ports, selon les experts. Qui l'ont recommandé lors du 39^e Conseil Annuel de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Agpaoc), fin juillet et début août 2018, au Ghana. Estimant que l'utilisation des Tic en vue de la dématérialisation des opérations serait d'un apport très appréciable en terme de gain de temps, de réduction du temps d'attente et par conséquent de fluidification des opérations portuaires. L'expérience des Tic est déjà palpable avec l'inauguration des scanners de Noé, à la frontière Est vers le Ghana et celui de Ouangolodougou, au nord du pays.

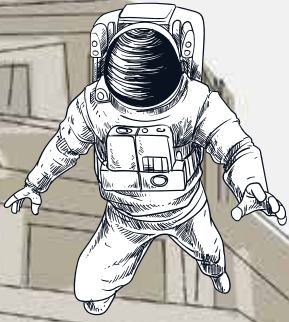


L'opération de chargement du cacao au PASP (Photo DR)

Paulin N. Zobo

NOSTALGIE

SÉRIEUSEMENT DÉCALÉE



LA RADIO
NUMERO
UN

NOSTALGIE

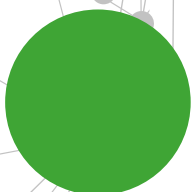
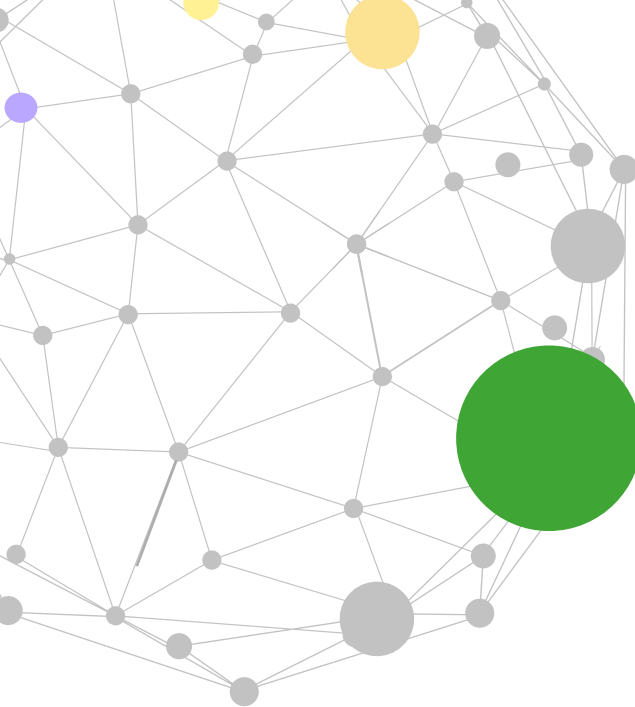


101.1 ABIDJAN & BANLIEUE
106.5 BOUAKE - KATIOLA - BOTRO - BEOUMI - SAKASSOU - TIEBISSOU - PRIKRO
92.8 YAMOUSOUKRO - TOUMODI - DIMBOKRO - BOUAFLE - SINFRA - ZUENOULA - OUME - GUIBEROUA - BONON
97.3 SAN-PEDRO - SOUBRE - SASSANDRA - TAI - MEAGUI - GRAND BEREBY - BUYO - LAKOTA
98.3 DALOA & ENVIRONS
91.7 KORHOGO & ENVIRONS
87.9 ABENGOUROU & ENVIRONS

www.nostalgie.ci



INVASION PLANETE FM



LE REGARD DES EXPERTS



▶ Voiries urbaines



▶ Cap sur
la Ville intelligente



▶ Gérard Kouassi,
Directeur Général
de NSE-CI





Immo.ci
www.immo.ci
facebook.com/Immo.ci



**Votre site de recherche
Immobilier en Côte d'Ivoire**

APPARTHÔTEL - LOCATION
COLOCATION - ACHAT

Voiries urbaines

Le Plateau fait peau neuve



La quasi totalité des rues de la cité des affaires a connu un renforcement du bitume. (Photo : N. A.)

La commune du Plateau, dans la ville d'Abidjan, centre administratif et des affaires de la capitale économique ivoirienne, et par ricochet de toute la Côte d'Ivoire, a bénéficié d'une réhabilitation de sa voirie depuis peu. En effet, ses boulevards et avenues bordés pour la plupart d'arbres gigantesques et qui présentaient des dégradations par endroit, ont été remis à neuf, par l'entreprise Nicolas Srouji Etablissement Côte d'Ivoire (NSE-CI) à la demande du gouvernement. Il agit des boulevards : Carde, Roume, Angoulvant, Clozel, la République, Botreau Roussel, en passant par les avenues : Franchet D'Esperey, Chardy, Delafosse, Marchand, Crosson Duplessis, Dr Crozet, Houdaille. Ainsi que les rues : Gourgas, du Commerce, des Banques (avenue Joseph Anoma), Lecoeur, Jesse Owens, pour ne citer que ces tronçons. Tous ont subi des travaux de renforcement de la chaussée, ce qui donne aujourd'hui à la cité un "visage" flambant neuf.

Le marquage au sol relatif au tracé des traits continus et discontinus, les bandes blanches pour piétons, etc, n'ont pas été négligés. Toute chose appréciée à sa juste valeur par les habitants et travailleurs de la plus petite commune d'Abidjan qui compte dix mille âmes. Employé dans un hôtel, sis à la rue du Commerce au Plateau, K.

Hermann livre ses sentiments : « *Je suis content et fier que les rues du Plateau aient fait peau neuve. Je vous assure qu'on a eu un client européen qui est arrivé pour la première fois à Abidjan. Pendant son séjour, il a eu beaucoup d'appréciation pour les bâtisses, mais surtout pour les rues qui venaient d'être asphaltées...* ».

Pour J. C Ahui, qui habite le Plateau depuis cinq ans, précisément à l'immeuble les Harmonies, boulevard Roume, il s'est dit frappé par le fait que les travaux aient été effectués nuitamment ou pendant les week-ends. Bien que le bruit des machines gênait par moment pendant la nuit. « *Dans un pays organisé comme cela se passe en Europe ou aux États-Unis, les travaux de voirie sont effectués à des heures raisonnables, sauf en cas d'urgence, pour ne pas entraver l'économie. Et cela a été respecté pendant ces travaux de revêtement des rues du Plateau. Je tire mon chapeau aux autorités compétentes et à l'entreprise exécutante. Les travaux démarraient vers 22 heures - 23 heures pour finir au petit matin, avant de reprendre la nuit tombée* », s'est-il réjoui.

Les autonomistes tout comme les piétons ne disent pas autre chose. Ils sont contents de voir les rues du Plateau réhabilitées. Konan Marc, un cadre exerçant à la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire

(Mugef-CI), a exprimé sa satisfaction d'arpenter chaque jour, à bord de son véhicule, le boulevard Botreau Roussel et l'avenue Franchet D'Esperey, entièrement revêtu d'une nouvelle couche de bitume, pour se rendre à son lieu de travail.

Tido, vendeur de téléphones portables à la sauvette, exprime, lui aussi, sa satisfaction. « *Le Plateau est l'image du pays. Quand un occidental ou même tout étranger vient en Côte d'Ivoire, qu'il visite le Plateau, il se croit à Manhattan. Et cela est une fierté pour nous. Par conséquent, les autorités doivent réhabiliter régulièrement les rues de cette commune, afin qu'elles soient toujours rayonnantes. De même que pour les immeubles délabrés* », a-t-il conseillé.

Outre le revêtement de la voirie, deux tours de la cité administrative sur les cinq de cette commune du Plateau, sont en cours de réhabilitation totale. Les travaux exécutés par l'entreprise Pierre Fakhoury Organisation Africa (PFO) concerne précisément les tours A et B. Les travaux de construction d'une sixième tour F sont prévus pour démarrer sous peu.

Narcisse Angan



Gérard Kouassi, Directeur Général de NSE-CI

«Nous avons réhabilité près de 20 Km de routes au Plateau»

Lauréate du Prix d'Excellence 2018 dans la catégorie Prix de la meilleure structure ou de la meilleure entreprise dans le secteur des routes et des ouvrages d'art, l'entreprise Nicolas Srouji Etablissement Côte d'Ivoire (NSE-CI) a décidé de se bonifier lors de ce SIA.

Monsieur le Directeur général, votre entreprise semble avoir pignon sur rue, avec de nombreux et grands chantiers aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Qu'est-ce qui fait votre force ?

Notre force, c'est notre patrimoine parcs engins et matériels, la qualité des travaux et un personnel qualifié. C'est aussi notre délai de réponse au client pour des travaux urgents et d'envergure.

Parmi les travaux réalisés, figure la réhabilitation et le renforcement de la voirie urbaine dans la commune du Plateau. Combien de kilomètres de routes étaient concernés ?

Au Plateau, nous avons réhabilité près de 249 000 m² de revêtement bitumineux, soit l'équivalent de 20 kilomètres (exactement 19,930 kilomètres)

La spécificité de cette commune du Plateau réside dans le fait qu'elle constitue la cité administrative et des affaires. Donc un quartier assailli dans la journée par les autorités politiques, administratives, les opérateurs économiques et les travailleurs. Quelle a été votre stratégie pour réaliser cet exploit ?

Comme vous le dites, le Plateau étant le centre névralgique des affaires de la Côte d'Ivoire, la vitrine imparable du pays, on ne pouvait pas y travailler efficacement de jour. Conscients de cette situation, nous avons opté pour des travaux de nuit sauf des petits travaux préparatoires qui se sont déroulés de jour dans le but de causer moins de désagrément et de nuisances aux

populations.

Ce genre de stratégie nécessite certaines aptitudes. A savoir : une très bonne préparation et une bonne anticipation en amont qui a consisté à identifier les itinéraires, établir une priorité d'exécution en fonction de leur localisation ; la budgétisation des matériaux et matières premières pour ne pas tomber en rupture ; la préparation et le conditionnement des équipes, la gestion et le suivi des équipes sur le terrain la nuit ; la gestion des risques potentiels liés aux travaux de nuits : nuisance sonore, éclairage, etc.

Quelles ont été vos contraintes dans l'exécution de tels travaux et quels types de techniques et de matériaux nouveaux utilisez-vous ?

Durant ces travaux, la contrainte principale a été la météo. En dehors de cela, il fallait livrer du travail de qualité dans les délais chaque nuit (avant le lever du jour) pour ne pas empiéter sur l'occupation du Plateau le jour. Je pense que nous y sommes parvenus eu égard aux commentaires favorables que nous avons pu avoir de certains usagers de la commune.

Ces contraintes sont-elles prises en compte pour l'évaluation du coût d'un tel service et la rémunération des personnel au regard des risques encourus dans le cadre d'un travail de nuit ?

Bien évidemment, puisque le code du travail ivoirien recommande une rémunération assez particulière quant aux travaux de nuit. Nous en tenons compte dans nos prestations.

Il faudrait ajouter que le personnel bénéficie, par moment, des primes de motivation.

Vous participez à la 3^e édition du Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA) qui a pour thème : « Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents ». Quelle est votre perception du sujet et vos ambitions ?

C'est un thème qui a tout son sens dans la mesure où la vision du Président de la République est de faire de la Côte d'Ivoire, un pays émergent à l'ère 2020. En regardant certains pays asiatiques, européens qui s'y attellent, il faudrait trouver des stratégies ensemble pour y parvenir progressivement et l'intégrer dans la mentalité des Ivoiriens.

Notre participation à ce salon nous permettra d'échanger avec des partenaires potentiels, voir l'évolution de notre métier pour poursuivre notre ascension vers les sommets. N'oubliez pas que nous avons sept ans d'existence. Ce genre de rencontre permet de s'enrichir d'expériences pour mieux évoluer.

Certains opérateurs économiques et techniciens recommandent des routes en béton en lieu et place du bitume sur certains axes. Dans quels cas cette technique est-elle d'intérêt et quel est son avantage en termes de rapport qualité/prix ?

Les avantages de la route en béton sont son coût raisonnable, sa facilité de mise en œuvre, la possibilité d'utiliser des matériaux

locaux (entre autres le ciment qui est produit localement remplacera le bitume importé), l'usage de matériel courant de construction de route, et son entretien quasiment nul.

Cette technique (voie en béton) est d'intérêt pour : 1) les routes à trafic important et agressif, 2) les plateformes de ports maritimes, 3) les terminaux ou les routes empruntées par des camions transportant des conteneurs par exemple, 4) les plateformes industrielles.

Le défaut principal des chaussées en béton est l'importance relative des investissements initiaux.

En dehors du bitumage, quelles autres activités vous ont été demandées par le gouvernement avec quels délais et cahier des charges ?

Il convient de noter que nous ne

travaillons pas uniquement sur des travaux ou chantiers à nous confiés par l'État de Côte d'Ivoire. Nous répondons aussi aux appels d'offres nationaux et internationaux où la concurrence est ouverte. Nous venons d'achever La réhabilitation de la route Aboisso-Noé avec la construction de deux ouvrages d'art (ponts).

On peut indiquer des chantiers comme : la réhabilitation de la route Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa ; les travaux de voirie de songon ; l'aménagement des voiries au VITIB à Gand Bassam ; les travaux de revêtement des rues de Cocody (avant le sommet UA/UE) ; les travaux de la double voies Jacques Prévert/M'Pouto.

Un mot sur l'évolution des autres grands chantiers achevés, en cours ou à venir. Notamment le Corridor Abidjan-Lagos, la route

Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa ?

Nous travaillons actuellement sur deux grands chantiers Mankono-Tiéningboué, et Kani- Fadiagougou. En ce qui concerne le chantier de Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa, c'est un autre challenge à relever vu la complexité des travaux qui nous demande de travailler sous circulation sur un tronçon de 145 Km.

Nous sommes aussi en phase de préparation et de démarrage de la route Tomasset-Agboville et de la route Tiapoum-Route Aboisso-Noé que le Vice-Président vient de lancer officiellement le 8 octobre dernier.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo

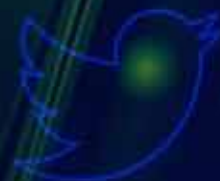


Après le rabotage de la route et son nettoyage pour la débarrasser de la poussière, suit l'application des enrobés (Photo : DR)

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE

le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés
Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal
News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos



www.educarriere.ci

Cocody - Rue Lycée Technique - 198 Logements

Immeuble N° 2, 1er étage, Appt 887

Téléphone : + 225 22 44 44 48

E-mail : ci@educarriere.net

17 BP 421 Abidjan 17 - Côte d'Ivoire

Contraintes à la réhabilitation et au déplacement des réseaux La zone industrielle de Yopougon



Conduite d'eau potable à déplacer (Photos : DR)



Réseaux électriques à déplacer

Le gouvernement ivoirien a adopté une vision et une stratégie ambitieuse pour faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Cet objectif affiché par les autorités gouvernementales se matérialise à travers le Plan National de Développement (PND) qui se structure autour de plusieurs axes, dont le développement industriel. Afin d'assurer définitivement cette industrialisation, il incombe de disposer d'infrastructures performantes, gage d'une émergence certaine.

En effet, le socle de tout développement industriel repose sur des infrastructures adéquates, telles les zones industrielles, ce qui favorise les investissements, accroissent la productivité et aident à la structuration de l'industrie.

Cependant, force est de constater, en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, une dégradation des infrastructures de base existantes, affectant non seulement les zones industrielles de Vridi (120 ha) et Koumassi (120 ha), mais aussi et surtout celle de Yopougon (645 ha). Ces zones industrielles notamment celle de Yopougon étaient par ailleurs devenue exigües, mal structurées, avec un important déficit énergétique. En témoignaient

les multiples problèmes constatés, notamment la dégradation des voiries, des réseaux divers (électricité, eau, assainissement, télécommunications, éclairage public).

Afin de remettre à niveau ces infrastructures face aux ambitions affichées de croissance industrielle, le Ministère de l'Industrie et des Mines a, après une étude technique, initié le projet de réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon. À la suite d'une procédure de consultation, cinq (05) entreprises ont été sélectionnées pour l'exécution des travaux répartis en cinq (5) lots, dont trois (3) lots de voiries et drainage, un (1) lot d'alimentation en eau potable et un (1) lot d'électrification.

Le Ministère de l'Industrie et des Mines (MIM), en sa qualité de maître d'ouvrage, a confié au Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) la mission de maîtrise d'œuvre pour le suivi et le contrôle des travaux de construction des travaux de réhabilitation de cette zone. Par ailleurs, dans le souci d'un meilleur suivi et contrôle des travaux, le bureau APAVE a été adjudicataire, suite à une procédure de consultation, pour réaliser

le contrôle externe pour le compte du maître d'ouvrage délégué.

Les travaux de réhabilitation de la zone industrielle ont démarré en février 2015 pour une durée de dix (10) mois. Cependant, quinze (15) mois après la fin du délai contractuel de base, les travaux n'ont pu être achevés. Ce retard était principalement dû à la libération tardive des emprises à cause des déplacements des réseaux de téléphonie, d'électricité, de gaz et d'eau potable.

Description / consistance des travaux deréhabilitation

Les travaux de réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon, objet de la mission de suivi et de contrôle, sont répartis en quatre (04) volets :

- Volet voiries et réseaux divers : lot 1 (7416 ml), lot 2 (7303,5 ml), lot 3 (8768,85 ml) ;
- Volet eau potable : lot 4 (pose de 6402 ml de canalisations) ;
- Volet Électricité : lot 5 (28 000 ml de Basse Tension et 225 ml de moyenne tension) ;
- Volet station de relevage ;
- Volet Aménagement de la cuvette de la MACA.

Les détails des différents volets se

résumé comme suit :

• **VRD**

- Réhabilitation de voiries bitumées existantes : 6 636 ml ;
- Construction de voiries neuves bitumées : 17 330 ml ;
- Extension du réseau d'eaux pluviales : 20 170 ml de canalisations ;
- Construction de regards ;
- Réhabilitation et extension du réseau d'eaux usées.

• **Eau potable**

- Fourniture et pose de 7 500 ml de canalisation en PVC ;
- Fourniture et pose de 6 poteaux d'incendie ;
- Raccordement au réseau d'eau potable existant.

• **Électricité**

- Construction de 28 000 ml de lignes de basse tension (BT) ;
- Construction de 225 ml de lignes de moyenne tension (MT).

• **Station de relevage**

- Construction et équipement d'une station de relevage.

• **Bassin de la maca**

- Fourniture et pose d'une conduite Ø 1000 sur 736 m de long ;
- Construction d'un dalot de section 2,50 x 2,00 sur 974 m.

CONTRAINTE DES DÉPLACEMENT DE RÉSEAUX DE LA Z.I. YOPOUGON

Description des Travaux déplacements de réseaux

Réseau d'eau potable de la sodeci



Réseaux téléphoniques à déplacer

Les travaux de déplacement des conduites de SODECI ont été réalisés sur quasiment toutes les voies en travaux. Les travaux d'assainissement et de chaussée ne peuvent se faire si ces réseaux ne sont pas déplacés.

Réseau électrique de la cie

Les travaux de déplacement des réseaux électriques ont lieu sur toutes les voies du projet.

PETROCI

Les travaux de déplacement des réseaux de gaz ont été sous-traités par Petroci à Friedlander et à Bureau Veritas. Ces travaux se sont déroulés sur certaines voies du projet.

Réseaux de télécommunication de mtn, moov, orange

Les travaux de déplacement des réseaux de télécommunication Orange-CI-Télécom ont été réalisés sur toutes les voies.

Photo 5 : Réseaux téléphoniques à déplacer

Délai non maîtrisé des déplacements de réseaux-Impact sur le coût et le délai du projet de réhabilitation

Des provisions pour déplacement de réseaux ont été effectuées dans les marchés de base à hauteur de 820 000 000 FCFA Htva. À l'exécution des travaux, tous les réseaux (CIE, SODECI, MTN, MOOV, PETROCI, ORANGE CI) se sont trouvés impactés car situés dans l'assiette (largeur incluant la chaussée et l'accotement) des voies. Tous ces réseaux impactés ont fait l'ob-

jet d'estimations par les différents concessionnaires.

L'augmentation des quantités relatives aux déplacements des réseaux s'explique par :

- la méconnaissance des réseaux par les différents concessionnaires ;
- l'existence de réseaux pirates dans la zone industrielle.

Les devis des concessionnaires font ressortir un montant supplémentaire de 1 935 822 764 F CFA Ttc soit un dépassement de 236% par rapport au montant de base. Pour pouvoir poursuivre les travaux, le projet doit rechercher des fonds additionnels. Cette situation a rallongé le délai d'exécution des travaux faisant passer le délai de 10 mois à 36 mois. Soit une augmentation du délai de 360%.

En conclusion, au regard de ce qui précède, l'on note que les déplacements de réseaux constituent une réelle contrainte aux projets de réhabilitation. Ils impactent non seulement le coût du projet mais également le délai d'exécution.

Cette situation est parfois due à la méconnaissance des réseaux par les différents concessionnaires et l'existence de réseaux pirates. Le plus important, c'est d'arriver à une bonne qualité des services concernés au terme des travaux. À la zone industrielle de Yopougon, on peut affirmer que le déplacement des différents réseaux et la réhabilitation ont été un succès dans la mesure où tous les réseaux déplacés fonctionnent impeccablement à la satisfaction des concessionnaires et de leurs clients.

Paulin N. Zobo

Avec la contribution de l'AGEDI (Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures industrielles)

AFRIQUE MAGAZINE AMM



LE



MENSUEL



INDISPENSABLE



Cap sur la Ville intelligente

La Ville intelligente ou Smart City, le nouveau concept de développement urbain harmonieux tend à entrer dans les usages en Afrique. Si elle peut se définir de diverses façons, selon des experts, on doit retenir que la Ville intelligente désigne une ville utilisant les Technologies de l'information et de la communication (Tic), pour améliorer la qualité des services urbains ou réduire les coûts. Par ailleurs, que la notion de Ville intelligente s'est développée pour répondre à des changements technologiques, économiques et environnementaux majeurs. Notamment le changement climatique, la restructuration économique, le commerce de détail et le divertissement en ligne. Mais aussi le vieillissement de la population, la croissance démographique urbaine et les pressions sur les finances publiques.

En d'autres termes, la notion de Smart City renvoie à un territoire, plus adaptatif et plus efficace, dans lequel il s'agit d'améliorer la qualité de vie des citoyens à l'aide de technologies. Qui s'appuient sur un écosystème d'objets connectés et des services associés, sans oublier la participation indispensable des citoyens.

Selon Julien Cangelosi, entrepreneur dans le numérique, co-fondateur de 10 000 codeurs, qui a participé à un panel dans le cadre des Assises de la transformation digitale en Afrique (Atda), les 2 et 3 octobre derniers à Abidjan, pour réussir son projet de Smart City, on ne doit plus raisonner « *utilisateur* » mais plutôt « *usager* ». Il relève que le rapport des personnes avec les outils techniques ne pouvant pas être réduit uniquement à la mise en œuvre des fonctions prévues par les concepteurs, l'appropriation des technologies doit être une activité sociale, culturelle, écologique, économique et politique de plein droit. L'usage des technologies s'inscrit, en effet, profondément dans la vie sociale des personnes et il serait réducteur de le considérer comme une simple affaire de coût, de fonctionnalités ou de simplicité des interfaces, a-t-il indiqué.

Caractéristiques

Julien Cangelosi souligne que la Ville intelligente ou Ville connectée ou encore Ville numérique peut se caractériser par la durabilité, la qualité de vie et l'intelligence. « *La durabilité renvoie, entre autres, à la gouvernance, à la pollution et aux changements climatiques. La qualité de vie concerne le bien-être financier et psychologique. L'intelligence quant à elle est liée à l'ambition affichée ou non, d'améliorer les conditions économiques, sociales et environnementales. La mobilité intelligente en est un exemple.* »

Selon des experts de la question, la Smart City se démarque par la mise en réseau d'une urbanisation contrôlée et maîtrisée, une croissance économique maîtrisée, un habitat écologique, une mobilité fluide, etc., en vue d'assurer une certaine durabilité de tout ce système.

Avantages

La Ville intelligente qui, dans une approche africaine, doit répondre à une dimension d'accès à l'électricité, à l'eau potable, au logement, au transport et à la mobilité, doit offrir de nombreux avantages. « *Elle doit être résiliente, c'est-à-dire capable de résister aux chocs naturels, climatiques, etc.* », comme le dit l'entrepreneur en numérique, Julien Cangelosi. Qui conclut : « *En un mot, la Smart City doit concilier la population avec son environnement* ».



La tour Postel du Plateau (Photos DR)

Ainsi, la Ville intelligente doit permettre de mieux vivre, c'est-à-dire offrir toute une commodité aux habitants pour se sentir à l'aise. Puis, donner toute la possibilité d'une sécurité alimentaire garantie. Elle doit assurer des conditions sociales pour un meilleur exercice du travail. De l'avis de plusieurs experts, il n'existe pas de solutions clé en main ou uniques pour atteindre la Ville intelligente. Mais plutôt l'intelligence collective des citoyens, la

culture de l'innovation, la conjugaison de talents qui concourent à construire une vision. En somme, la ville intelligente s'inscrit dans une perspective à long terme qui permet de répondre aux besoins des générations d'aujourd'hui, sans toutefois compromettre leur capacité de répondre à ceux des générations de demain.

Narcisse Angan

Transport public

Réussir le défi de la modernisation pour accroître la mobilité à Abidjan

Le secteur des transports en Côte d'Ivoire représente 7 à 12% du Produit intérieur brut (Pib) et est fortement dominé par le transport terrestre routier, qui occupe près de 90% du trafic global. Ce transport routier, tant urbain qu'interurbain, demeure caractérisé par l'anarchie, avec des syndicalistes ou pseudo-syndicalistes hors la loi (phénomène gnambros) régnant en maîtres, le racket de tous ordres, l'indiscipline de certains conducteurs, etc. Aussi, peine-t-il à retrouver ses marques.

Ainsi, le gouvernement avec le soutien des partenaires au développement, entend moderniser ce secteur pour lui offrir toutes ses lettres de noblesse. Et cela passe par la mise sur pied très bientôt d'un organe de régulation du secteur, a annoncé le ministre des Transports, Amadou Koné, le 13 septembre dernier, lors de la plateforme d'échanges avec la presse au siège du quotidien L'**Expression**. Autres mesures envisagées par la tutelle, la formation des conducteurs de transport en commun, l'exigence du compteur dans les taxis, le contrôle automobile par radar et de vidéo-verbalisation, en vue d'éradiquer le racket. Puis, la suppression de façon progressive des transports non-sécurisés (moto-taxi).

N. A.



UNE GAMME DE PRODUITS
DÉDIÉE **AUX PROFESSIONNELS**

- ENGINES DE TRAVAUX PUBLICS
- CHARIOTS ET TRACTEURS
- PNEUS
- CAMIONS ET BUS



Abidjan, Bd de Vridi, Zone Industrielle
01 BP 2114 Abidjan 01
Tél: 21 75 19 00



Yamoussoukro - Tél: 30 64 62 83
Bouaké - Tél: 31 65 61 66



ventesci@cfao.com

SPÉCIAL SALON



▶ Le mot du Commissaire Général



▶ Interview du Président du Comité scientifique du SIA 2018

THÈME
PENSER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN INTÉGRANT LES RESEAUX INTELLIGENTS

JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

10h - 12h00 : Cérémonie officielle d'ouverture
 12h - 12h30 : Ouverture officielle de l'exposition
 12h30 - 13h00 : Déjeuner d'ouverture "Froid dans les infrastructures en Côte d'Ivoire"
 13h - 17h00 : Lancement produit "Le nouveau conseil d'Etat dédié aux professionnels de la route par LAFFARGE HOLCIM"

VENDREDI 9 NOVEMBRE 2018

09h - 10h00 : Panel 1 "Intégration du territoire, quelle réalité en Afrique?"
Présentation: La lettre conjointe INDEF (SIC), une résolution essentielle pour des infrastructures durables par l'AFD
 10h00 - 11h : Panel 2 "Développement des réseaux intelligents : état des lieux, financement et perspectives"
 11h - 12h00 : Panel 3 "Déploiement des réseaux et leurs impacts sur les projets"
 12h00 - 17h : **Présentation:** Réseaux intelligents et planification des réseaux par SIMEIP-COTE D'IVOIRE SA

SAMEDI 10 NOVEMBRE 2018

10h - 11h00 : Panel 4 "Quel cadre institutionnel pour une meilleure gestion des réseaux porteurs d'infrastructures?"
 11h00 - 12h : **Présentation:** Certification des équipements routiers et bonnes pratiques par BOSCH AFRICA
 12h - 16h : Cérémonie de clôture du Salon
 16h - 18h : Cérémonie de clôture

* Exposition est ouverte tous les jours, en continu, de 09h à 19h
 * Le mardi, du matin, du déjeuner et du dîner, une formation CIBTP à l'usage de 18 du 10 novembre
 * Tous les jours, à l'entrée et à l'extérieur du salon, des ateliers, des conférences et des ateliers de réflexion sont organisés.

▶ Programme du salon



AGRO-INDUSTRIE/ALIMENTAIRE



FINANCE & SERVICES



CONSEIL & FORMATION



BTP



INDUSTRIE & MINES



TÉLÉCOMS & TICS



La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) est la principale organisation patronale de Côte d'Ivoire.

Elle fédère **26 groupements professionnels et associations.**

Elle a pour mission de :

Représenter les entreprises, défendre et promouvoir leurs intérêts.

Apporter à ses membres tous concours et services nécessaires au renforcement de leur capacité. A ce titre, la CGECI a mis en place un Département des Services à Valeurs Ajoutées, destiné à offrir des services pour accompagner leur développement.

Offrir aux groupements, associations et entreprises membres un cadre de rencontre, d'échanges et de concertation. La Maison de l'Entreprise, centre de développement des Affaires du secteur Privé Ivoirien, demeure le cadre propice pour cette mission. Offrir à ses membres des services d'information, de veille et de conseil.

Faire du dialogue social le moteur du développement économique et social.

La CGECI couvre à travers ses membres tous les secteurs d'activités (industrie, commerce, services et agriculture).

La CGECI est un acteur majeur pour la représentation des entreprises et elle demeure aujourd'hui l'interlocuteur principal des pouvoirs publics, des organisations syndicales de travailleurs et de nombreux tiers : partenaires au développement, organisations internationales (OIE, BIT, FOPAO,...), organisations patronales régionales et internationales (FOPAO, GICAM, CGM, MEDEF,...) pour des sujets portant sur :

L'amélioration de l'environnement des affaires ;

La compétitivité des entreprises ;

La promotion du dialogue entre les partenaires sociaux ;

Le développement du secteur privé ;

La création de richesse par la promotion des initiatives privées, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Contactez-nous

Jean-Marie ACKAH, Président ☎ Dr Vaflahi MEITE, Directeur Exécutif



"Le Patronat Ivoirien"



Le mot du Commissaire Général Ismaël Boga-N'guessan

Akwaba au SIA 2018 !

En 2014, nous avons lancé avec l'ensemble des acteurs du secteur du Bâtiment et des Travaux publics réunis au sein du GIBTP, un Salon dénommé ROUTEXPO qui a tout de suite répondu aux attentes des professionnels. Ce premier succès nous a incités à l'élargir aux autres opérateurs des travaux publics pour redéfinir une nouvelle offre du salon autour de quatre grands secteurs d'expositions. Ce sont : **les Infrastructures routières, les Infrastructures de réseaux électriques, les Infrastructures de réseaux d'eau potable et Assainissement, et enfin, les Infrastructures des Télécoms/TIC.**

Ainsi, 2016 marque le passage de ROUTEXPO au **Salon des Infrastructures d'Abidjan (SIA)** qui donne rendez-vous tous les deux ans, aux acteurs de la chaîne de valeurs des infrastructures.

Le SIA 2018, la 3^e édition, se tiendra du **8 au 10 Novembre 2018**, sur la l'espace du futur parc d'exposition avec pour thème central : « *Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents* ».

Au programme de cette édition, plusieurs activités prévues sur deux zones d'expositions :

Le INDOOR, sous un chapiteau de 3 000 m², accueille une centaine d'exposants en croissance de près de 30% par rapport à la dernière édition et représentant les quatre secteurs d'expositions. Un espace dédié, pour promouvoir les projets structurants, tels le 4^e Pont, le projet du Train urbain, et d'autres projets emblématiques du grand Abidjan.

L'OUTDOOR, ce nouvel espace, reçoit les matériels de chantiers, les engins et les véhicules lourds. Tous les concessionnaires majeurs distribuant les leaders mondiaux du secteur sont présents pour communiquer et présenter leurs dernières innovations. En termes d'animation, les visiteurs pourront assister tous les jours à un véritable show d'engins.

Le SIA étant une plateforme de proposition technique et scientifique, cette tradition est toujours respectée par l'organisation de conférences et de panels de haut niveau dans un dialogue Public-Privé.

Cette année, le panel sur les opportunités d'affaires a été transformé en un véritable Forum économique, avec le soutien du Secrétariat d'État à l'Investissement Privé, et le Partenariat de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI).

Enfin, la formation des acteurs du secteur est une préoccupation du GIBTP. C'est pour cela qu'en partenariat avec **Le Moniteur France**, le **GIBTP Formation** propose un thème d'actualité sur le Génie urbain ; apportant ainsi des outils à ses membres voire au-delà pour renforcer leurs capacités.

Le SIA, c'est aussi près de 5 000 visiteurs professionnels qui sont attendus pour des échanges fructueux, des découvertes, des rencontres B to B. Nous vous donnons rendez-vous du 8 au 10 Novembre, tous les jours, de 8h30 à 19h.

Bon salon !



Le panel sur les opportunités d'affaires a été transformé en un véritable forum économique, avec le soutien du Secrétariat d'État à l'Investissement privé.”

PROGRAMME DU SIA 2018

THÈME

**PENSER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
EN INTÉGRANT LES RÉSEAUX INTELLIGENTS**



JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

- 10H - 12H00** : Cérémonie officielle d'ouverture
- 12H - 12H30** : Ouverture officielle de l'exposition
- 15H - 17H 00** : Forum économique : "Investir dans les infrastructures en Côte d'Ivoire"
- 17H - 17H30** : Lancement produit : Le nouveau ciment Bélier dédié aux professionnels de la route *par* **LAFARGE HOLCIM**

VENDREDI 9 NOVEMBRE 2018

- 9H - 10H30** : **Panel 1** : "Aménagement du territoire, quelle réalité en Afrique"
- 10H30 - 11H** : **Présentation** : Le béton compacté routier (BCR), une révolution économique pour des routes durables *par* l'**APCCI**
- 11H - 12H30** : **Panel 2** : "Développement des réseaux intelligents : état des lieux, financement et perspectives"
- 15H - 16H30** : **Panel 3** : "Déplacement des réseaux et leurs impacts sur les projets"
- 16H30 - 17H** : **Présentation** : Réseaux intelligents et prévention des risques *par* **SMABTP CÔTE D'IVOIRE SA**

SAMEDI 10 NOVEMBRE 2018

- 10H - 11H30** : **Panel 4** : "Quel cadre institutionnel pour une meilleure gestion des réseaux : partage d'expériences"
- 11H30 - 12H** : **Présentation** : Certification des équipements routiers et bonnes pratiques *par* **ISOSIGN AFRICA**
- 15H - 16 H** : Clôture des travaux du forum
- 18H - 19H** : Cérémonie de clôture

- L'exposition est ouverte tous les jours, en continu, de **8h à 19h**
- En marge du **forum**, de l'**exposition** et des **démonstrations**, une **formation GIBTP** a lieu du **9 au 10 novembre**.
Thème : Le génie urbain et la mise en place des réseaux : Comment mieux équiper la ville en réseaux sans risque (sur inscription).



Dr Paulin Kouassi, Président du Comité scientifique du SIA 2018
«Les réseaux intelligents augmentent l'efficacité énergétique globale»

Directeur des Opérations techniques au Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (Lbtp) et Président du Comité National Côte d'Ivoire Route (Cnci-Route), l'expert présente les enjeux du salon tout en rappelant les recommandations de la précédente édition.

Comme en novembre 2016, les organisateurs du Salon des Infrastructures d'Abidjan (Sia), le Gibtp et l'agence Axes Marketing vous ont renouvelé leur confiance pour le SIA 2018. Quel est votre commentaire par rapport à cela ?

Je remercie d'abord le Président du Gibtp, Philippe Eponon et le Commissaire Général du Salon, Ismaël Boga-N'Guessan pour la confiance qu'ils me renouvellent en me désignant une fois de plus Président du comité scientifique. Vu la notoriété du Gibtp et le prestige sans cesse croissant du SIA, c'est un honneur et un privilège pour moi d'assurer une telle responsabilité.

Que reprenez-vous de votre implication au cours du dernier SIA qui avait pour thème : « Infrastructures en Côte d'Ivoire : défis et opportunités » ; et quelles en ont été les recommandations ?

Ma mission était d'organiser le volet scientifique. Les recommandations issues du salon, fortement attendues, représentent la contribution du GIBTP à l'amélioration de la gestion et de la gouvernance dans le secteur des infrastructures. En dehors de la présentation des défis et opportunités du secteur des infrastructures, celles-ci ont porté aussi bien sur les questions de financement du secteur que sur les questions de gouvernance.

Les principaux points à retenir sont globalement, à l'endroit de l'Etat, au titre du financement des Pme, un accompagnement des institutions financières par la mise en place d'un fonds de garantie pour le soutien des entreprises, et l'adoption de mesures pour le règlement des factures à bonne date en vue de rendre les entreprises viables. Pour le volet formation, il a été recommandé la mise en place d'une politique de formation

au métier d'entrepreneurs dans le système éducatif, ainsi que la formation à la spécialisation des entreprises par secteur d'activité. D'autre part, sur la question de la régulation de la sous-traitance, l'État doit mettre en place un cadre de régulation de la sous-traitance et accompagner les sous-traitants.

Qu'attend-on des acteurs économiques eux-mêmes ?

A l'endroit des maîtres d'ouvrage délégués et des bureaux d'études, le Sia 2016 a recommandé la réalisation d'études préalables traitant d'études techniques (faisabilité/APS/APD), d'analyse de la ressource (eaux de surface/souterraines, qualité/quantité), d'études d'Impact Environnemental et Social, d'études socio-économiques, etc... De même que l'intégration de la question de la maintenance des infrastructures au stade de leur conception ; une plus grande implication des entreprises dès le stade de projet pour mieux prendre en compte leur préoccupation ; la révision de la politique budgétaire en prenant en compte les partenariats public-privé et les contrats pluriannuels ; la mise en place d'un cadre de concertation entre les différents acteurs du domaine des infrastructures ; la mise en place de mécanisme d'alerte relativement à l'état des infrastructures.

Que vous inspire le thème de la présente édition, «Penser l'aménagement du territoire en intégrant les réseaux intelligents» ?

Il est vrai que l'aménagement s'est toujours fait en intégrant les réseaux. À travers le thème retenu pour cette édition, le Gibtp voudrait faire des propositions aux pouvoirs publics en vue d'optimiser l'aménagement du territoire, la gestion des différents réseaux



Le Gibtp veut optimiser l'aménagement du territoire et la gestion des différents réseaux”

(eau, électricité, assainissement, téléphonie, routes, etc.), et de minimiser l'impact du déplacement des réseaux sur le coût ainsi que les délais de réalisation des projets. Cette problématique prend en compte la question de l'efficacité énergétique qui préoccupe aujourd'hui tous les États du monde et la question de l'optimisation de la dépense publique pour les projets d'infrastructures.

Aujourd'hui, il est préconisé la création de Villes du futur ou Smart City pour cadrer avec le concept de réseaux intelligents. Quel sort sera réservé aux anciennes villes dont les réseaux sont dépassés ainsi que les territoires encore inhabités ?

Les réseaux intelligents sont des réseaux matériels de distributions (électricité, eau, gaz, pétrole...), et/ou d'information (télécommunications) qui ont été rendus intelligents par des systèmes informatiques, capteurs, interfaces informatiques et électromécaniques. Ils permettent d'optimiser les flux. Il est important, pour protéger notre planète, de promouvoir l'efficacité énergétique. Cela ne veut pas dire qu'il faut raser les anciennes villes. Elles font partie de notre passé et il est nécessaire qu'elles demeurent pour être des éléments qui renforceront le témoignage pour les générations futures. Elles peuvent connaître, pour certaines, des améliorations.

Pour les territoires encore inhabités, il est important de penser leur aménagement en y intégrant les réseaux intelligents. Cela permettra de bien structurer les réseaux dès le départ et d'éviter les importantes dépenses occasionnées par leur déplacement lors des projets de construction.

Nous invitons toute la population à être présente pour découvrir les innovations dans le secteur et se projeter dans un avenir meilleur tout en étant en Afrique.

Que révèlent les études sur les contraintes financières et techniques engendrées par le déplacement des réseaux ?

Nous avons quelquefois relevé

que le coût des déplacements de réseaux pouvait dépasser facilement dix milliards de fca. Les projets pour lesquels nous avons observé des coûts élevés sont, entre autres : le projet du troisième pont d'Abidjan, l'autoroute reliant Abidjan à Grand Bassam et actuellement, le projet d'élargissement du Boulevard de Marseille.

En réalité, les réseaux ne sont pas toujours parfaitement connus des propriétaires et on est amené, au stade des études, à faire quelquefois des provisions, sur la base d'une estimation sommaire, du coût des déplacements. Il faut aussi noter qu'au lieu du seul déplacement, certains opérateurs réhabilitent entièrement leur réseau.

Il convient de relever que le coût des déplacements de réseaux est, le plus souvent, entièrement à la charge de l'État car les partenaires au développement préfèrent se focaliser, pour la plupart, sur le financement des travaux et se préoccupent peu du déplacement des réseaux existants de l'emprise du projet.

L'autre problème rencontré, c'est celui de la coordination des actions dans la mise en œuvre de divers projets de développement dans une même emprise de sorte que certains réseaux ont été déplacés plus d'une fois.

Des changements de délai qui impliquent des surcoûts !

Evidemment, cette question influence fortement le délai de réalisation des projets. En effet, l'État qui n'avait pas forcément budgétisé ce déplacement se voit dans l'obligation de trouver des ressources pour y faire face, au risque de perdre le financement du projet quand il s'agit d'appuis extérieurs.

Quand le financement est disponible, il faut prendre en compte les délais d'intervention des opérateurs chargés des travaux de déplacement des réseaux. Les perturbations occasionnées par ces déplacements sur les services rendus aux usagers sont indéniables. Il peut en résulter un manque à gagner pour les opérateurs également.

Dans le même temps, l'entreprise adjudicatrice des travaux de construction pour lesquels les réseaux devront être déplacés ne maîtrise plus son délai alors qu'elle a déjà mobilisé ses équipes, et seule la durée contractuelle des travaux devrait lui être payée, à moins d'avoir un avenant à son contrat. En réalité, les ordres de démarrage des travaux ne prennent pas toujours en compte les opérations de déplacement des réseaux qui pourraient être impactés.

C'est un sujet très important que le Gibtp se propose de traiter à travers cette édition du salon. Je pense qu'il est important, si cela n'est pas encore fait, de mener une étude pour documenter cette problématique. Les études d'impact environnemental et social devront traiter la question de déplacement des réseaux avec beaucoup de précisions.

Quel peut être l'intérêt pour un État de s'engager dans un tel processus vu que les financements sont à la fois lourds et rares ?

Notre pays est bien obligé de jouer sa partition dans le concert des nations. La Côte d'Ivoire a déjà pris des engagements dans le cadre de la 24^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 24). Nous ne sommes donc pas en marge des évolutions dans le monde. Il convient de souligner que les réseaux intelligents augmentent aussi l'efficacité énergétique globale. Cela amène à faire des économies d'énergie.

En ce qui concerne le financement, nous pensons qu'il appartient à l'État de se donner les moyens pour financer son développement. Des pistes seront certainement proposées lors du panel consacré à la question du financement qui sera animé par d'éminents experts.

Je profite donc de cette occasion pour souhaiter à chacun des participants un bon salon.

Interview réalisée par
Paulin N. Zobo

Maître d'Ouvrage Délégué du réseau routier national

AGENCE D'EXECUTION DE TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE

. Nos missions en 5 points essentiels:

- 1- La surveillance du réseau routier
- 2- La programmation des travaux d'entretien routier
- 3- La gestion des projets: l'identification, la préparation, la contractualisation, la coordination et la supervision des projets d'investissement et d'entretien
- 4- L'assistance et le conseil aux Maîtres d'Ouvrage
- 5- La gestion de la Banques de Données Routières (BDR)

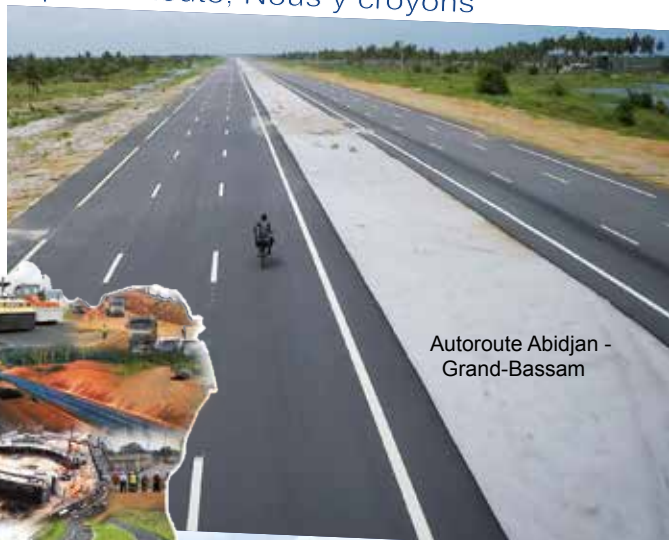
. Nos ambitions pour le réseau routier ivoirien:

- Remettre le réseau routier à niveau à moyen terme
- Étendre le réseau bitumé pour relier tous les chefs lieux de département
- Assurer la performance du réseau au service du développement du pays et de l'intégration régionale.

AGERROUTE...Le Développement par la Route, Nous y croyons



Pont de Gbéléban



Autoroute Abidjan - Grand-Bassam



3D du 4ème pont (Yopougon - Attécoubé - Adjamé)



3D de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise



AGERROUTE

SIA
SALON DES
INFRASTRUCTURES
D'ABIDJAN | 3^{ème} EDITION

08 - 10
NOV 2018
ROUTE DE L'AEROPORT



RÉSEaux ROUTIERS

RÉSEaux ÉLECTRIQUES

EAU ET ASSAINISSEMENT

TÉLÉCOMS

GIBTP
FORMATION

► THÈME

LE GÉNIE URBAIN ET LA MISE EN PLACE DES RÉSEaux:
COMMENT MIEUX ÉQUIPER LA VILLE EN RÉSEaux SANS RISQUE



En partenariat avec



REMERCIEMENTS

à nos partenaires presse





Certifié ISO 9001 : 2015 

- **GENIE CIVIL**
- **ENERGIE**
- **RECHERCHE**

DOMAINES D'ACTIVITES :

- ✓ Essais de laboratoire
- ✓ Etudes de sols et fondations
- ✓ Contrôle qualité
- ✓ Recherche appliquée
- ✓ Expertise
- ✓ Sécuriel
- ✓ Audits électriques
- ✓ Economie d'énergie
- ✓ Formation technique

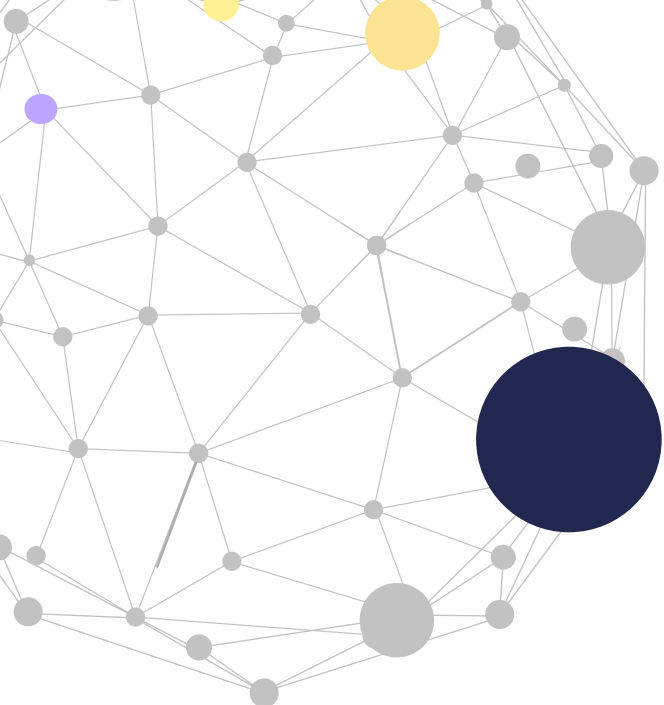




Notre Ambition, votre Confort routier



Siège social: Immeuble FER, 5 Avenue CHARDY, 04 BP 3089 Abidjan 04
Tél: +225 20 31 13 05 / Fax: +225 2031 13 06 Site web: www.fer-ci.org



L'ANNUAIRE DES EXPOSANTS





ABEILLE CARRIERE

Marcory zone 4C-Boulevard VGE-Abidjan
26 BP 640 Abidjan 26 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 35 31 62
Fax : + 225 22 42 02 73
Email : info@abeille.ci
Site internet : www.abeille.ci
Domaine d'activités : Centrale à béton -Carrière de gravier
Directeur Général : ÖZ Fatih Mehmet



APCCI
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
DE CIMENTS DE CÔTE D'IVOIRE

Marcory, Zone 4, Rue Dr Calmette,
01 BP 230 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 24 62 00 / 56 00 77 58
Fax : + 225 21 24 61 98
Email : apcci@apcci.ci
Domaine d'activités : Association professionnelle
Président : Xavier Saint-Martin-Tillet
Secrétaire Générale : Aïcha CHERIF



BOAD

68, Avenue de la libération, Lomé
BP 1172 • Togo

Tél : +228 22 21 59 06
Fax : + 228 22 21 52 67
Bureau d'Abidjan : + 225 20 21 80 80
Email : boadsiege@boad.org
Site internet : www.boad.org
Domaine d'activités : Banque
Chef de la Mission Résidente : Jean Marcel ABOUMON



AGEROUTE CI

Avenue Terrasson de fougères ; Plateau
08 BP 2604 Abidjan 08 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 25 10 00 / 20 25 20 00
Fax : + 225 20 25 20 23
Email : info@ageroute.ci
Site internet : www.ageroute.ci
Domaine d'activités : Maîtrise d'ouvrages
Directeur Général : Pierre N'gou DIMBA



BANIBAH SA

En face de BAE - Cité BAE, Yopougon, Abidjan
04 BP 2992 Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 23 53 09 49 / 05 85 65 98
Email : banibah@banibah.com
Site internet : www.banibah.com
Domaines d'activités : Génie Civil et Rural ; BTP
Directeur Général : Sédjougou COULIBALY



CICO CI SA

Il Plateaux boulevard latrille face station Oil Lybia (carrefour
Mobile) 06 BP 6941 -Abidjan 06 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 41 35 38
Fax : + 225 22 41 09 79
Email : infocico@cico-ci.com/ CICO-BTP@cico-ci.com
Site internet : www.cico.com
Domaine d'activités : Bâtiment-Génie Civil- VRD
Produits proposés : Etudes ; conception et exécution de
travaux de constructions de bâtiments
et piscine
Directeur Général : Alain ALLEDAHOUN



AMBTP
AFRIQUE MATERIEL BATIMENTS
TRAVAUX PUBLICS

Yopougon Andokoi-ancienne scierie
01 BP 897 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 54 39 87 09/ 07 82 10 09
Email : rc@ambtp.fr
Site internet : www.ambtp.fr
Domaines d'activités : Vente engins neufs, occasions BTP/MINE
Directeur Général : Hervé GIRARD



BERNABE CI

Boulevard de Marseille, Km 4, Treichville, Abidjan
01 BP 1867 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 21 20 20 / 30
Email : info.ci@bernabeafrique.com
Site internet : www.bernabeafrique.com
Domaine d'activités : BTP, Construction, Distribution
Produits exposés : Auto-bétonnière
Directeur Général : Ahmad CHARAF EDDINE



CFAO MOTORS

Abidjan, Boulevard vridi, Zone 3
01 BP 2114 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 75 69 31
Fax : + 225 21 75 83 83
Email : egrunther@cfao.com
Site internet : www.cfaogroup.com
Domaine d'activités : Distributions
Produits exposés : Engins de TP - JCB
Directeur Général Adjoint : Sebastien DUCHÂTEAU



AMSA ASSURANCES

Plateau, Avenue Franchet d'Esperey, Abidjan
01 BP 1333 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 30 05 00
Fax : + 225 20 30 05 90
Email : amsa-ci@amsaassurances.com
Site internet : www.amsaassurances.com
Domaine d'activités : Assurances
Produits exposés : Produits d'assurances
Directeur Général : Souleymane CISSE



BIA-CI SA

Marcory, Rue Louis Lumière, Abidjan
30 BP 423 Abidjan 30 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 35 85 41/ 89 80
Fax : + 225 21 35 89 69
Email : anthony.viruega@biagroup.com
Site internet : www.africa.biagroup.com
Domaine d'activités : Export/Import de matériels de Génie civil
Produits exposés : Camions, Engins de BTP, Groupes électrogènes
Directeur Général : Romain BIA



CIE

01, Av Christiani ; Treichville
01 BP 6923 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 23 33 00
Fax : + 225 21 23 35 88
Email : info@cie.ci
Site internet : www.cie.ci
Domaine d'activités : Electricité ; transport et Distribution
d'énergie
Directeur Général : Dominique KAKOU



CIMAF

Yopougon-Zone industrielle
01 BP 5676 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 23 53 00 60
Fax : + 225 23 50 14 27
Email : efa@cimentsafrique.com
Site internet : www.cimentsafrique.com
Domaine d'activités : Cimenterie
Directeur Général : Iben Khalil KHAYAT



DEM CI

Yopougon, Autoroute du Nord pk29
04 BP 1423 Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 23 00 79 00/01/02
Email : info@dem-group.com
Site internet : www.dem-group.com
Domaine d'activités : Engins de BTP
Directeur Général : Renaud HACHEMI



GIBTP
GROUPEMENT IVOIRIEN
DU BÂTIMENT ET DES
TRAVAUX PUBLICS

Cocody Riviera Attoban, Cité BAD - Lot 1606, Bonoumin
01 BP 464 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 43 77 91
Fax : + 225 22 43 77 95
Email : gibtp@gibtp.org
Site internet : www.gibtp.ci
Domaines d'activités : Groupement professionnel
Président : Philippe EPONON



CIM IVOIRE
CIM METAL GROUP

Treichville, Bd. du Port, près de MEFCO - Zone portuaire,
Abidjan • 01 BP 7260 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 22 25 45
Email : infocimivoire@cimmetalgroup.com
Site internet : www.cimmetalgroup.com
Domaines d'activités : Cimenterie
Produits exposés : Ciments - Portland CPU
Directeur Général : Essam DAOUD



EPUREAU CI

Treichville, Zone 2 Bd de Marseille, Abidjan
30 BP 835 Abidjan 30 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 23 09 00
Fax : + 225 21 24 20 89
Email : info@epureau-ci.com
Site internet : www.epureau.eu
Domaine d'activités : Traitement de l'eau et vente de produits pour le traitement de l'eau
Produits exposés : Station de traitement d'eau potable, d'eau usées et de process industriel, Distributeur des produits NALCO / ECOLAB / HAC
Directeur Général : Jean Luc PICCIRILLI



GROLLEAU EUROPHANE
AFRIQUE

VTIB, Grand Bassam
01 BP 35 ABIDJAN 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 51 11 90
Email : laurent.marbach@grolleau.fr / mohamed.djima@kaydangroupe.com
Site internet : www.grolleau-europhane.com
Domaine d'activités : Technologies
Produits exposés : Armoires-Luminaires intelligents-Batteries
Administrateur Général : Stéphane Jean René AFFRO



CGECI

Avenue Lamblin, Plateau
01 BP 8666 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 33 02 00
Fax : + 225 20 22 28 25
Email : cgeci@cgeci.ci
Site internet : www.cgeci.ci
Domaine d'activités : Groupement professionnel
Président : Jean Marie P. ACKAH



FER
FONDS D'ENTRETIEN
ROUTIER

Immeuble FER, Avenue Chardy, Plateau; 04 BP 3089
Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 31 13 05
Fax : + 225 20 31 13 05
Email : contact@fer-ci.org
Site internet : www.fer-ci.org
Domaine d'activités : Péage-Pésage ; Travaux d'entretien
Directeur Général : Lanciné Diaby



ISOSIGN AFRICA

Cocody-2 plateaux, 7^e tranche -Abidjan
BP 257 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 77 50 81 22
Bureau de France : + 33 6 95 26 52 25
Email : l.adham@isosign.fr
Site internet : www.isosign.fr
Domaine d'activités : Equipements de signalisation routière, Béton
Produits exposés : Panneaux ; Equipements
Président Directeur Général : ADHAM Aly
Chef d'agence : ADHAM Loïc



CIMELEC IVOIRE

Yopougon banco résidentiel, route de Bel air
21 BP 911 Abidjan 21 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 20 69 61
Fax : + 225 23 01 20 33
Email : contact@cimelec-ci.com
Site internet : www.cimelec-ci.com
Domaine d'activités : Hydraulique - Génie civil - Electro-mécanique
Produits exposés : Pompes GRUNDFOS et Flexibles BORELINE
Directeur Général : Sory OUATTARA



FORACO CI

Adresse géographique : 19 rue Thomas Edison, Marcory
Zone 4C, Abidjan BP 592

Tél : + 225 21 35 30 13
Fax : + 225 21 35 47 47
Email : ic@foraco.com / simonin@foraco.com
Site internet : www.foraco.com
Domaine d'activités : Forages d'eau / Sondages Minières
Directeur Général : Denis SIMONIN



KANU EQUIPMENT CI

Non loin du collège St Ange - Zone industrielle. Yopougon
BP 257 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 46 35 93 / 23 46 36 40
Email : Guillaume@kanuequipment.com
Site internet : www.kanuequipment.com
Domaines d'activités : Engins et Accessoires de BTP
Directeur Général : Guillaume SURGRES



KING IVOIRE SARL

Zone industrielle, Yopougon
06 BP 6050 Abidjan 06 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 24 71 30 / 74 33 00 05
Email : info@kingivoire.com
Site internet : www.kingivoire.com
Domaine d'activités : Industries du BTP
Produits exposés : Fer à Béton
Directeur Général : S. BABBAR



LIBRAIRIE DE FRANCE GROUPE

Plateau avenue chardy • 01 BP 228 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Tél : +225 20 30 63 63
Fax : +225 20 30 63 64
Email : infos@ldfgroupe.com
Site internet : www.librairiedefrance.net
Domaines d'activités : Librairie - papeterie
Directeur Général : René YEDETI



MG TELECOM

Cocody, Angré non loin de la pharmacie 87
04 BP 2574 Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 42 82 01
Fax : + 225 22 42 82 02
Email : contact@mgtelecom.net
Site internet : www.mgtelecom.net
Domaine d'activités : Réseaux - Télécommunication
Directeur Général : Guy MONNET



LABOGEM

Cocody-Rivière palmeraie
02 BP 176 Abidjan 02 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 49 00 30
Fax : + 225 22 49 00 34
Email : labogem@avisoci
Site internet : www.labogem.com
Domaine d'activités : BTP
Produits exposés : Matériels de laboratoire
Directeur Général : Alain SEU TIA



LIBYA OIL CÔTE D'IVOIRE

Vridi, Petit Bassam, Abidjan
18 BP 900 Abidjan 18 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 75 37 48 / 38 33
Fax : + 225 21 75 38 00 / 01
Email : emmanuel.trabi@oilbya.com
Site internet : www.oilbya.com
Domaine d'activités : Hydrocarbures
Directeur Général : Elyes CHERIF



NGE CONTRACTING

Chemin du corps garde 77508 Chelles cedex • France

Bureau de France : + 33 1 64 72 72 00
Bureau d'Abidjan : + 225 23 53 55 80 / 48 65 43 28
Email : riorente@nge-contracting.com
Site internet : www.nge.fr
Domaine d'activités : Bâtiment et Travaux Publics
Directeur Général : Raphael LORENTE



LBTP LABORATOIRE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Maroory-Zone 4 A
04 BP 3 Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 21 23 00
Fax : + 225 21 35 36 71
Email : info@lbtp.org
Site internet : www.lbtp.org
Domaine d'activités : Bâtiment, Génie civil, Énergie
Directeur Général : Jean Claude KOUASSI



MANUTENTION AFRICAINE CI

Route de Dabou - Km 12 - Yopougon
01 BP 1299 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 23 53 55 80
Fax : + 225 23 46 63 68
Email : info@manutafci.com
Site internet : www.manutafci.com
Domaine d'activités : Fournitures de biens d'équipements
Produits exposés : Machines de TP/ Groupes électrogènes
Directeur Général : Philippe DEMEUS



NOURAKY'S SARL

Cocody Avenue Jean Mermoz
14 BP 688 Abidjan 14 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 48 55 07 / 07 85 89 06
Fax : + 225 22 48 55 39
Email : nourakys@gmail.com
Site internet : www.nourakys-signalisation.com
Domaine d'activités : Signalisation routière - Équipements routiers
Chef de Mission Résidente : Maimouna BAMBA



LAFARGEHOLCIM CÔTE D'IVOIRE

Avenue Noguès-Plateau
01 BP 887 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 25 22 50
Email : infos-civ@lafargeholcim.com
Site internet : www.lafargeholcim.com
Domaines d'activités : Cimenterie
Produits exposés : Ciments-Laboratoire mobile
Directeur Général :



MARINHO C.I.

Rue Luis Lumière, Résidence Miami 2, Apt 4, Zone 4
10 BP 2874 Abidjan 10 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 24 57 37
Email : minokoua@yahoo.fr
Site internet : www.fpmi-sa.com
Domaines d'activités : Bâtiment et Travaux Publics
Directeur Général : Jorge MARINHO



NSE - CI NICOLAS SROUJI ETABLISSEMENT CÔTE D'IVOIRE

PK 22, Autoroute du Nord, à coté de VOLVO ; Yopougon
14 BP 688 Abidjan 14 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 21 31 31
Domaines d'activités : Génie civil
Directeur Général : Gérard Kouassi



LA ROUTE AFRICAINE

2 Plateaux 9^{ème} tranche, Voie de la Djibi, Immeuble CGK
Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 50 09 08 / 09
Email : larouteafricaine@larouteafricaine.com
Site internet : www.larouteafricaine.com
Domaine d'activités : Travaux routiers - Génie Civil - BTP
Produits proposés : Eléments préfabriqués en béton (agglôs, bordures, pavés)
Directeur Général : Philippe EPONON



MARYLIS BTP

Rue des Jardins, derrière la Pharmacie Saint Gil -
Deux-plateaux - Vallon-Cocody • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 51 08 00 / 04 26 26 37
Email : ali.diarrassouba@sneidai.com
Site internet : www.sneidai.com/marylly-btp/
Domaines d'activités : Bâtiment et Travaux publics
Directeur Général : Adama BICTOGO



ONAD CI

Non loin de l'ambassade du Ghana - Deux-plateaux Vallon-
Cocody • 01 BP 11025 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 40 41 98 / 99
Fax : + 225 22 40 41 95
Email : info@onad.ci
Site internet : www.onad.ci
Domaine d'activités : Assainissement et Drainage
Directeur Général : Amara SANOGO



ONEP CI

Deux plateaux-Vallon, rue J93, îlot 212, lot 2470 Cocody
04 BP 42 Abidjan 04 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 52 47 16 / 17

Fax : + 225 22 41 26 28

Email : onepci@onepci.net

Site internet : www.onepci.net

Domaine d'activités : Eau potable

Produits proposés : Château d'eau, forage, station de traitement

Directeur Général : Ibrahim BERTE



PETRO IVOIRE SA

Rue des pétroliers ; Vridi canal
22 BP 737 Abidjan 22 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 75 88 40

Fax : + 225 21 27 44 41

Email : pi@petroivoire.ci

Site internet : www.petroivoire.ci

Domaine d'activités : Distribution de produits pétroliers

Produits exposés : Lubrifiants Petro Ivoire

Directeur Général : Sébastien KADIO-MOROKRO



PFO AFRICA CI

Boulevard Latrille – Cocody à côté de la SODEMI
16 BP 387 Abidjan 16 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 48 45 45

Fax : + 225 22 44 61 45

Email : contact@www.pfoafrica.com

Site internet : www.pfoafrica.ci

Domaines d'activités : Bâtiment et Travaux Publics

Directeur Général : Pierre FAKHOURY



PORT AUTONOME D'ABIDJAN

A 22 Rue des piroguiers, Boulevard du Port
BP V85 Abidjan • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 23 80 00

Fax : + 225 21 23 80 80

Email : info@portabidjan.ci

Site internet : www.portabidjan.ci

Domaine d'activités : Bâtiment et Travaux Publics

Directeur Général : Hien Yacouba SIE



PR INDUSTRIE

Rue de Barive, ZI de la planchette, 21230 Arnay-Le-Duc
France

Tél : + 33 3 80 84 84 00

Email : info@pr-industrie.com

Site internet : www.pr-industrie.com

Domaine d'activités : Routes-Construction routière

Produits exposés : Additifs pour enrobés bitumineux

Président Directeur Général : Benoît CHAVET



PREMIUM CI / ATS

Nouvelle Zone Industrielle- Gounioubé-Akoupé Autoroute du
Nord, PK22 - Première sortie après la Station Pesage Anyama
Allokoï • 07 BP 813 Abidjan 07 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 23 00 32 00

Email : Youssef.ELMOUNTASSIR@premium.net.ma

Site internet : www.groupe-premium.com

Domaine d'activités : Engins et accessoires de BTP

Directeur Général : Patrick TRANZER



RIMCO MOTORS

Boulevard VGE, Abidjan
01 BP V230 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 25 74 78

Fax : + 225 21 25 74 77

Email : commercial@rimco-motors.com

Site internet : www.rimco-motors.com

Domaine d'activités : Concessionnaire automobile-Engins
de BTP

Directeur Général : Yohannes MEKBEBE



ROCCHI SRL ITALIE

Via Martiri della Resistenza Sn
06080 Passaggio di Bettona • Italie

Tél : + 39 0 759 885 013

Fax : + 39 0 759 87 028

Email : secretaria@rocchi.pg.eu

Site internet : www.rocchipg.eu

Domaines d'activités : Construction de centrale à béton

Responsable commercial : Giovanni CASONATO



SAME BUSINESS

Cocody Vallon rue J95, près de l'ambassade du Ghana
Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 40 54 30

Fax : + 225 22 41 57 58

Email : contact@same-ci.com

Site internet : www.same-ci.com

Domaine d'activités : Engins de BTP

Directeur Général : Mohamed Ali BOUSBIA



SERENITY SA

Plateau, rue du commerce, Immeuble AMIRAL
01 BP 10244 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 20 32 15 52/53

Fax : + 225 20 32 16 63

Email : serenity@serenity-sa.com

Site internet : www.serenity-sa.net

Domaine d'activités : Assurances

Directeur Général : Kipré DIGBEU



SI BETON

Banco Nord, Attécoubé
Côte d'Ivoire

Tél : + 225 57 20 20 20

Email : sibeltons@sibeltons.com

Site internet : www.sibeltons.com

Domaine d'activités : Béton préfabriqué et béton prêt à l'emploi

Directeur Général : Youssef AMRI



SIBM

Rue Thomas Edison, Zone 4A
01 BP 902 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 21 35 52 71

Fax : + 225 20 35 82 27

Email : sibm@sibmci.com

Site internet : www.sibmci.com

Domaines d'activités : Bâtiment et Travaux Publics

Produits exposés : Produits préfabriqués béton

Directeur Général : Olivier CRESPO



RTI

Bld des Martyrs, 08 BP 883 Abidjan 08 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 48 61 62

Fax : + 225 22 44 78 23

Site internet : www.rti.ci

Domaines d'activités : Audiovisuelle

Directeur Général : Ahmadou BAKAYOKO



SICODEM GROUP

Zone industrielle ; Yopougon
19 BP 346 Abidjan 19 • Côte d'Ivoire

Tél : + 225 22 42 74 59

Fax : + 225 20 35 82 27

Email : info@sicodemgroup.com

Site internet : www.sicodemgroup.com / www.sicodemenergie.com

Domaine d'activités : Énergie ; BTP, Technologies

Directeur Général : Mamadou TRAORE



SISAG CI

Adjamé route d'Abobo, Carrefour MACACI
01 BP 1231 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 20 30 41 40
Fax : +225 20 35 82 27
Email : sisag@sisagci.com
Site internet : www.sisagci.com
Domaine d'activités : Exploitation de carrières de granite
Produits exposés : Graviillon et sable concassés
Directeur Général : Louis DAVOUST



SITECH

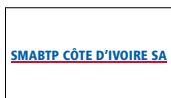
Point E, BP 3364 Dakar • Sénégal
Tél : +221 78 637 16 16
Email : nicolas.antonezak@sitech-westernafica.com
Site internet : www.sitech-western-africa
Domaines d'activités : Solutions de pesage et guidage des engins Trimble
Produits exposés : Dispositif de pesage et guidage à distance
Directeur Général : Nicolas ANTHONEZAK



SOCIETE DE CIMENTS D'ABIDJAN

Boulevard du port ; Treichville
01 BP 3751 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 21 73 50/51
Fax : +225 21 21 73 60/69
Email : info@cuirasse.ci
Site internet : www.cuirasse.ci
Domaine d'activités : Cimenterie
Produits exposés : Ciment
Directeur Général : Pierre AMIDA



SMABTP CÔTE D'IVOIRE

Immeuble Alpha 2000 19^{ème} étage Rue Gourgas
01 BP 691 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 20 20 40 40
Email : contact@groupe-sma.ci
Site internet : www.groupe-sma.fr
Domaine d'activités : Assurances
Chef de Mission Résidente : Sylvie FADIKA



SMB SOCIETE MULTINATIONALE DE BITUMES

Vridi, bld petit bassam dans l'enceinte de la Sir
12 BP 622 Abidjan 12 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 23 70 59
Fax : +225 21 27 05 18
Email : infosmb@smb.ci
Site internet : www.smbci.ci
Domaine d'activités : Pétrole (bitumes)
Produits exposés : Echantillons de bitume et produits dérivés
Directeur Général : Mamadou DOUMBIA



SMT CI

PK 22, Axe Abidjan-Yamoussoukro
01 BP 3727 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 75 16 10
Fax : +225 21 25 45 09
Email : info@smt-ci.com
Site internet : www.smt-group.com
Domaines d'activités : Concessionnaire
Produits exposés : Engins, Camions et Bus
Directeur Général : Frédéric DE LACOSTE



SOCIDA CI

Rue Pierre Marie et Curie, Zone 4C
01 BP 1865 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 21 40 20/28
Email : service.commercial@gbh.ci
Site internet : www.socida.ci
Domaine d'activités : Vente de véhicules et camions, location de véhicules, service après-vente garage, vente de pièces détachées
Directeur Général : Frank Lovens
Directeur Commercial : Habib Kettani



SOCOTEC AFRICA

Rue du commerce, Plateau ; Immeuble AMIRAL , 1^{er} étage
01 BP 635 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

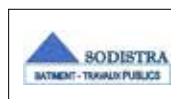
Tél : +225 20 32 02 97 / 98
Fax : +225 20 21 85 45
Email : socotec.africa@socotec.com
Site internet : www.socotec.fr
Domaine d'activités : Bureau de contrôle technique
Produits exposés : Normalisation des risques, Equipements techniques
Directeur Général : Karim DJEBAR



SODECI

Avenue Christiani, Tour SODECI, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 23 30 00
Fax : +225 20 23 30 06
Email : sodeci@sodeci.ci
Site internet : www.sodeci.com
Domaines d'activités : Eau (production, distribution)
Directeur Général : Basile EBAH



SODISTRA CI

Cocody, Cité des arts
23 BP 2793 Abidjan 23 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 22 44 33 39
Fax : +225 22 44 32 63
Email : sodistraci@gmail.com
Site internet : www.sodistra-ci.com
Domaine d'activités : Bâtiment et Travaux publics
Directeur Général : Pascal OUEDRAOGO



SOGEA SATOM CI

Zone 3 ; Treichville
01 BP 656 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 24 59 12
Fax : +225 20 21 92 09
Email : sogea-satom.cotedivoire@vinci-construction.com
Site internet : www.sogea-satom.com
Domaine d'activités : Bâtiment et Travaux Publics
Directeur Général : Ibrahim KHALIL



SOTACI

Zone Industrielle ; Yopougon
01 BP 2747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 23 51 54 54
Fax : +225 23 46 69 25
Email : sotaci@sotaci.com
Site internet : www.sotaci.com
Domaine d'activités : Transformation de l'acier
Directeur Général : Ahmed MUHEDDINE



TOTAL CI

Rue des brasseurs, Zone 3-Treichville ; Immeuble Rive gauche • 01 BP 336 Abidjan 01

Tél : +225 21 22 23 23 / 24
Fax : +225 21 22 23 57 / 58
Email : service.clients@total.ci
Site internet : www.total.ci
Domaine d'activités : Hydrocarbures
Produits proposés : Carburants, lubrifiants, GPL
Directeur Général : Damien RICOUR-DUMAS



VERMEER WEST AFRICA

Koumassi, Remblais face au Lycée la Colomb, 26 BP 1357
Abidjan 26 • Côte d'Ivoire

Bureau des Pays-Bas : +31 6 21 21 56 18
Bureau d'Abidjan : +225 89 53 65 56
Email : info@vermeerwestafrica.com
Site internet : www.vermeerwestafrica.com
Domaines d'activités : Accessoires d'engins de BTP
Directeur Général : Ruben De MEIJER



TRANCHIVOIRE MOTORS

Zone industrielle, Koumassi
01 BP 6931 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire

Tél : +225 21 36 01 60 / 04 23
Fax : +225 21 36 08 65
Email : tranchivoire@tranchivoire.com
Site internet : www.tranchivoire.com
Domaine d'activités : Vente d'engins -Pneu & S/REM -SAV
Produits exposés : Engins
Directeur Général : Stefano LIVERANI



sfms

NOUS ASSURONS VOS FONDATIONS
Ensemble pour un ciment de qualité

**LE CIMENT IVOIRIEN EST AU COEUR
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU PAYS**



SOTACI

La métallurgie à votre service

**RESISTANT,
D'UNE QUALITE
INCONTESTABLE**

FER A BETON SOTACI

sérs

afaq

ISO 9001

Qualité

**CERTIFIEE ISO 9001
DEPUIS 2005**

SOTACI-USINE ET BUREAUX EN ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON - TEL. : (225) 23 51 54 54 - FAX : (225) 23 46 69 25/28

SOTACI PARC A FER - CONCESSION METALUX ZONE 4C RUE PIERRE ET MARIE CURIE - TEL. : (225) 21 21 46 05 - WWW.SOTACI.COM